

IX. Le collaborateur 245632

Des mérites nationaux à l'indignité

Enfant prodige, il s'est engagé ensuite en 1906 dans l'éducation postsecondaire chère à Ferdinand Buisson, le député pédagogue et futur prix Nobel de la paix. Il a été le trésorier de l'association estudiantine « Ernest Renan » et il a fait aux Universités populaires de Paris des conférences sur les « *conséquences sociales du développement de l'industrie* », « *La femme de l'avenir d'après Bebel* » et « *Ce qu'un électeur doit savoir : élections prud'homales, consulaires et politiques* ». Engagé pour trois ans au service militaire en 1904, nommé sergent en mars 1905, il a passé dans la réserve en novembre 1907. Il a obtenu une licence en droit en 1907 puis le titre de docteur avec une thèse sur *Les mobiles de l'activité économique individuelle* en 1911, publiée et couronnée d'un prix de l'Académie des sciences morales l'année suivante. Décoré d'une médaille de sauvetage en 1910, il est juge suppléant à Reims, et élu maire d'Herpy en 1912. Mobilisé le 2 août 1914, il devient officier greffier à un conseil de guerre.

Démobilisé, il est commissaire du gouvernement à Strasbourg en janvier 1919 ; ses supérieurs ne tarissent pas d'éloges à son égard. Il a été décoré, on ne sait quand, de l'ordre d'officier du Nichan Iftikar, l'ordre du Bay tunésien. Il obtient une mission du ministre de la Reconstruction à l'été 1919 et en démissionne en décembre pour s'installer comme avocat à Reims. Élu au Conseil général des Ardennes, il devient un organisateur efficace de la reconstitution des régions dévastées, et des « marrainages » de villes jusqu'en Écosse, et ce, non seulement pour « son » village Herpy, qui reçoit une aide substantielle des habitants d'Arles. Chevalier de la Légion d'honneur en 1929, avocat rémois réputé et membre du Conseil de l'ordre, il est affecté dans sa vie privée par le suicide, à l'été 1932 de son beau-fils Raymond Weil-Curiel né en 1908. De plus, il est peu après touché dans sa fonction de maire et d'administrateur de la Coopérative de reconstruction, par un endettement de cette dernière qui entraîne sa faillite personnelle. Aussi, il perd la mairie et sa propriété familiale avec un petit élevage, sa fierté de « propriétaire-paysan ». Il reste actif en politique sur le plan national, devient un publiciste reconnu pour ses analyses de la politique agricole, s'engage pour l'amélioration de la situation de la paysannerie, des conditions de vie et de travail et de l'instruction des paysans. En 1932, il rédige le programme du Parti agraire et paysan français (PAPF), où il est en compagnie d'Henri Noilhan, qui sera deux ans plus tard un des auteurs du *Plan du 9 juillet* du Groupe « X-crise ». Il est donc un des théoriciens du PAPF, mais il ne suit pas son évolution vers le « Dorgèrisme » lorsque Henri Noilhan, le député Guillon et lui font éclater le parti en 1936. George Monnet, ministre de l'Agriculture du Front populaire, préface son nouveau livre, en 1937. Ses observations et ses réflexions durant ces années, ses idées politiques en matière d'agriculture semblent en faire un proche du « Planisme », des auteurs de *l'État moderne* de George Mer, l'ami de son frère, mais ni de Dorgères, ni du PC. Bien que dispensé des obligations militaires depuis 1929, il reprend en 1939 l'uniforme de sous-lieutenant. Pour quelle raison ? Est-il motivé par son expérience de greffier aux tribunaux de guerre, de 1914 à 1918 ? Par patriotisme ? Ou plutôt par désespoir, désillusion et en raison de sa situation financière précaire ?

Où se trouve Marcel Braibant, âgé de 54 ans, lors de l'armistice. Quelles sont ses perspectives? Philippe Burrin (*La France à l'heure allemande*, Paris, Seuil, 1995) le définit comme « *propagandiste de la politique de Vichy* »... « *libéré par Otto Abetz au début de la guerre* ». Voyons ce qu'il en est.

Des documents aux Archives Nationales¹ nous apprennent que l'ancien combattant, "*bien que dégagé de toute obligation militaire*" s'est constitué volontaire lors de la mobilisation en 1939. Son régiment entier, le 69e - Marcel Braibant se trouve dans le bataillon du commandant

1 AN Z/6/408, 4169.

Perceval - s'est rendu dans les Vosges en 1940 ; après l'armistice, Marcel Braibant est prisonnier dans un camp d'officiers à Châlons sur Marne

La plupart des données de son parcours et de ses activités durant l'occupation, citées par la suite, se trouvent dans les scellés de son procès en 1947 devant la Cour de justice de la Seine, ainsi que une bonne partie de ses écrits² ; manquent seulement quelques photos et imprimés des archives de sa famille et de celle de Mireille Thuillier/Herpy³. En raison du cadre juridique, compte tenu du fait que Marcel Braibant est avocat, la documentation du procès est particulièrement sujette à caution par rapport à ce qui y est dit et non dit. Ainsi l'archiviste des Archives nationales, Marie Thérèse Chabard, écrit-elle dans son introduction au catalogue des documents de la Haute Cour (HC) constituée selon l'ordonnance du 18 novembre 1944 : « *Lorsqu'il y a eu procès, il est indispensable de voir comment ont été utilisés les renseignements tirés des archives au cours des audiences et dans la presse. Dans le climat passionnel où se sont déroulés les débats, notamment entre 1945 et 1949, les comptes rendus d'audiences édités par le Cabinet Bluet, les commentaires des journaux sont également chargés d'histoire. Les procès politiques ne peuvent être compris que dans le contexte de l'époque : dans l'immédiat après guerre, ils représentent la réaction violente de la France résistante contre le Gouvernement de Vichy et la politique de collaboration, les inculpés y encourrent des lourdes condamnations y compris la mort. Dans la seconde période, entre 1955 et 1960 les passions ont diminué, les contumax qui se sont présentés à la Justice voient leur peine largement réduite, les mesures d'amnistie sont nombreuses, l'opinion publique se désintéresse d'événements qui lui apparaissent lointains, elle est suffisamment préoccupée par les problèmes d'actualité, notamment la décolonisation... »*

Ce qui semble évident pour les procès politiques de la Haute Cour ne l'est pas moins pour ceux des Cours de justice créées par l'ordonnance du 26 juin 1944. Le juriste et publiciste - de tendance « national-catholique »? - Yves Frédéric Jaffré (1921-2010, débute comme un des avocats d'office de Pierre Laval en 1944. Il sera conseiller dans plusieurs affaires (Sorlot 1964, Ben Barka 1967) où l'État et la Justice seront mis en question. Il ira jusqu'à déclarer en 1962 : « *Toute forme de lutte contre l'occupant qui ne se réfère pas à la Résistance proclamée à Londres le 18 juin était exclue. On ne jugeait pas un acte lui-même, les mobiles qui l'avaient inspiré, ni même son efficacité. On voulait seulement savoir de quelle autorité il se réclamait: celle de Pétain ou celle de De Gaulle? »*⁴

Le 3 septembre 1939 la France, à côté des Alliés, entre en guerre contre l'Allemagne, trois jours après l'invasion de la Pologne par les troupes du Reich. L'armée française dirigée par Maurice Gamelin adopte une stratégie défensive, ne tenant pas compte de la technique de guerre déployée par les Allemands en Pologne et rechigne d'attaquer. La "drôle de guerre" dure jusqu'au 10 mai 1940. Les Pays-bas, la Belgique et le Luxembourg sont envahis et les 12-13 mai les Allemands percent la ligne de défense française dans les Ardennes. Maurice Gamelin est remplacé par Maxime Weygand (1867-1965), mais la guerre ne dure guère plus qu'un mois. Le 11 juin, le gouvernement se replie à Bordeaux, Weygand et Pétain refusent une « capitulation déshonorante » et plaident en faveur de l'armistice. Paul Reynaud démissionne. Albert Lebrun nomme Philippe Pétain, âgé de 84 ans, héros de 1918 et ministre de la Guerre en 1934. L'armistice est signé le 22 juin. Le territoire est divisé en départements annexés, en Zone occupée et en Zone libre. La Zone occupée comprendra des régions d'accès interdit aux français, le long des côtes et notamment au Nord et dans les Ardennes. 120 000 Français ont perdu leur vie, plus de 2 millions sont prisonniers de guerre, 6 millions ont abandonné leur domicile. Le 3 juillet à Mers el Kebir, la flotte française refuse de se joindre aux Alliés et se voit mise hors combat par les Britanniques.

2 Sur la politique des archives voir : « Archives », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 2/2009 (n° 102) , p. 171-182.
URL : www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2009-2-page-171.htm.

3 Mireille Thuillier, l'actuelle propriétaire de la maison des Braibant, est l'auteur de multiples contributions sur l'historiographie locale et la famille Braibant. Je la remercie de m'avoir généreusement donné accès à ses archives.

4 *Les tribunaux d'exception 1940-1962*, Paris, Nouvelles éditions latines (Sorlot), 1962.

L'occupant fixe le cours du franc à 1/20 du mark, sa valeur réelle étant presque le double (Georges Valance, *Le Journal des finances*, 1 septembre 2007). La France paie les frais de l'occupation, environ 400 million de francs par jour. Elle alimentera l'effort allemand de guerre avec 80% de sa sidérurgie, 100% de sa production d'automobiles et d'avions, 50% de sa capacité ferroviaire ; le BTP se met au service de la construction du mur de l'Atlantique (*Wikipedia*). Le gouvernement s'installe à Vichy. Le 10 juillet, en réunion de l'Assemblée - Sénat et Chambre - dont la "liberté" reste contestée, l'article unique d'une loi constitutionnelle est voté avec plus de 500 voix contre 53 : sur la base de la devise "Travail, famille, patrie", reprise des Croix de feu. Philippe Pétain et son gouvernement ont les pleins pouvoirs constituants. "L'État français" se substitue à la IIIe République. La "Révolution nationale", et "l'Ordre nouveau" sont proclamés. Pierre Laval, politicien de la Troisième République, devient le vice-président du Conseil des ministres.

L'état major du haut-commandement allemand, du *Militärbefehlshaber Frankreich* (MBF) s'installe à l'Hôtel Majestic dans le 16ième arrondissement de Paris avec environs 500 des 1500 personnes de l'administration militaire du territoire occupé. Il y deux administrations, Hans Speidel (1897-1984) est à la tête de l'administration militaire⁵, l'administration civile est dirigée par Jonathan Schmid (1888-1945)⁶ jusqu'en juillet/août 1942. Cette dernière comprend deux sections, la section « administration » sous la direction de Werner Best⁷, la section « économie »

5 Selon Ulrich Herbert (*Best*, Tübingen Mohr Siebeck 1996), Speidel, homme cultivé et astucieux, chercha à accorder un maximum de postes à des hommes d'un certain âge, partisans d'un conservatisme politique et dont la plupart se connaissaient d'avant. Le lieutenant-colonel Speidel avait été nommé par le premier commandant de Paris (juin/juillet 1940), Alfred von Vollard-Bockelberg (1874-1945), artilleur réactivé de la vieille école prussienne, ancien chef de l'Office de l'armement et dirigeant dans l'industrie de carburant à base de lignite après sa retraite. Après la démission de Otto Stülpnagel au printemps 1942 Speidel devient Chef de l'état major d'armées à l'est. En 1944 il dirige l'état major du groupe d'armées en Normandie au moment de l'invasion. Arrêté en septembre à la suite de l'attentat du 20 juillet contre Hitler il échappe de peu à une condamnation par le Volksgerichtshof (« Tribunal du peuple ») et peut finalement se sauver vers la fin de la guerre. Une carrière dès le début du réarmement de l'Allemagne l'amènera à la tête du commandement de l'OTAN. Si l'atmosphère dans les services du MBF était largement celle des hommes comme lui, patriotes, conservateurs, idéologiquement loin des folies nazis mais longtemps loyal au « Führer » si non admirateurs d'Hitler, cette atmosphère n'a pas toujours empêché une participation directe ou indirecte à des actes criminels et la paix revenue, les acteurs concernés se sont mutuellement protégés contre une clarification juridique des responsabilités.

6 Ancien ministre (NSDAP) et compatriote de Speidel du Wurtemberg,

7 Werner Best (1903-1989) fils d'inspecteur à la poste, grandit à Liegnitz, à Dortmund et après la mort de son père au début de la première guerre, à Mayence. Membre de la jeunesse du parti principal de droite, le DNVP, durablement touché par l'occupation de la Rhénanie, l'étudiant en droit adhère au Deutscher Hochschulring, organisation estudiantine traditionnelle, antisémite et défend une discrimination sur base de pseudo-lois-naturelles. Condamné à trois ans de prison par un tribunal français pour son appartenance au Hochschulring et l'organisation d'armes d'impact, il ne reste arrêté que 6 mois suite à une demande de grâce – contre sa volonté - de sa mère. Docteur en droit en 1927, il entame une carrière d'intellectuel de droite en publiant dans des magazines de la mouvance „völkisch“. Juge suppléant en 1929, mariage en 1930 (Hildegard Regner et lui auront cinq enfants), entrée au parti la même année, la *Frankfurter Zeitung* voit en lui le leader du parti en Hesse. Il est élu membre du parlement régional, développe les idées juridiques du NSDAP dans ses écritures, déclare l'antisémitisme la « légitime défense » des « peuples » accorde à la police le « droit d'arrestation préventive ». La découverte d'un plan de prise du pouvoir fait scandale, mais Best s'en sort et continue ses attaques du gouvernement au parlement régional. Devenu membre de la SS en 1931, il est nommé commissaire spécial pour la police en Hesse à l'arrivée d'Hitler au pouvoir. Un tiers des officiers de police sont immédiatement remplacés. Nommé commissaire d'État, Best fait embaucher des milliers d'hommes de la SS et de la SA comme aide-policiers, crée une police politique et un premier camp de concentration hors celui de Dachau. Mais en juillet 33, soupçonné d'avoir commandité le meurtre d'un député, il perd sa fonction en Hesse pour être accueilli par Himmler, chef de la police en Bavière. Il débute avec Heydrich au Service de sécurité SD. Heydrich et Himmler étant partis à Berlin, Best est leur homme à Munich, organise (avec Karl Oberg) le massacre des SA en 1934, crée le dispositif des « Einsatzgruppen » qui opéreront en Autriche, dans les Sudètes et ensuite derrière l'armée d'invasion à l'est. En 1935 Best, lieutenant-colonel SS, se trouve à Berlin, troisième homme à la tête de la Gestapo et du SD après Himmler et Heydrich. Il développe le cadre « légal » des mesures de répression contre des adversaires du régime, de la discrimination et de l'éloignement des juifs. Heydrich et lui se servent du pogrom de 1938 organisé par Goebbels – trop brutal à leur goût - pour forcer l'arrestation, l'expropriation et l'émigration de milliers de juifs. En 1939 Best participe d'une manière déterminante à l'organisation du Reichsicherheitshauptamt (RSHA), l'union du SD avec la Police de sécurité SiPo. Gradé général

sous celle d'Elmar Michel⁸ qui à partir de 1942 remplace Jonathan Schmid. À ne pas oublier que la « Militärverwaltung », notamment la section de Michel reçoit ses directives de Berlin à travers le Maître de quartier général (Generalquartiermeister) dans l'État major du Chef des armées.⁹ À l'encontre de la Pologne, les allemands gardent intact les structures administratives du pays, ils s'en servent en n'exerçant qu'une « administration de surveillance».¹⁰ Ils y sont d'ailleurs obligés par manque de personnel.

Depuis le début de l'invasion, les mesures anti-juives sont à l'ordre du jour. Le 18 août 1940 Best, le représentant du MBF et Otto Abetz, l'« ambassadeur » s'entendent sur la méthode, celle d'une « légalité » le plus possible en « collaboration » avec Vichy : Le MBF s'était opposé à une présence de la Police de sécurité (Sipo) du RSHA et au début ne sont sur place qu'une dizaine d'hommes, Helmut Knochen (1910-2003, 1935 doctorat en lettres) en tête. Chargé de la « question juive » : Theodor Dannecker (1913-1945). Auprès du MBF, Best est l'instigateur du plan de la persécution des juifs et ventile sans cesse la radicalisation du gouvernement de Vichy selon le principe de l'« administration de surveillance »¹¹. C'est encore Best, qui fixe solennellement le devoir patriotique des collaborateurs de l'administration en échange de l'honneur d'être nommé à l'étranger : garder les yeux et les oreilles ouverts et bien rapporter ce qu'ils observent et entendent dans leur entourage.

de division SS il perd sa fonction au RSHA suite à des différences avec Heydrich qui préfère recruter parmi les anciens du SD, tandis que Best tache de rassembler une « élite » de juristes au RSHA. Best passe deux mois de formation militaire avant d'être nommé Kriegsverwaltungschef au MBF. De 1942 à 1945 il est Gouverneur militaire à Kopenhague. Il sera condamné à 12 ans de prison au Danemark, le gouvernement Adenauer obtient son extradition en RFA en 1951 où il exerce son métier et joue un rôle caché, important, de conseiller juridique d'accusés de crimes nazi. Il meurt avant que la justice puisse finalement l'atteindre. Pour plus de détails voir Ulrich Herbert, op. cit.

- 8 Elmar Michel (1897-1977) grandit à Stuttgart, fut mobilisé en 1914. Études d'économie et de droit. Docteur en droit 1921, juriste diplômé 1923, carrière au Ministère d'économie à partir de 1925, expert en matière de distribution des ressources en matières premières et énergétiques, secrétaire d'état adjoint et entrée au parti en 1940, la même année Chef d'administration civile, section d'économie auprès du MBF. Après la fin de l'occupation il organise la liquidation de son service en France en tant que Chef d'administration auprès de l'État major de la Wehrmacht jusqu'à la capitulation. Arrêté par les américains, témoin à Nuremberg, libéré en 1948 mais de nouveau arrêté en 1949, il est extradé en France mais autorisé de rentrer en Allemagne jusqu'au début de son procès prévu pour 1954. Suite à l'intervention diplomatique du gouvernement Adenauer un non-lieu est prononcé en absence de l'inculpé qui est alors réintégré au ministère. Deux ans plus tard il devient Chef de la maison Salamander, par moment le plus grand fabricant de chaussures de l'Europe. Il est un des managers les plus influents de l'économie de la RFA. (pour une vue indulgente de son action à Paris voir Renaud de Rochebrune. Jean-Claude Hazera. *Patrons sous l'Occupation* Paris, Odile Jacob, 2013. pour « le piller » voir Annie Lacroix-Riz. *Industriels et Banquiers sous l'occupation*, Paris, Armand Collin 1999/2013.). Pour une analyse de la « politique industrielle » de l'occupant voir Arne Radtke-Delacor. *Produire pour le Reich. Les commandes allemandes à l'industrie française (1940 -1944)* 20e siècle 70. Avril-Juin 2001 p. 99. Littérature en allemand : Ulrich Herbert. *Best*. op. cit ; Bernhard Löffler. *Soziale Marktwirtschaft und administrative Praxis*, Stuttgart, Steiner, « 2003 ; Bernhard Brunner, *Der Frankreichkomplex*, Göttingen. Wallstein. 2004. Marcel Boldorf dans Christoph Buchheim und Marcel Boldorf (Hrsg.): *Europäische Volkswirtschaften unter deutscher Hegemonie. 1938-1945*, Schriften des Historischen Kollegs, Bd. 77, Oldenbourg Verlag München 2012. https://www.researchgate.net/publication/272790274_Die_gelenkte_Kriegswirtschaft_im_besetzten_Frankreich_1940-1944. Pour une publication ultérieure d'Elmar Michel : *Soziale Marktwirtschaft* in : Peter Claussen Hg., *Neue Perspektiven aus Wirtschaft und Recht Festschrift für Hans Schäffer 1966*, Berlin Dunker & Humblot 1966
- 9 Pour la structure du commandement voir l'étude fondamentale de Hans Umbreit. *Der Militärbefehlshaber in Frankreich* Boppard Boldt 1968. Umbreit attribue à Michel un rôle décisif dans les étapes de la « collaboration » industrielle franco-allemande tandis que Radtke Delacor (op. cit.) néglige ce rôle, ne cite même pas Michel : tout se passe au niveau supérieur, à la section Économie et Armement de l'état major du Maître de logis général auprès du Haut commandement des armées et en dessus. Des tâtonnements allemands au lendemain de l'armistice jusqu'aux mesures drastiques du Ministre de l'armement Albert Speer à partir de 1942.
- 10 Best et Michel, chacun dans son domaine, excellent « poliment » dans la tâche de mise au pas de l'administration française. Voir Elmar Michel, *L'économie dirigée en France*, traduction d'un article paru dans la Berliner Börsenzeitung du 10 avril 1942, un résumé des premier 20 mois de son travail : http://siteedc.edechambost.net/CSF/Elmar_Michel_100442.pdf. Voir aussi le « bilan » de Michel du 31 octobre 1944 BA-MA RW35/244 (Allgemeiner Rückblick)
- 11 Pour le cas du subordonné de Best et de Michel, Kurt Blanke (1900-1997), juriste, protestant croyant, homme des « mesures chirurgicales » « d'aryanisation », qui surveillait le Service du contrôle des administrateurs provisoires (SCAP). Voir Martin Jungius Wolfgang Seibel *Der Bürger als Schreibtischtäter. Der Fall Kurt Blanke* Vjh. f. Zeitgeschichte 2/2008 http://www.ifz-muenchen.de/heftarchiv/2008_2_3_jungius.pdf

Avec la loi du 23 juillet 1940 «relative à la déchéance de la nationalité à l'égard des français qui ont quitté la France» et la loi du 10 septembre 1940 «prévoyant la nomination d'administrateurs provisoires des entreprises privées de leurs dirigeants» le chemin «légal» vers l'expropriation est ouvert. La «question juive» se pose sous la menace d'actions allemandes, en violation de la «souveraineté» accordée par l'armistice. Le 27 septembre le «Militärbefehlshaber Frankreich (MBF)» prend la première mesure exclusivement anti-juive pour la Zone nord. Le 3 octobre Pétain et le gouvernement Laval publient le premier statut des juifs, davantage contraignant que les mesures allemandes ; il est valable pour tout le territoire, car une loi française est en principe prioritaire. Avec la rencontre Pétain-Hitler de Montoire (24 octobre 1940) et le discours du maréchal une semaine après, la collaboration d'État suscite de vagues espoirs, bientôt d'ailleurs déçus, en un "Ordre nouveau"¹² dans une «Europe unie»¹³, sous domination allemande mais dans le respect des autres nations. Respect ? - Quand Pétain et des militaires de son entourage ne semblent pas «respecter» les intentions de l'occupant l'éclat s'en suit. Le 13 décembre 1940 Pétain fait arrêter Laval, qui est ou semble être l'homme des Allemands. C'est l'heure de «l'ambassadeur» Otto Abetz : il force Pétain de libérer Laval, mais il n'obtient pas son retour. Pétain le remplace par Flandin jusqu'au 9 février 1941. En suite l'amiral François Darlan (1881-1942), ministre de la Marine est nommé vice-président du Conseil et ne s'avère pas moins prêt aux compromis avec l'occupant que Laval.

Contrairement à l'invasion de l'Angleterre par l'Allemagne à laquelle on a pu s'attendre, c'est "l'Opération Barbarossa" de Hitler contre l'Union soviétique qui commence le 22 juin 1941. Quinze jours plus tard, la Légion des volontaires français contre le bolchevisme (LVF, incorporée dans le 638^e le régiment d'infanterie de l'armée allemande), symbole de la volonté de collaboration, est créée ; elle finira par être intégrée dans la Waffen-SS en 1944. La Charte du travail, instaurée le 4 octobre 1941, institutionnalise le corporatisme, dissout les syndicats et interdit les grèves.

Plusieurs césures marquent les «années noires» de l'occupation. Avec la «Guerre éclair» contre l'Union soviétique, la résistance, pour ce qui est ses membres juifs une conséquence logique de leur persécution dès l'armistice gagne parmi les communistes. Suivent la répression, les prises d'otages, les fusillades de plus en plus féroces. L'arrêt de la guerre devant Moscou en décembre 1941 - en même temps que l'entrée des États Unis dans la guerre - entraîne non seulement le remplacement de von Brauchitsch par Keitel à la tête des armées mais aussi en février 1942 la démission et la retraite du MBF Otto von Stülpnagel et, pour que cet acte d'opposition fasse le minimum de bruit, son remplacement par un lointain parent du même nom de famille. Par la suite la Sipo/SD est seule en charge de la répression. À partir de mai 1942 Carl Oberg (1897-1965) la dirige, l'ancien chef de la police et de la SS à Radom en Mazovie, responsable de la déportation des habitants juifs.

Une première rafle antisémite avait eu lieu à Paris le 20 et 21 août 1941. Le 27 mars 1942, un premier convoi de déportés quitte Compiègne pour les camps de la mort. Le 18 avril 1942, l'occupant installe de nouveau Pierre Laval comme chef de gouvernement, ministre des Affaires étrangères, de l'Intérieur et de l'Information. 130 000 hommes et 70 000 femmes se seraient portés volontaires pour travailler en Allemagne où 1 million de prisonniers se trouvent dans des camps (avec la «relève», 200 000 seront transformés en travailleurs «hors camps»). En juin 1942, Fritz Sauckel (1894-1946) plénipotentiaire général pour l'emploi de la main d'œuvre depuis le mois de

12 Pétain dans son discours du 11 octobre 1940 : « *L'ordre nouveau est une nécessité française. Nous devons, tragiquement, réaliser dans la défaite la révolution que, dans la victoire, dans la paix, dans l'entente volontaire de peuples égaux, nous n'avons même pas su concevoir.* »

13 Pour des français «l'Europe unie» rappelle les projets du «Briandisme» d'avant guerre. Du côté de l'occupant, dépassant l'idéologie de «couverture» de la mise au pas de l'économie française (au delà également des concepts du droit international des «Grands espaces» de Carl Schmitt) la «Nouvelle Europe» a été juridiquement formalisée par Werner Best en compagnie de deux autres «théoriciens» comme l'ordre rigoureusement «völkisch» (à base de discrimination «raciale») du «Grand espace» international.

mars réclame 250 000 travailleurs supplémentaires. Le Service du travail obligatoire (STO) s'annonce. Laval organise la Relève : "*Trois travailleurs contre un prisonnier de guerre*", mesure qui est un leurre et n'aboutit pas. Dans le cours de l'année 1942 l'industrie de produits de consommation civile, supposée de produire à la place d'entreprises allemands converties pour l'armement, a été largement arrêtée. Par contre, la contribution de l'industrie française directement liée à la guerre est plus importante que jamais, ainsi que l'extraction de matières premières. La loi du 4 septembre 1942 instaure la conscription pour les hommes de 18 à 50 ans, pour les femmes de 21 à 35 ans. L'instauration du STO le 16 février 1943 marque la fin de ce qui reste de la popularité de Vichy: la menace de déportation pousse un nombre de concernés dans le maquis qui recrute largement parmi les 200 000 réfractaires du STO. À partir de 1943 la section économique du MBF n'intervient que peu dans les « échanges » industriels (et non plus Hans Richard Hemmen (1888-1856), le délégué de la Commission de l'armistice à Paris en matière d'économie). Les négociations se passent directement entre Albert Speer (1905-1981), Ministre de l'armement depuis février 1942, Sauckel et Jean Bichelonne (1904-1944), le ministre secrétaire d'État de la production depuis avril 1942. Dans l'intérêt du maintien de la capacité de production industrielle Speer et Bichelonne doivent s'opposer aux demandes de Sauckel. En 1943 les « entreprises protégées » embauchent et à partir du mois d'août de moins en moins d'ouvriers partent en Allemagne. 700 000 employés de l'industrie sont « protégés » contre 2 700 000 dans l'agriculture.¹⁴

Du 8 au 11 novembre 1942, les Alliés débarquent en Afrique du Nord, alors que la bataille de Stalingrad continue. La Wehrmacht envahit la zone libre, l'armée de l'armistice est dissoute, la flotte à Toulon sabordée. La guerre amorce un tournant, même si certains croient encore à l'union générale contre le bolchevisme. La Milice est créée en janvier 1943, année caractérisée par d'abord la victoire russe à Stalingrad, la diminution des denrées en partie suite à la perte de l'Afrique Occidentale Française, l'augmentation du pillage, la déportation massive de travailleurs, l'augmentation de la violence, la fin de Mussolini, la création de la Waffen-SS française. La défaite allemande est à l'horizon quand les Alliés débarquent en Normandie le 6 juin 1944. Les Allemands quittent Paris les 16-17 août et Charles de Gaulle défile sur les Champs Élysées le 26.

Le premier statut des juifs (3 octobre 1940) précède une campagne antisémite massive ponctuée par l'exposition de septembre 1941 à Paris et à Bordeaux l'année suivante, la création du Commissariat général aux questions juives (CGQJ) en mai 1941, l'obligation de porter l'étoile jaune, la législation des gouvernements de Vichy concernant d'abord les étrangers d'origine juive, ainsi que les naturalisés depuis 1932, leur conjoints et enfants, alertent peu à peu la population. Mais le degré de passivité des concitoyens face aux mesures de discrimination et d'exclusion, le manque d'actions de solidarité restent à déplorer. À partir de janvier 1942 et après les massacres des « Einsatzgruppen » à l'arrière des troupes d'invasion au front de l'est, il y a suffisamment de témoins rapportant des informations pour que les faits se sachent en dehors du cercle restreint de personnes officiellement informés¹⁵. Au printemps 1942 la déportation de masse est en préparation. L'action nécessite un nombre d'acteurs divers, le secret n'est guère total. Néanmoins, des doutes persistent en ce qui concerne le but de la déportation. Avoir des illusions sur la finalité génocidaire apparaît comme une auto-duperie face à l'impensable. La catastrophe se manifeste en France avec le premier

14 Marcel Boldorf, op.cit.

15 Selon Alrich Meyer, (*Täter*, Darmstadt, Wiss. Buchges., 2005) le « génocide sur le plan européen » se dessine en décembre 1941 avec un discours d'Hitler. Si on ne peut pas assumer, écrit Meyer, que tout le personnel du MBF ait compris la dimension du plan, le fait des massacre de la population civile juive sur le territoire soviétique depuis le début de l'invasion était sans doute connu. Déjà au mois d'octobre, le MBF a du être informé officiellement, suggère Meyer, de l'accord d'Hitler concernant la déportation des juifs (et communistes) internés ou arrêtés en Zone occupée. Cette déportation avait été proposée dans l'entourage du MBF et par Otto von Stülpnagel lui-même afin d'éviter l'effet sur la population des exécutions massives d'otages à chaque attentat de la vague de l'automne 1941 suite à la constitution du maquis communiste. (http://www.ifz-muenchen.de/heftarchiv/2003_3_5_berggotz.pdf) Le 30 mars 1942 l'écrivain Ernst Jünger, officier auprès du MBF, note qu'on lui a décrit les massacres en Lituanie („Strahlungen“ paru en 1949).

convoi en mars 1942 et ne cessera plus jusqu'à la libération. Le 2 juillet 1942 la BBC communique l'alerte du BUND, le 12 décembre les Alliés donnent une déclaration à la presse, à partir d'octobre 1942 la MOI informe ses membres par le journal clandestin « J'accuse », le 25 décembre, dans le no 7, sur les chambres à gaz. La collaboration meurtrière des polices s'étend alors et il faut attendre l'été 1943, suite au tournant de la guerre pour que certains acteurs français, tels que René Bousquet préfèrent prendre leurs distances.¹⁶

Politique d'agriculture et du ravitaillement en Allemagne¹⁷. La crise du ravitaillement de l'hiver 1918/19 (dit « des navets », car le phytophthora avait décimé la récolte de pommes de terre) a particulièrement marqué la mémoire collective. Au blocage des importations pendant la guerre, la politique agricole désastreuse, la main-d'oeuvre absorbée par l'armée s'ajoutent la perte des territoires, les obligations de réparation, l'inflation galopante. Ce n'est qu'en 1925/26 que la situation s'annonça normale. Alors la surproduction mondiale fait tomber les prix et lance le monde des agriculteurs dans une tourmente d'insolvabilités et manque de perspectives qui n'est pas terminé quand la crise de la Wallstreet arrive particulièrement vite en Allemagne. Devant se fond l'électorat paysan, traditionnellement de droite, s'ouvre à la propagande nazis anti-républicaine et habilement basée sur les peurs existentielles qu'elle attise.

Avec la Révolution de novembre 1918 le social-démocrate indépendant (USPD) Emanuel Wurm était devenu Président de l'Office du ravitaillement. En février 1919 l'Office est transformé en Ministère du Reich tenu d'abord par le social-démocrate Robert Schmidt en suite par d'autres membres des partis républicains avant de passer en 1927 au mains de la droite conservatrice et nationaliste avec Martin Schiele (1870-1939), agriculteur, défenseur du protectionnisme agraire et bientôt président du « Reichslandbund » l'organisation puissante des grands agrariens protestants conservateurs et nationalistes qui lui retirent la présidence quand il s'attache au petits et moyens exploitant en 1930¹⁸. En 1933 le parti nazi réalise ces chances dans le monde rural. En un temps record Walter Darré¹⁹ avait réussi de placer les pions du « Agrarpolitischer Apparat » (« Dispositif de politique agraire ») du NSDAP dans le gros des organisations d'agriculteurs, notamment au « Reichslandbund » et d'amener ces organisations au programme du parti²⁰. Depuis 1932 il recrute

16 Laurent Joly, *Vichy dans la solution finale*, Paris, Grasset, 2006. Cf. également, Michael Mayer, *Staaten als Täter : Ministerialbürokratie und « Judenpolitik » in NS-Deutschland und Vichy-Frankreich*, München, Oldenbourg, 2010.

17 Pour un résumé de la littérature à ce sujet voir l'expertise d'Andreas Dornheim commandée par le Ministère de ravitaillement, agriculture et protection des consommateurs, 2011 https://www.bmel.de/SharedDocs/Downloads/Ministerium/RolleReichsministeriumNSZeit.pdf?__blob=publicationFile (en allemand)

18 Martin Schiele, fils d'un père administrateur d'exploitation agricole, apprend la profession du père, dirige une grande exploitation, est élu au Reichstag en 1914 comme membre d'un parti national-conservateur, est ensuite membre de la constituante de la République, cofondateur du principal parti de droite anti-républicain, prend parti pour la tentative de putsch en 1920, mobilise pour le référendum contre le plan Young en 1929, une énorme campagne des deux côtés qui échoue lamentablement, mais renforce considérablement le virement à droite dans la crise. Le ministre Schiele lance alors un programme d'urgence (Notprogramm) pour les (petits) paysans. Les électeurs de son Parti paysan chrétien-nationaliste fondé en 1928 préfèrent voter pour le NSDAP en 1932.

19 Walter Darré (1895-1953), fils de marchand, avait grandi à Belgrano/Argentine, à Bad Godesberg, à Wimbledon. En suite École Coloniale de Witzenhausen, volontaire en 1914, Lieutenant en 1918, volontaire d'un « Freikorps » réactionnaire, de nouveau Witzenhausen, diplôme en agriculture coloniale, études universitaires à Halle, agronome diplômé en 1925, travail à l'administration d'élevage de chevaux « Trakehnen », mission ministérielle en Finlande, mission de la Chambre d'agriculture de Prusse orientale à Riga, depuis 1927 membre du « Cercle nordique » du philologue-théoricien de la discrimination raciale Hans Günther. Publication de « *La paysannerie source de vie de la race nordique* » en 1929, de « *Noblesse nouvelle du sang et de la terre* » en 1930. La même année amitié avec Himmler et contact avec Hitler, entrée au parti. Hitler lui offre la direction d'une nouvelle section paysannerie. 1931 nommé haut gradé de la SS et directeur d'un nouveau « Office central Race et Colonisation » RuSHA. 1932 le mensuel « *Politique agraire allemande* ». 1933 président de l'organisation des « Führer » des associations de paysans du Reich (Reichsbauernführer). Ministre du ravitaillement et de l'agriculture le 29 juin 1933. Condamné à 7 ans de réclusion au procès dit « des ministères » à Nuremberg en mai 1949. Gracié un an plus tard, Darré était consultant d'un entrepreneur du bâtiment, renoua des contacts avec l'extrême droite rurale et publia sous pseudonyme jusqu'à sa mort.

20 La plupart des associations d'agriculteurs, du petit paysans au grands exploitants de la noblesse se distinguaient par

aussi une équipe de diplômés pour son office au sein de la SS, le „Rasse und Siedlungs Hauptamt“ (RuSHA « Office principal de race et colonisation ») chargée de la planification, de la diffusion et de la future réalisation de projets de sélection raciale, de la colonisation, du „Lebensraum“ (« espace de vie ») etc. selon les idées chimériques „d'élevage“ „d'hommes nouveaux“. Quand il est nommé Ministre du ravitaillement et d'agriculture du Reich le 29 juin 1933, Darré fait immédiatement passer quelques lois et décrets (fermes héréditaires, contrôle des prix par l'état, dissolution ou mise au pas d'associations) et se lance dans la construction du « Reichsnährstand ». L'organisation, définie par la loi du 8 décembre 1933 de 17 millions de membres contraints, producteurs (90%), traiteurs et distributeurs de produits agricoles confondus, était juridiquement une corporation de droit public auto-administrée mais en vérité un instrument de l'État dans la poursuite de ses fins martiales²¹, dont l'administration sera finalement intégrée au Ministère. Ses fonctionnaires sont des fonctionnaires d'État. Dès le début, la politique du gouvernement Hitler est idéologiquement et stratégiquement orientée vers une « revanche » militaire. La propagande d'une Allemagne « non vaincue à la guerre », poussée à la capitulation par la « faiblesse de la société civile » incite les dirigeants à tout faire pour qu'en cas de guerre la catastrophe du ravitaillement de 1914-1918 ne se répète pas. Le but de la politique agraire est une indépendance du ravitaillement de « l'étranger », donc la concentration de toutes les forces du secteur. Il est pourtant clair que dans les frontières existantes du Reich, l'autarcie totale restera illusoire. Donc, le plan d'une économie d'espace élargi (Großraum), d'un « espace vital pour le peuple allemand » est lancé accompagné d'une idéologie « völkisch » de colonisation sous la parole « sang et terre ». Le Reichsnährstand connaît un certain succès de 1934 à 1936, les revenus des producteurs ont nettement augmenté depuis 1932. Mais lors du lancement du Plan de quatre ans la production agricole souffre du fait que les prix des produits ne suivent pas la montée continue des coûts de fertilisateurs et d'outillage et du fait que l'industrie boostée draine la force de travail de la campagne. Le rêve de Darré d'une « aristocratie paysanne » de « race nordique » cède aux demandes des technocrates de la préparation à la guerre, la corporation glisse progressivement sous la houlette d'un ministère où l'influence de Goering domine celle de Darré. L'autre « enfant » de Darré, le RuSHA devient un domaine d'Hitler à partir de 1939 .

En attendant la conquête de la Pologne – après quoi la Roumanie et la Hongrie étaient supposées de se mettre d'accord pour une colonisation allemande – l'intensification de la production intérieure a été et reste à l'ordre du jour. Le « Reichsnährstand » arrive à fournir quelques 85 % (81 % en 1933) du ravitaillement mais des déficits persistent notamment en matière grasse, en production de beurre. Aussi les premiers pas vers le « Grand espace », la Sarre, l'Autriche, les Sudètes n'approchent pas de l'autarcie, bien au contraire. Darré dans sa triple fonction de ministre du Reich, ministre de la Prusse et de « Reichsbauernführer » semble être l'unique exemple des potentats d'Hitler capable de garder formellement un tel pouvoir si longtemps (jusqu'en 1941). Une première « révolte du palais » sur fond du conflit Goering-Darré mentionné plus haut, a lieu quand le deuxième homme dans la hiérarchie de la corporation après Darré, le « Reichsobmann » Wilhelm Meinberg (1898–1973) tache de prendre la place du chef pendant l'absence de Darré qui se trouvait en réhabilitation après une blessure au sport. La tentative échoue, Meinberg, protégé par Goering, obtient une place de direction dans l'industrie lourde²². Darré nomme un agriculteur betteravier,

leur attachement confessionnel, protestant ou catholique et par l'antisémitisme, qui par l'aberrante identification du monde des finances et du commerce agricole, soutenue par des politiciens anti-'semites, était de facto le facteur d'union dans leur hétérogénéité.

21 Pour une description et une analyse du remplacement des anciens structures, des Chambres d'agriculture etc, par l'organisation de la totalité de l'économie du ravitaillement à travers une hiérarchie de 50 000 « Führer » volontaires du niveau local à celui du Reich, qui agissent à côté des 17 000 fonctionnaires du Ministère. Voir Gustavo Corni, Horst Gies, Brot-Butter-Kanonnen, Berlin, Akademieverlag 1997, p. 201

22 Plus tard, en RFA Meinberg reprend une carrière politique notamment avec le député Adolf von Thadden (1921-1969) le nationaliste d'après guerre (et paraît-il homme de contact du MI6) au DRP, petit parti (R pour Reich) qui attirait anciens et nouveaux nazis.

lieutenant général de la SA à sa place : Gustav Behrends (1899-1948) occupe ce poste d'avril 1937 à Mai 1945.

Les planifications du « Lebensraum », du ravitaillement autarcique concernent l'est, la Pologne, l'Ukraine. La France y est totalement absente. Mais quand les tentatives de colonisation allemande dans les territoires annexés en Pologne tendent vers l'échec et avec le cours que prend la guerre, l'intérêt pour la production agricole française monte, ne serait-ce pour le ravitaillement de l'armée allemande et des employés de l'industrie d'armement du pays. L'homme fort du ministère, secrétaire d'état et, à partir de 1936 l'agent du plan de quatre ans, est Herbert Backe (1896-1947) dans l'immédiat moins obsédé « d'élevage d'une race de paysans » que son Ministre, quoique d'accord avec son ami des premiers années sur le but à long terme. Backe est un administrateur efficace et sans scrupules qui a su se faire son « clan » au ministère et au RuSHA. Darré garde le titre, mais en 1941 le Secrétaire d'État prend sa place, est finalement nommé ministre sans portefeuille²³.

L'agriculture en France

En dépit de quelques travaux, notamment ceux d'Isabel Boussard²⁴ et d'André Hirschfeld²⁵, l'histoire de l'agriculture pendant la Seconde Guerre mondiale a été peu étudiée²⁶. D'un côté se trouvent les « agrariens », les propriétaires et gérants de grands exploitations qui exigent une politique qui assure leurs capitaux investis et leurs rendements. Ils sont obligés de suivre le progrès technique, mais ont intérêt à une législation conservatrice en matière de statut de la main d'oeuvre et des baux. De l'autre côté, les petits et moyen paysans, fermiers et métayers, voient leur terres commercialisées et ne peuvent se maintenir sur le marché que par la culture intensive et par l'association en coopératives. En troisième lieu, les ouvriers agricoles n'ont pas les droits sociaux qui existent dans l'industrie. Dans l'avant guerre, l'Union nationale des syndicats agricoles (UNSA), issue de l'ancienne Société des Agriculteurs de France, conservatrice et catholique, puissante organisation corporatiste, était largement opposé au parlementarisme ; elle était dirigée par l'impétueux Jacques Le Roy-Ladurie, frère du banquier Gabriel Le Roy-Ladurie, ingénieur agricole passé par École d'Angers et propriétaire de 140 hectares au sud de Caen. La Confédération nationale de la mutualité et de la coopération agricole (CNMCA), était elle d'inspiration radicale. La tentative de défense des intérêts des cultivateurs dans les institutions politiques de la République, faite par le Parti agraire de Gabriel Fleurant-Agricola - Marcel Braibant en a été le théoricien - a été un échec. Il s'est révélé au grand jour avec les élections de 1936 quand le seul député, Louis

23 Herbert Backe est le fils d'un père commerçant prussien à Batumi/Géorgie qui se suicide dans la tourmente économique qui suit la révolution de 1905, et d'une mère d'une famille d'industriels d'origine paysanne venue jadis du Wurtemberg. Interné en Russie en tant qu'allemand de 1914 à 1918 il arrive en Allemagne après la guerre, travaille comme ouvrier dans la Ruhr pour subvenir sa mère, son frère et ses sœurs, obtient néanmoins son baccalauréat et devient agronome diplômé à la fin d'études à l'université de Göttingen en 1923. L'étudiant adhère à la SA, l'agronome, maître assistant en géographie agraire à Hannover, entame une thèse sur le rôle du blé dans l'économie de la Russie qui ne passe pas, mais sera publiée en 1941 en 10 000 exemplaires « pour l'usage des employés du ministère ». Backe y défend que le retard économique de la Russie est dû à la race slave, à la disposition génétique des Russes. Gérant d'un domaine en Poméranie, il se marie en 1928 et avec l'aide du beau-père devient bailleur de 220 ha au sud d'Hannovre qu'il exploite avec succès. Membre du Reichslandbund, il donne des conférences et publie des articles sur le thème du « peuple dépourvu d'espace » ce qui attire l'attention de Darré, qui le fait nommer Secrétaire d'état en 1933 et le fait monter en grade au RuSHA de la SS. En 1936 Backe est de surcroît nommé Commissaire au ravitaillement du Plan de quatre ans et devient ainsi le supérieur de son Ministre, le plan et les décisions de Goering ayant la priorité devant les ministres. Backe, antisémite et raciste convaincu, est efficace et pragmatique et défend farouchement et sans scrupules la « conquête d'espace de vie » (Lebensraum) par l'exploitation esclavagiste et l'extermination génocidaire. Ce qui n'apparaît pas dans le procès verbal de l'interrogation à Nuremberg le 14 mars 1947, malgré qu'il soit largement responsable de la « politique de famine » en Pologne et en URSS. En attendant son procès, le détenu s'est suicidé le 7 avril 1947. (<http://www.ifz-muenchen.de/archiv/zs/zs-0995.pdf>).

24 *Vichy et la Corporation paysanne*, Paris, Presses de la FNSP, 1980

25 « *Le mouvement coopératif agricole sous l'occupation* », Revue de la Deuxième Guerre mondiale, 15, n° 57, 1969.

26 Voir aussi Gilles Denis, *Science agronomique entre discours agrarien et agriculture « progressive »*, dans Christophe Boneuil, Gilles Denis, Jean-Luc Mayaud, *Sciences, chercheurs et agriculture : pour une histoire de la recherche agronomique*, Paris, Quae, 2008.

Guillon, les deux avocats Henri Noilhan (1899-1980) et Marcel Braibant et un nombre d'adhérents quittent le PAF en 1936 en désaccord avec la tendance antiparlementaire et le rapprochement avec le mouvement d'Henri Dorgères (1897-1985)²⁷. En désaccord également avec l'antiparlementarisme de Pierre Mathé (1882-1956), grand exploitant de la Côte d'Or, opposé au Front populaire; il sera commissaire à l'Agriculture de Vichy en avril 1944.

Avec la guerre et la primauté du ravitaillement, le sentiment d'une nécessité de réformes dans le monde agricole s'accroît. Le régime de Vichy en entame quelques-uns. Il reprend le projet des baux lancé par Georges Monnet et, dans l'esprit corporatiste et autoritaire de la Révolution nationale, crée la Corporation paysanne inspirée des idées conservatrices de Louis Salleron (1905-1992), membre de l'UNSA et de Jacques Le Roy-Ladurie qui tend à « industrialiser » la production agricole. D'ailleurs, la mise en œuvre de la Corporation rencontre une certaine résistance chez des défenseurs du mouvement coopératif d'avant Vichy, chez des anciens hommes de gauche. - Pierre Caziot (1876-1953), ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement du 10 juillet 1940 au 13 décembre 1940 puis secrétaire d'État à l'agriculture de cette date à avril 1942, enfin ministre jusqu'en septembre 1942, est un ingénieur agronome de la « vieille génération » ; son domaine est la statistique et la comparaison des sols²⁸. Il est un proche de Philippe Pétain.

Le sort de l'agriculture fait débat depuis l'entre deux guerres. L'économiste Michel Augé-Laribé (1876-1954), ayant représenté la France à l'Institut international de l'agriculture à Rome depuis 1935, devient responsable du service d'études et de documentation du ministère de l'Agriculture pendant Vichy²⁹. Il est proche de Pierre Caziot et « l'éminence grise » du Ministère. Il conteste un « déclin dramatique » et une réserve significative de terres arables que d'autres (comme le publiciste Marcel Braibant) ont cru pouvoir constater. Quand il prône les méthodes scientifiques d'exploitation et le productivisme, il a en tête la tendance vers les grandes exploitations extensives et l'agro-industrie dont les réserves de terres sont effectivement limitées. Il conteste la possibilité d'intensification et d'augmentation de la production par une modernisation dans un cadre décrié comme traditionnel de structures sociales de production, de transformation et de distribution plus diversifié. De Caziot Marcel Déat parlera dans ses *Mémoires* comme figure emblématique du gouvernement de Vichy : "Pour le moment, il n'était que de considérer ce qui se passait dans le domaine de l'Agriculture et du Ravitaillement, sous la houlette de l'anachronique Caziot. Les réglementations les plus contraires au bon sens étaient appliquées de toutes parts, à la grande colère des cultivateurs, par des intendants, formés aux bonnes méthodes militaires, et parfaitement incapables de s'adapter à la mentalité paysanne." ³⁰. On croit entendre Marcel Braibant.

Hervé Budes de Guébriant (1880-1972, président de l'Union des syndicats agricoles du Finistère, organisation conservatrice, catholique et sociale) est un des promoteurs de la corporation sous Vichy. Selon Jean Louis Bilon³¹, « Guébriant est avant tout un agrarien corporatiste qui a

27 Henri-Auguste d'Halluin alias Dorgère, né à Wasquehal, fils de boucher, bachelier en droit, publie dans « L'Action française » en 1919, journaliste de « L'écho des syndicats agricoles » à Lille, ensuite du « Nouvelliste de Bretagne » de l'Action française de 1922 à 1927, directeur du « Progrès Agricole de l'Ouest » à partir de 1927 (« Le Cri du Paysan » à partir de 1937). En 1936 il achète « Le paysan du Centre-Ouest » du PAF, suivi par d'autres achats et créations de périodiques dédiés à la « cause paysanne » à fur et à mesure que son mouvement prend de l'ampleur. Son biographe, Robert Paxton affirme que Dorgères, malgré ses débuts avec l'Action Française et l'archevêque Charost, malgré ses attaques contre les chrétiens démocrates, ne s'est absolument pas montré catholique et/ou royaliste, sa propagande était celle d'un populiste et nationaliste concentrée sur la (petite) paysannerie. Organisateur de la propagande pour la Corporation de Vichy, il cesse de travailler pour elle s'apercevant que les grands agrariens y dominent. Il sera député poujadiste 1956-1958. (voir Robert Paxton, *Le temps des chemises vertes*, Paris, Seuil, 1996)

28 Il est l'auteur d'un *Manuel pour l'expert foncier, la technique de l'estimation. La valeur de la terre en France*, 3^e édition 1951.

29 En 1948 il sera le fondateur de la Société française d'économie rurale (SFER)

30 Paris, Denoel, 1989, p. 590.

31 « Le statut du fermage, oeuvre oubliée de la Corporation paysanne » dans Bernard Durand et alii., dir., *Le droit sous Vichy*, Francfort, Klostermann 2006.

lutté sans attendre le maréchal pour faire progresser le sort des paysans. Il reprend en partie le projet de Tanguy que celui-ci avait proposé à Monnet mais qui ne passait pas le Sénat. ». Le statut du fermage, la loi du 15 juillet 1942, déclare que tout bail à ferme doit être écrit, doit avoir une durée minimale de neuf ans. Le fermier sortant a droit à des indemnités et le fermage exclut le droit du bailleur à un pourcentage de la récolte, à l'encontre du métayage.

L'ingénieur agricole et représentant de l'UNSA, Jacques Le Roy Ladurie (1902-1988) proche de Gaston Bergery³², et le normalien Max Bonnafous (1900-1975) proche de Déat et d'Adrien Marquet³³, préfet en Algérie, prennent la relève de Pierre Caziot dans le deuxième gouvernement Laval (avril 1942). Robert Paxton (*La France de Vichy*, 1973) y voit « *l'arrivée des technocrates au pouvoir* ». Finie les rêveries bucoliques ! La terre est un moyen de production comme un autre, son utilisation et son efficacité sont sujets d'études scientifiques, l'agriculture est à considérer d'abord sous l'angle de la production. Les 30% des terres occupés par les petits et moyens entreprises et le mouvement des coopératives sont d'un bien moindre intérêt. La Libération n'y changera pas grand chose. Jacques Le Roy Ladurie quitte le gouvernement de Vichy le 11 septembre 1942, établit des liens avec l'OCM (Organisation civil et militaire) en janvier 1943 et joint un maquis du Loiret en 1944 ; ainsi il bénéficiera d'un non-lieu devant la Haute Cour (après un mois de prison). Il présidera la Chambre d'agriculture dans les années 1950 et sera député du Calvados. Max Bonnafous sera condamné et disparaîtra de la sphère publique tout en ayant été réhabilité en 1948 sur la base, paraît-il, des protocoles des négociations au Majestic (voir plus bas).

La modernisation définitive du droit rural commencera véritablement avec la loi d'orientation agricole en 1960 et celle relative au Code rural en 1962. Selon le « *néo-institutionnaliste* » François Facchini; le droit rural « *s'est développé sur la base d'une théorie économique ignorant le rôle des prix, des institutions, de la propriété privée, du profit et de l'entrepreneur dans la coordination. Le droit rural est construit sur une théorie objectiviste des phénomènes économiques qui ne l'a rendu pas capable de saisir l'importance de l'affectation inter-temporelle des richesses dans la coordination économique. La formation du capital en agriculture s'en trouve alors affectée et les anticipations des acteurs modifiées.* » Cet auteur demande une profonde réforme du Code rural³⁴.

Pour les « *années noires* » les constatations sur l'agriculture des rapports réguliers de la section économique du MBF donnent une impression de la situation. Bien que l'intérêt de l'occupant reste d'abord et toujours le ravitaillement de ses troupes, de la force de travail de l'industrie française qui produit pour la guerre et de satisfaire des demandes de livraisons au Reich, la situation de la population ne le laisse pas indifférent, ne soit ce par crainte des conséquences pour l'ordre et le calme. Voici un extrait du rapport du dernier trimestre 1943 :

« Le bilan de la récolte de 1943 est à considérer satisfaisant. Après une augmentation

32 Gaston Bergery (1892-1974), combattant 1914-1918, avocat à la Cour d'appel, son activité l'amène à New York et à Moscou où il rencontre Loubov Krassine, sa deuxième femme. Élu député-maire radical de Mantes en 1928, il démissionne suite aux événements de 1934 fonde un mouvement antifasciste, est élu du Front populaire, avait adhéré à la Ligue des droits de l'homme qu'il quitte en 1937 dénonçant son attitude face aux procès de Moscou. vichyste, ambassadeur d'abord à Moscou puis à Ankara. Traduit devant la Cour de la Seine il est acquitté en 1949, reprend sa carrière d'avocat et soutient la fondation de l'Association pour défendre la mémoire du Maréchal Pétain en 1953.

33 Adrien Marquet (1884-1955) avait été le secrétaire général de la SFIO en 1908, était député-maire socialiste et grand bâtisseur de Bordeaux de 1925 à 1944. Prônant l'action et l'ordre autoritaire, il fait partie de la même mouvance que Déat, se fait exclure de la SFIO. Se prononce idéologiquement proche des régimes en Italie et en Allemagne, est une des relations établies par Otto Abetz. Homme fort aux centre des événements dans la tourmente du débâcle, il œuvre pour les pleins pouvoirs à Pétain, devient ministre du travail puis de l'intérieur pendant deux mois. Congédié par Pétain, il opte pour l'ultra-collaboration. Condamné à 10 ans d'indignité nationale à la Libération, amnistié en 1953, l'ancien maire rassemble 10 mille personnes dans sa ville lors d'un meeting en 1955 à la fin duquel il meurt d'une crise cardiaque.

34 *Revue du droit rural*, décembre 2000 p. 614

assez rapide du rendement les deux premiers années après l'armistice une relative stagnation est à constater. Pour les années à venir il faut envisager une lente baisse des rendements, car l'apport en engrais continu a diminuer fortement. Donc la nécessité urgente d'un meilleur approvisionnement de la France en fertilisateurs. ...

Pour les besoins en mains-d'oeuvres, animaux de trait et moyens d'équipement des difficultés essentielles en plus se sont produites durant l'année 1943. Toute la génération née en 1922 a été requise pour travailler en Allemagne. Avant la guerre déjà il y avait en France un tiers de moins de mains-d'oeuvres sur 100 ha qu'en Allemagne. En 1943 ce rapport n'a pas cessé de s'empirer pour la France. Avant la guerre on comptait 8 chevaux sur 100 ha en France, 12 en Allemagne. Le chiffre français a considérablement baissé du aux réquisitions de la Wehrmacht allemande. L'attribution de fuel à l'agriculture a été réduit d'avantage en 1943. En ce qui concerne les moyens notamment le manque d'engrais a eu une influence négative...

Les grands changements en utilisation des terres posent des Problèmes extraordinaires. En France des quantités croissantes de semences pour les besoins agrandis sur place et pour la livraison en Allemagne ont été produites en 1943. En 1942/43, les besoins français entièrement couverts, un surplus de 165 000 quintal de semences de plantes de fourrage ont pu être exportés en Allemagne, comparés à 60000 et 27000 quintal en 1941/42 et 1940/41. En 1943 environ 2/5 des pommes de terres plantées venait de la Hollande et de l'Allemagne... La surface destinée au lin a pu être augmentée de 33000 ha à 50 000 ha... Le saut en surface destinée aux oléagineux de 15 000 à 400000 ha en trois ans aurait été impossible sans l'aide venant de l'Allemagne... Les plans d'exploitation des terres ont été consciemment adaptés au besoins de ravitaillement de la troupe. Pour 1943/44 la continuation du renforcement de la production de sarclées, de légumineux et d'oléagineux est prévue. (Un tableau)... montre qu'en quelques années l'orientation vers une exploitation extensive et unilatérale a pu être changé pour une orientation intensive à longue vue...

La situation en ravitaillement est devenu encore plus précaire en 1943... Actuellement même les rations en matière grasse ne peuvent plus être assurées, ce qui, vu que ces rations se trouvent largement en dessous du minimum d'existence doit avoir des conséquences très inquiétantes. (Des mesures spéciales pour la population travaillant pour l'Allemagne, livraisons au cantines d'usines etc. on été prises... Les deniers mois la procuration de viande est devenu beaucoup plus difficile. En décembre 1943 le MBF a demandé 22 000 t, 18 t on été accordées du côté français, 16 000 t ont finalement été livrées.... En dépit de toutes difficultés jusqu'en décembre les contingents en beurre et fromages pour la Wehrmacht ont pu être réalisés. Mais les interventions du MBF devenues nécessaires ont considérablement affecté les conditions du ravitaillement de la population française civile et de la Wehrmacht à l'avenir »³⁵

Ces rapport « secrets » mais distribués à un large nombre d'instances militaires et ministérielles, sont généralement rédigés de la section Presse et Communication du MBF. Pour la partie citée je ne vois pas qui d'autre que Fritz Reinhardt, le vice-chef de la section Économie et chef du groupe Agriculture et Ravitaillement peut en avoir eu la responsabilité (voir plus bas). Par ailleurs, si la gestion en matière d'agriculture et ravitaillement, formellement toujours dans les mains de Vichy, est « supervisée » par le MBF, Berlin a toujours eu la possibilité de court circuiter l'intermédiaire en s'adressant directement au gouvernement de la France comme le montre l'accord Speer-Bichelonne pour l'industrie. Ce qui menace de se passer à partir de 1943 au secteur agriculture et ravitaillement.

35 <http://www.ihtp.cnrs.fr/prefets/de/d101243mbf.html>

« L'ambassade »³⁶:

Il est inhabituel que l'occupant maintienne une ambassade en territoire occupé. C'est pourtant le cas en juillet 1940 à Paris. Hitler nomme, contre l'avis de Joachim von Ribbentrop, son ministre des Affaires étrangères, Otto Abetz comme ambassadeur. Depuis la dernière réunion du cercle du Sohlberg à Mayence en 1932, le fondateur du cercle et éditeur, avec son ami Fritz Bran, des *Cahiers du Sohlberg*, a fait une carrière fulgurante comme spécialiste des relations franco-allemandes. Recruté d'abord dans l'entourage de Baldur von Schirach, "Führer" de la jeunesse hitlérienne, puis par l'Office de Joachim von Ribbentrop, institution du Parti doublant le ministère des Affaires étrangères, il a été déclaré persona *non grata* en France en 1939. La Deutsch-Französische Gesellschaft (DFG) (cf. le chapitre « Amitiés Internationales ») de Friedrich Grauthoff avait été interdite par le nouveau régime. Abetz avait repris l'appellation pour une association fondée en 1935, association cadre pour son activité de propagande allemande en France. La nouvelle DFG est présidée par Achim von Arnim (1881-1940), militaire, haut fonctionnaire de la SA, économiste, sociologue, « Führer » de la prestigieuse Technische Hochschule (Université technique) de Berlin.

Le vice-président de la DFG est Friedrich Grimm (1888-1959), juriste, qui a défendu des insurgés contre l'occupation de la Ruhr et plusieurs hommes d'extrême droite accusés de meurtres politiques, puis avocat du régime nazi pour les affaires internationales et antisémite notoire. Arrêté à la fin de la guerre, il sera libéré, notamment grâce à la déposition à la décharge de Konrad Adenauer. Il témoignera à Nuremberg en 1947 (procès dit de la Wilhelmstraße) et jouissant de son passé de pionnier de l'entente franco-allemande, il proposera avec Achenbach une amnistie générale pour les criminels du régime hitlérien. Le Comité franco-allemand (CFA) sera l'équivalent français de la DFG

Otto Abetz est donc le secrétaire général et l'animateur de la DFG ; collabore avec lui un membre de la vieille garde du parti nazi avant 1933, Rudolf Schleier (1899-1959 ancien combattant, prisonnier en France, commerçant à Hambourg et fondateur de la (nouvelle) DFG hanséatique. Les *Cahiers franco-allemands/ Deutsch-französische Monatshefte* sont de nouveau l'organe de la DFG; ils sont maintenant financés par l'Office Ribbentrop

Abetz, Grimm et sans doute Schleier ont été présents à la signature de l'armistice à Compiègne. Une semaine auparavant, la nouvelle équipe de l'ambassade à Paris a été composée en Belgique. Y figurent, outre Abetz et Grimm, Schleier, ancien chef du bureau France du Parti, promu consul puis conseiller de délégation plénipotentiaire, le journaliste Friedrich Sieburg (1893-1964), correspondant à Paris et auteur en 1931 d'un célèbre essai *Gott in Frankreich (Dieu est-il français ?)*, Ernst Achenbach (1909-1991), juriste et le seul diplomate de formation, ainsi que Karl Epting (1905-1979), germaniste et antisémite notoire³⁷. Ensuite on y trouve à la demande d'Abetz Rudolf Rahn (1900-1975), sociologue, fonctionnaire du Ministère des affaires étrangères depuis 1928, ensuite membre de l'Informationsabteilung - section d'information du ministère Ribbentrop, concurrence de la section de propagande (Propagandaabteilung) du ministère Goebbels qui accompagne la Wehrmacht. Autre personnage de l'équipe est Carltheo Zeitschel (1893-1945), médecin, membre du Parti depuis 1923. Zeitschel avait supervisé le pillage d'oeuvres d'art a

36 Brigitte Lambauer, *Otto Abetz et les Français*, Paris, Fayard, 2001. Roland Ray, *Annäherung an Frankreich im Dienste Hitlers ? Otto Abetz und die deutsche Frankreichpolitik, (Rapprochement franco-allemand au service de Hitler? Otto Abetz et la politique allemande concernant la France)*, thèse Munich, Oldenbourg 2000.

37 Sur Epting voir Eckard Michels, *Das Deutsche Institut in Paris 1940-1944*, Stuttgart: Steiner, 1993 (Diss Hambourg 1992). Après avoir passé l'examen pour l'enseignement supérieure en 1929, Epting avait été cadre du service social et culturel universitaire (Studentenwerk) à Tübingen, cadre du International Student Service à Genève en 1931 et directeur de l'Office allemand d'échanges universitaires (DAAD) à Paris de 1933 à 1939. Sympathisant du parti dès 1933, il n'obtient sa carte qu'en 1940. Ancien participant du Cercle du Sohlberg il compte parmi les proches d'Otto Abetz dès 1935. Après la guerre et jusqu'à sa retraite il sera professeur puis directeur d'un Lycée à Heilbronn.

Varsovie avant d'organiser l'expropriation et la persécution des Juifs en France.

La tâche de l'équipe, définie par Abetz, est double : développer la collaboration, de plus en plus asymétrique, avec un vaste effort de propagande en faveur d'une coopération militaire. Puis piller les richesses culturelles et industrielles autant que la collaboration le permette, en comptant d'abord sur l'accord ou la tolérance du "partenaire" français en ce qui concerne l'expropriation des Juifs, déclarés ainsi par différents statuts. L'effort de propagande a donc deux volets : celui d'un "partenariat dans l'Europe nouvelle" et celui de la campagne anti-juifs. Abetz et son groupe de la hiérarchie Ribbentrop ne sont évidemment pas les seuls sur le terrain de la propagande et du pillage. Dans le sillon de la Wehrmacht, de la Gestapo et de la SS toutes les hiérarchies rivales du pouvoir allemand - celles de Goering, de Goebbels, de Rosenberg, d'Himmler - sont présentes ; en particulier, la Propagandaabteilung du ministère de Goebbels, le major (plus tard colonel) Heinz Schmidtke en tête, s'installe auprès du "Militärbefehlshaber Frankreich" au Majestic, avenue Kléber et compte quelques 200 collaborateurs.

Heinrich Buscher (1911-1954) est en charge de l'Informationsabteilung jusqu'à l'occupation de la zone sud en novembre 1942 et la révocation temporaire d'Abetz. Karl Epting dirige le Deutsches Institut, le modèle des Instituts scientifiques allemands du ministère des Affaires étrangères ; il occupe l'Hôtel de Sagan, l'ancienne ambassade de Pologne, et gère la nouvelle librairie Rive gauche très fréquentée. Une des premières manifestations de la collaboration se trouve dans la liste des livres à expurger, présentée en octobre 1940 par les éditeurs à la demande de l'occupant, la « liste Otto » sur laquelle figure notamment *Le soleil de mars* publié par Charles Braibant, le frère de Marcel, en 1938 chez Denoel.

Gerhard Hibbelen, éminence grise de l'Informationsabteilung, organise le financement des campagnes de presse. Né en 1900 à Aix-la-Chapelle, après des études à Bruxelles, il rejoint le Parti nazi à Francfort en 1931 puis dirige sa maison d'édition « Freude und Arbeit » (Joie et travail). Il semble avoir bâti un véritable empire, très lucratif - fin 1943, le bilan est de 173 milliards de francs selon un rapport d'Hibbelen du 31 mai 1944 - reposant sur le plan juridique sur un ensemble de propriétés privées (voir Ariane Thomalla, l'émission hibbelen dradio.pdf 2006). Un premier organe, lancé le 30 juin 1940 et reprenant la mise en page de *l'Humanité* interdite, *La France au travail*, tire à 150 000 exemplaires et un an plus tard, deviendra *La France socialiste* dirigée par René Château. Après Montoire, Jean Luchaire avec *Les Nouveaux temps*, tirant à 40 000 exemplaires, devient le chantre de la Nouvelle Europe. D'octobre 1941 au 18 août 1944 paraît le quotidien *La vie industrielle, commerciale, agricole et financière* », également dédié à la propagande hitlérienne pour la Nouvelle Europe exceptionnellement dépourvue d'anti-sémitisme, d'anti-maçonnisme, et d'anti-communisme apparents.

Dans un autre secteur de propagande, une première manifestation de taille est l'exposition "Le juif et la France" organisée par l'ambassade, par Epting et Zeitschel. En mars 1941 Abetz a pris des renseignements à ce sujet auprès de Walther Wüster, l'organisateur munichois de l'exposition mobile "Der ewige Jude" (Le juif éternel) présentée en 1937. L'exposition a lieu au Palais Berlitz du 5 septembre 1941 au 15 janvier 1942 et attire 200 000 visiteurs. Elle migre à Bordeaux, où Adrien Marquet en tant que maire l'accueille à la mairie.

La propagande "collaborationniste" de l'ambassade perd assez vite sa crédibilité, en première ligne en raison du déroulement de la guerre. L'Angleterre résiste, la coopération militaire piétine, l'invasion de l'URSS entraîne les attentats de la résistance communiste, notamment contre la librairie allemande à Paris. La guerre entraîne surtout d'énormes dépenses. Son tournant, l'occupation de la zone libre, met fin à l'idée d'un "partenariat" alors que la persécution des Juifs ne l'a pas discrédité autant. Abetz est rappelé, Schleier le remplace du 20 novembre 1942 au 28 novembre 1943. Epting est remplacé par Gerhard Krüger (1908-1994), sociologue, fonctionnaire du Parti depuis sa sortie de l'université, puis peu de temps après par Werner Gerlach (1891-1961), médecin légiste renommé, général de la SS, ex-consul général en Islande.

Les deux contacts « institutionnels » de Marcel Braibant :

Karl-Heinz Gerstner (1912-2005) a publié ses mémoires en 1999 (Édition Ost, Berlin), jugées de différents points de vues ou mensongères et sans valeur³⁸ ou au contraire intéressantes³⁹. Il présente les données biographiques suivantes qui doivent être vérifiées. Gerstner grandit à Berlin. Les parents se séparent quand il a cinq ans, il joint les « Pfadfinder » (scouts) à l'âge de neuf ans, est frappé par la poliomyélite deux ans plus tard, récupère l'usage de ses jambes à force d'un long entraînement quotidien, encouragé par son entourage, notamment par son père, le diplomate Karl Ritter (1883-1968, collaborateur de Walter Rathenau, puis de Ribbentrop, et qui sera condamné à Nuremberg à quatre ans de prison). Le jeune homme est finalement peu handicapé. Ses camarades de classe du lycée à Charlottenburg sont en majorité des fils de familles juives.

Après le baccalauréat, Gerstner entreprend des études de droit. En 1931-1932 il est membre de la Deutsche autonome Jungenschaft, fondée le 1 novembre 1929 par Eberhard Koebel (1907-1955). Réservée aux garçons - à l'encontre des groupes du mouvement de la jeunesse (Jugendbewegung) en général - , il s'agit d'un groupement de gauche, tourné notamment vers l'esthétique moderne du Bauhaus. Le groupe dispose d'un local à Neukölln. Koebel rejoint le KPD en 1932, avant de rallier, sur ordre, le Parti national-socialiste pour y mener une action subversive. L'étudiant Gerstner adhère au NSDAP en mai 1933. Il suit les cours préparatoires de Georg Kiesinger, futur chancelier de la RFA, cible de la gifle symbolique de Beate Klarsfeld en 1968. Après son premier examen de juriste, sa formation prévoit un stage de six mois, qu'il passe à la Chambre de commerce allemande à Paris dirigée par Hans Kuntze.

Gerstner est ensuite embauché dans les structures de l'organisation de l'échange commercial franco-allemand, dit "de compensation" (échange direct, marchandise contre marchandise). Au début de 1937 il rencontre Serge Tsouladze (1916-1977), à l'époque étudiant en littérature et médecine, d'origine géorgienne⁴⁰. Avec Jacques Duboin (1878-1976), banquier, industriel, ancien député et sous-secrétaire de Joseph Caillaux, défenseur d'une "économie distributive" un petit groupe de discussion se crée. Avec l'occupation, Kuntze devient chef du service commercial de l'ambassade, rue de Lille, et Gerstner, reformé à cause de son handicap, redevient son collaborateur. Il est également secrètement l'informateur de son ami Tsouladze, membre d'un groupe communiste de résistance et prévient les personnes en danger à la veille des rafles. Il fait venir à Paris sa future femme, Sybille Boden, étudiante d'art qui a dû abandonner ses études en tant que "demi-juive". Son père, marchand de fourrures à Wroclaw (Breslau), mourra suite à la détention. Sa fille termine ses études aux Beaux-Arts et travaille comme dessinatrice de mode. Travail qu'elle poursuit plus tard, en RDA, comme créatrice de costumes pour le théâtre et le cinéma. Aussi est-elle à l'origine du magazine pour femmes « Sybille » (1956-1994) dit le « Vogue de l'est ».

Rapatrié à Berlin le 9 mai 1944, Gerstner joint la résistance communiste. À la

38 Notamment par le publiciste Götz Aly.

39 Par Arno Klönne, sociologue, spécialiste des mouvements de jeunesse, notamment de la jeunesse hitlérienne.

40 Après quelques années d'exil à Constantinople (Istanbul dès 1930) la famille Tsouladze avait atterri à Sceaux, la mère avait monté une boutique de couture à Paris, le père, un ancien haut fonctionnaire socialiste menchevik ne cesse de poursuivre son engagement anti-bolchevik. Il accueille à la maison d'autres exilés et résistants ainsi que des personnalités politiques français. L'étudiant Serge Tsouladze compte parmi ses amis Maurice Nadeau et Jean-Pierre Vernant. Du temps du front populaire Serge et sa soeur Tamara militent dans des groupes antifascistes où jeunes communistes et socialistes se mélangent. Serge est mobilisé en 1939, sert dans le service de santé. À sa rentrée à Paris en octobre 1940 il doit se faire soigner d'une infection tuberculeuse. Il participe à la manifestation du 11 novembre, place de l'Étoile. On le retrouve sous le pseudonyme „Sergent“ dans le comité de santé du FN à l'hôpital Laennec. En 1943 il agit, muni d'un faux passeport („J.S.H. Tavernier“) entre le comité parisien de l'Union des étudiants patriotes et le maquis à Montlignon dans la forêt de Montmorency. Serge Tsouladzé, devenu psychiatre et psychanalyste, quitte la France en 1956 pour la Géorgie. Il meurt prématurément en 1977. Pierre Kast, son ami du temps de la clandestinité devenu grand cinéaste, lui a dédié son téléfilm « Le jour le plus court » diffusé en 1983. Voir Françoise et Révaz Nicoladze, Des Georgiens pour la France 1939-1945, Paris : L'Harmattan 2007

Libération, les Anglais le nomment maire du quartier de Berlin-Wilmersdorf. Mais en raison de son travail à l'ambassade à Paris, les services russes le soupçonnent d'avoir commis des crimes et l'emprisonnent. Libéré grâce à de nombreux témoignages de résistants français, dont Tsouladze et Duboin, et l'action très courageuse de sa femme, il entame une longue carrière de journaliste économique à la *Berliner Zeitung*. Une émission hebdomadaire à la télévision de la RDA le rend très populaire dans les années 1970.

Quand Sonja Gerstner, jeune artiste, tombe psychologiquement malade et finit par se suicider en 1971, les parents et d'abord Sybille Gerstner luttent pour l'ouverture de la RDA à la psychanalyse. Karl-Heinz Gerstner ne s'exprime pas sur le comment et pourquoi de sa collaboration avec les services soviétique et concernant celle avec la "Staatssicherheit" de la RDA il se désigne comme un "back-channel", une personne non officielle de contact.⁴¹

De juin 1940 à août 1944 **Friedrich Reinhardt (1898-1965)** a une position clef entre les dirigeants politiques à Berlin et l'administration française de la production agricole et du ravitaillement. Il assurait en quelque sorte le « retro-couplage » de la chaîne de commandement militaire à ses points de départ dans la sphère politique. Vu l'influence des circonstances du ravitaillement quotidien sur l'atmosphère dans le pays et sur l'opinion public pendant l'occupation le peu d'attention que Reinhardt a trouvé après la guerre, peut étonner – soit-il en comparaison avec les agents « culturels ». Je m'attarde donc un peu sur sa biographie⁴². Le Kriegsverwaltungsvicechef⁴³ était le responsable du groupe Agriculture et Ravitaillement de la section économique dirigée par le Kriegsverwaltungschef Elmar Michel (voir plus haut note 8). Il est née à Kassel dans une famille luthérienne pratiquante. Le père est un petit fonctionnaire-géomètre. En 1916 il joint l'armée, est gravement atteint par une intoxication au gaz (handicapé de 30%) , obtient son bac pendant un congé et quitte l'armée au grade d'adjudant et décoré⁴⁴. Il démarre une carrière d'agronome : apprentissage dans trois grandes exploitations, étudiant-ouvrier à l'université de Halle notamment auprès de Theodor Roemer (1883-1951), spécialiste renommé d'obtentions végétales. Il est agriculteur diplômé en 1923 et poursuit sa formation pendant trois ans de direction de l'expérimentation agricole d'un groupement de fermes autour des terres de la famille de l'actuel « patriarche » du domaine, le pionnier de la gynécologie Otto Küstner (1849-1931) de l'université de Breslau/Wroclaw. Plutôt sous l'influence des lieux, me semble-t-il, que par intérêt proprement politique, lieux où avait grandi le Maréchal prussien August Mackensen (1849-1945), le personnage très populaire, autant protestant-orthodoxe que monarchiste réactionnaire, Reinhardt joint le Stahlhelm, l'organisation réactionnaire des anciens combattants. De surcroît il adhère au « völkische Freiheitspartei », un petit parti à droite de la droite, antisémite et anti-républicain, présidé par l'ex-militaire et grand exploitant Albrecht von Graefe (1868-1933). Il n'est plus question de ces engagements quand il postule pour le poste de consultant en expérimentation à la Chambre régionale d'agriculture à Halle, poste qu'il obtient en 1926 et occupe pendant trois ans. En 1929, riche de 6 ans d'expérience formative, il entame une vie de fonctionnaire auprès de l'agronome Franz Ströbele (1879-1952)⁴⁵, directeur de l'expérimentation agricole et de la

41 Pour des sources indépendantes voir <http://bundesstiftung-aufarbeitung.de/wer-war-wer-in-der-ddr-%2363%3B-1424.html?ID=98>. Pour Sybille Boden-Gerstner : <http://bundesstiftung-aufarbeitung.de/wer-war-wer-in-der-ddr-%2363%3B-1424.html?ID=981>

42 Les sources essentielles : Les dossiers personnels de Reinhardt du Reichsnährstand et de la SS au Bundesarchiv Berlin (BA R16-14908 et BA R9361-III-549770) et son dossier « d'épuration » au Landesarchiv à Ludwigsburg (StAL EL 903--3 Bue 997)

43 Vice-chef d'administration militaire, un grade équivalent du général de division Au début Reinhardt n'était que Kriegsverwaltungsabteilungsleiter (Chef de section), le grade en dessous du Vice-Chef.

44 Ses 18 ans atteints le 27.9. il entre à la caserne le 17.11.1916 et combat au bataillon.49 d'artillerie à pied du 1.4.1917 au 19.2.1919. Son frère Heinrich, de 4 ans son aîné et étudiant en médecine termine ses études interrompues en 1914, s'établit comme praticien à Melsungen en 1923, adhère au parti d'Hitler la même année, est élu au parlement régional, aura des fonctions politico-administratives et dans l'organisation ns des médecins (Kreisleiter, Gauärztführer) dès 1933 et monte en grade jusqu'au colonel de la SA.

45 Le grand-père de l'avocat et député « vert » Hans Christian Ströbele

consultation en matières de fertilisateurs de la IG Farben à Ludwigshafen, premier producteur d'engrais chimiques qui entretient un service dans chaque province. Dans les années qui suivent Reinhardt se trouve muté en Silésie, où en 1931 il épouse Susanne née Leinweber (1898-), divorcée, mère de deux enfants, fille d'un industriel à Hindenburg/Zabrze. Muté ensuite en Rhénanie et puis à Hanovre où il entre en relation avec Hermann Vogel (1895-1974), Assistant (Maître de conférence) et chercheur en élevage d'animaux à l'université de Göttingen. Reinhardt obtient son doctorat en 1932 à Halle. Vogel joint le NSDAP en 1932, Reinhardt ranime sa carte obtenue à Halle en 1929 et abandonnée depuis. Darré cherche d'intégrer des experts comme Vogel à son RuSHA et Vogel devient membre de la SS et instructeur (bénévole) du RuSHA en automne 1933. Il sera bientôt nommé professeur à l'université de Gießen⁴⁶. En décembre 1933 le Dr. Reinhardt offre son bénévolat comme instructeur au RuSHA à travers l'instructeur en chef Vogel. L'expert de la IG peut être sûr de sa valeur pour la construction de Darré et sans doute sait-il déjà qu'elle position lui est offerte : Pour le premier février Herbert Backe, l'agronome-exploitant d'une ferme entre Hanovre et Göttingen devenu Secrétaire d'État et Commandant de la SS au RuSHA, le demande comme adjudant personnel à Berlin. Tout avait commencé avec une première prise de contact à Hanovre en août 1933 avec l'équipe de Horst Rechenbach (1895-1968), agriculteur et expert d'élevage, ami de Darré et pionnier du RuSHA. L'impression est favorable, on lui demande pour le 1er octobre un exposé intitulé «La reconstruction de l'Allemagne et les tâches d'hygiène de race ». Sur sept pages Reinhardt reproduit plus ou moins des phrases, projections et « déductions » de Darré, de Hans Günther, d'Hitler, chiffres à l'appui, à propos du rejet du mélange des « races », notamment entre aryens et juifs ou noirs, sur la stérilisation des malades, handicapés et « asociaux », le tout dans le cadre d'un combat chimérique contre la « décadence » et pour la « survie de la race nordique » incarnée par la « noblesse paysanne »⁴⁷. Le candidat à « l'élite de la race » semble afficher son plein accord idéologique. Le 9 novembre il est Hauptscharführer (adjudant) en attente d'une affectation d'instructeur bénévole. Petit obstacle : au printemps 1934 au camp d'entraînement de Tremplin il refuse de poursuivre sa formation. La SS lui atteste « des inhibitions chrétiennes »⁴⁸. Mais cela

46 Vogel sort de la SS en 1937 qui lui atteste « incompatibilité » de sa « vision du monde » (Weltanschauung), néanmoins et en dépit de sa classification de « déchargé » par la Chambre d'épuration il ne regagne pas sa position universitaire après la guerre. Il est le père de deux hommes politiques de la RFA, nés en 1926 et 1932, l'un ministre de justice et chef du SPD, l'autre Premier ministre en Rhénanie-Palatinat et en Thuringe de la CDU.

47 Quand il est interrogé en 1948 devant la Chambre d'épuration, il n'a pas tout à fait tort en disant que son exposé reflétait ce que beaucoup, et non seulement en Allemagne croyaient « scientifiquement fondé » mais son avocat qui pense l'aider dans l'argumentation, l'enfonce plutôt en voulant prouver la « scientificité » par une référence au texte « fondamental » de l'eugénisme, le « Baur, Fischer, Lenz », paru la première fois en 1921 et plusieurs fois du temps du nazisme, traduit en anglais en 1931 et référence d'Hitler en 1923 (dans « Mein Kampf »). Les trois auteurs étaient membres de la « Société pour l'hygiène des races » depuis longtemps (Baur avait été le fondateur du groupe local à Fribourg en 1910) et dirigeaient des équipes de recherches d'instituts de la Kaiser-Wilhelm-Gesellschaft. Erwin Baur (1875-1933) était un pionnier de la génétique des plantes et de la modernisation de leur culture. Le médecin Eugen Fischer (1874-1964) approuvait les lois de Nuremberg en 1935 et avait des fonctions importantes du régime. L'anthropologue Fritz Lenz (1887-1976) apparaît comme l'idéologue principal de « l'hygiène des races » version nazi. Pour autant que les trois défendaient la stérilisation étendue, ils désapprouvaient, certes, le meurtre de masses, le génocide. Par ailleurs l'eugénisme sur fond de théories de « dégénération de la race » en tant que discipline universitaire était enseignée aussi par Reinhard Fetscher (1896-1945) qui s'est publiquement opposé aux mesures nazi anti-juives et réuni un groupe de résistance à Dresde. - Le jury SS en 1934 a jugé l'exposé de Reinhardt correct, mais dépourvu d'enthousiasme.

48 « De confession protestant-luthérien » écrit-il dans ses cv. Il quitte l'église le premier janvier 1939 et se déclare « déiste » (« gottgläubig » notion introduite par décret du 27. 11. 1936) ce qui était généralement entendu comme affirmation idéologique forte d'adhérence aux nazisme. Environ 95 % des 69 millions allemands étaient membres d'une église, environ 3,5 % se déclarèrent « gottgläubig » lors du recensement de 1939 (Wikipedia). En 1948 Reinhardt dira d'avoir quitté l'église à cause du désaccord « peu chrétien » entre protestants (une minorité de pasteurs adhérait à la tentative d'organisation d'une « église d'état », ce qui avait provoqué l'opposition de nombreux collègues pour cela non moins loyale au régime (sauf exception), néanmoins indésirés. Après une vague d'arrestations en 1937 une prière pour la paix avait été promulguée pendant la crise d'automne 1938 et dans une lettre à son confrère tchèque Josef Hromádka le théologien Karl Barth (exilé à Bâle) avait même appelé les chrétiens à la résistance armée. Avec les accords de Munich et l'annexion des sudètes la guerre semblait évitée. Ne restaient

passe, le régime et notamment Backe n'ont que trop besoin d'experts comme Reinhardt⁴⁹. Il est « Führer » auprès de l'état major du RuSHA et libéré de services à rendre à la SS⁵⁰. Il ne reste à Berlin qu'un ans, mais son entrée à l'administration du « Reichsnährstand » est atteint : Au printemps de 1935 il est nommé Chef de l'état major de la Landesbauernschaft (organisation régionale des paysans dirigée par Wilhelm Struve (1901-1982)) à Kiel. Un ans plus tard il est fonctionnaire à vie (Landwirtschaftsrat) à l'âge de 38 ans. Une fois de plus la question de services au RuSHA se pose en avril 1936, on se souvient des « inhibitions chrétiennes » de 1934. Struve certifie qu'il pense que la SS n'y ait rien à craindre, de même un collègue indicateur. Reinhardt est un SS modèle : membre du « Lebensborn »⁵¹ avec son épouse et 4 enfants (Rüdiger et Ute sont nés en 1933 et 1935), honoré par Himmler du Chandelier de solstice (Julleuchter), (l'épée d'honneur à porter lors de voyages à l'étranger suivra en 1939, ainsi qu'en 1940 la bague à la tête de mort). Intrigue au pas, le spécialiste échappe de nouveau au « bénévolat » au RuSHA: en février 1937 il est nommé membre de l'équipe du deuxième homme du Reichsnährstand, le Reichsobmann Wilhelm Meinberg (voir plus haut) à Berlin. Quand un mois plus tard Meinberg doit démissionner, Gustav Behrends exploitant-betteravier, lieutenant général de la SA (voir plus haut) le remplace⁵². Reinhardt est promu Reichslandwirtschaftsrat (Conseiller ministériel) le 1^{er} juin 1937 son salaire mensuel dépasse les 1000 Reichsmark (environs 4000 EU). En octobre 1939 il est réformé jusqu'à mars 1940 pour une mission du ministère auprès de l'administration allemande à Posen/Poznan⁵³. Un mois plus tard il déclare au RuSHA la fin de cette mission et le 13 février il est mobilisé pour

que des rares expressions de sympathies avec les tchèques humiliés. Le 27 octobre « Das schwarze Korps » le périodique de la SS cria à l'exclusion des « pasteurs politiques », « saboteurs et traîtres criminels ». Le pogrom du 9 novembre et les mesures anti-sémites ne sollicita que de très rares réactions publiques de pasteurs. C'est dans cette situation que le protestant Reinhardt s'aligne à la « religion nazi ». Hans Asmussen prédicateur à Lichterfelde, le domicile de la famille Reinhardt, était un des « saboteurs » visés par Himmler. Asmussen avait pourtant condamné fortement la lettre de Barth.

- 49 En 1934 Backe et Wilhelm Meinberg, agriculteur en Westphalie et le deuxième homme du Reichsnährstand après Darré lancent la « Bataille pour la production » d'après la « Battalia del grano » italienne avec « Dix commandements », : 1)... l'Allemagne manque d'espace, elle ne peut pas se permettre une agriculture extensive.... 10) Élèves et sers-toi de moutons...il s'agit d'être ou ne pas être pour ton peuple donc pour toi aussi. N'hésite pas, agi ! 1934 est également l'année du premier « Reichsbauerntag » la manifestation spectaculaire à Goslar, la nouvelle « Capitale des paysans ».
- 50 Au grade de « Untersturmführer » (lieutenant, grade qu'il n'obtiendra à la réserve de l'armée qu'en 1938). Les « Führer » auprès de l'état major étaient considérés comme membres honoraires de la SS, ils ne devaient en général aucun service.
- 51 L'association créée par Himmler en décembre 1935 dans le but d'obtenir des futurs soldats des centaines de milliers d'IVG illégales par ans, offrait à des mères seules choisies plus ou moins selon des critères fortement discriminatoires d'accoucher sous X dans des maternités de la SS. C'était moins spectaculaire que des rumeurs autour de la vingtaine de maisons isolées, « mystérieuses » l'ont fait paraître. Des épouses d'officiers SS y ont aussi accouchés. Le but affiché de l'association était par ailleurs la propagande pour l'augmentation générale des naissances et l'aide à des familles de membres de la SS en détresse. Les environs 13 000 membres en 1938 dont 8000 SS, étaient contraints de contribuer typiquement entre 1 et 5 % de leurs revenus brutes. (voir Volker Koop, « Dem Führer ein Kind schenken » Die SS Organisation « Lebensborn », Cologne, Böhlau 2007). Pour les SS l'adhérence n'était pas toujours volontaire. L'organisation de maternités et pensionats d'enfants - malfamée surtout à cause du rôle criminel que des acteurs et actrices du Lebensborn « au service de la race nordique » ont joué pendant la guerre et dans les pays occupés, notamment en Norvège dans la sélection d'enfants arrachés à leurs familles. Une seule des environs 20 maternités se trouvait en France, dans l'Oise et quelques 200 des 200 000 enfants engendrés de pères allemands, subissaient les conséquences de grandir dans l'Allemagne d'après guerre, d'être confrontés tôt ou tard avec le fait que leurs origines furent dissimulées. En total on estime le nombre de naissances du Lebensborn à 12 000 en Norvège et 7-8000 ailleurs (Wikipedia)
- 52 Gustav Behrens (1899-1948), grand betteravier de la région de Hannover, membre du parti depuis 1925, membre de la SA, pas de la SS, ancien Président de l'union des sucriers. D'après Andreas Dornheim(loc.cit) un homme plus faible dans la hiérarchie que Meinberg. En 1942 Backe le nomme en plus chef de section du Ministère, d'après Dornheim pour que le Reichsnährstand perde le restant de son « indépendance » initiale.
- 53 Reinhardt déclarera en 1948 que le chef de cette administration, Arthur Greiser (1897-1946, condamné pour tuerie de masse et pendu en public en Pologne) « ne voulait pas de moi ». À noter qu'Himmler – et Greiser était son ami – n'avait pas l'intention de laisser Darré se mêler de la « colonisation » à l'est. Au grand dam de Darré.

l'administration militaire. Dorénavant le ministère continue à lui verser le gros de son salaire (diminué par un petit solde de soldat), mais Reinhardt dépend uniquement du Haut commandement des armées (hiérarchie du Maître de quartier général (MQG), section économie). En mai 1940 auprès du MQG une équipe d'administrateurs pour la France est formée. Reinhardt arrive à Paris le 18 juin 1940. Ses chefs semblent vite apprécier son travail, notamment Otto von Stülpnagel, le MBF : par une lettre à Darré du 13 mars 1941 Walther von Brauchitsch, le chef suprême des armées sollicite un avancement du fonctionnaire. Voici comment il décrit la tâche:

« ... il s'agit d'abord d'obtenir un maximum d'une agriculture négligée depuis des années. De plus faut-il non seulement garder fermement les reines en matière de consommation de la population française mais aussi trouver le bon compromis entre les besoins résultant de votre responsabilité pour le ravitaillement de l'espace européen entier d'un côté et la responsabilité de l'administration militaire en ce qui concerne le maintien du calme de la population des territoires occupés et de sa capacité de travail de l'autre côté. Pour ces tâches, Monsieur Reinhardt est le collaborateur responsable et le conseiller de l'Administration militaire. Les exécutant il fait preuve, mis à part de l'énorme charge de travail à gérer, d'un dévouement à la chose, d'une force d'action et d'un caractère de mesure inhabituelle... »

Sans doute Reinhardt est-il un expert hors commun. Est il aussi un de ces techniciens desquels Robert Kempner, procureur à Nuremberg disait qu'ils « fonctionnent » dans tous les systèmes ? Ou un homme comme Backe son supérieur sans scrupules dans l'exécution d'un programme meurtrier à l'est? La question reste posée. Est-ce que ses « inhibitions chrétiennes » attestées jadis par la SS lui sont restées ? D'autres n'ont été en rien gêné par leur croyance en Dieu voir l'exemple du juriste Blanke auprès du MBF, l'étude citée plus haut (nbp no 10).

Au printemps 1944 le lieutenant-colonel Hans Speidel, l'ancien chef de l'état major du MBF muté au front de l'Est au printemps 1942 est de retour : général de brigade, chef de l'état major du Haut commandement des armées de l'Ouest. Speidel est engagé dans la préparation de la tentative de coup d'état du 20 juillet 1944. En août Choltiz, le commandant de Paris et lui - leur chef Model s'est montré « désintéressé » - désobéissent à l'ordre d'Hitler de détruire Paris. Reinhardt a été attaché à l'état major dirigé par Speidel comme chargé de questions d'agriculture et de ravitaillement. En septembre Model ne peut pas empêcher l'arrestation de Speidel soupçonné d'avoir participé à la conjuration⁵⁴. Reinhardt suis le retrait de l'armée jusqu'en Bavière et finit par être arrêté par les américains le 27 juin 1945⁵⁵. Il passe par différents camps d'internement avant d'être transféré à Nuremberg le 19.12. 1946. Il y est interrogé et reste jusqu'au 17 juillet 1947 à la disposition de l'instruction des Alliés. Le 29 janvier 1947 Charles Gersthoffer⁵⁶ informe le Ministre de la Justice, que les Américains préparent des actes d'accusation contre des fonctionnaires du Ministère de l'agriculture et du ravitaillement. La liste de 9 noms commence par Darré, Backe, Reinhardt⁵⁷. Gersthoffer propose d'y faire rajouter Elmar Michel, « le supérieur de Reinhardt » et

54 Voir plus haut nbdp no 5. En 1949 Speidel témoignera pour Reinhardt : « en mai 1944 je lui ai parlé ouvertement de la situation ».

55 La directive des Joint Chiefs of Staff (JCS) américains d'avril 1945, JCS 1067, exigea l'arrestation de personnes de nombreuses catégories. D'abord secret, la directive n'est publiée (sauf pour la liste des catégories) qu'en octobre 1945.

56 (1906-1979) Substitut du Procureur de la République près le Tribunal de la Seine, Délégué du Ministre de la Justice près de la Justice près le Chief of Counsel. Dans l'équipe des magistrat français à Nuremberg il se spécialise en matières économiques et de pillage. Plus tard pendant l'occupation d'Allemagne il sera procureur au Tribunal militaire de Sarrebruck avant d'être Procureur général à la Cour de cassation.

57 Suivent dans l'ordre : Alfons Moritz (1887-?) , sous Backe chef de la section Production, Ravitaillement, Conquête de marchés, Hans-Joachim Riecke (1899-1986), agriculteur diplômé, Ministre d'État responsable de « l'aryanisation » des terres agricoles du Reich, ensuite de la « politique de famine » à l'est à côté de Backe, Werner Willikens (1893-1961), agronome, Secrétaire d'État, Erich Hatesaul, chef de la section Gestion du travail, Erwin Lorenz (1892-1970), chef de la section Statistique agraire, Ferdinand Hiege (1897-) chef de la section Colonisation, en même temps chef de bureau du Commissaire du Reich pour la germanisation Himmler. Tous étaient mêlé de près ou de loin à la préparation et/ou directement au crimes dans les territoires occupés à l'est. Après la guerre et l'internement. Reinhardt, haut fonctionnaire au Reichsnährstand est le seul de la liste qui ne fait pas directement

Hans Richard Hemmen (1888-1956), diplomate, dirigeant de la section économique de la Commission d'armistice, ce qui se fait.⁵⁸ Mais le procès qui aurait bien pu avoir lieu à Dachau où Reinhardt avait été transféré en juillet 1947, n'a pas eu lieu⁵⁹. L'interné demande d'être libéré à Stuttgart (-Plieningen), il est donc transféré au camp de Kornwestheim où, en décembre 1947 commence l'instruction contre lui devant un jury allemand. Les parlements des Länder de la Zone d'occupation américaine ayant voté la loi 104 d'épuration du 6 mars 1946, les ministres d'État étaient nommés et des Chambres d'arbitrage étaient formés notamment aux camps d'internement. Ils étaient composés d'un accusateur public, d'un président et d'au moins deux assesseurs. Seul le président est obligatoirement un juriste. Le 5 juillet 1948 Reinhardt, accompagné de son avocat Me Frühauf, apparaît devant ses arbitres. La loi définit les catégories I à V du « coupable principal » au « non incriminé ». Reinhardt est classé II « coupable ». Il est condamné à trois ans de camp de travail considérés accomplis par les années d'internement, à 10 ans d'interdiction professionnelle, à une « réparation » pécuniaire sensible. Libéré, il prend immédiatement un travail d'ouvrier à Stuttgart pour un salaire minimal. Son avocat fait appel, l'accusateur public aussi. À noter que selon la loi 104 la charge de la preuve est renversée : l'accusé doit invalider les présomptions de l'accusateur. Pour la première audience 17 hommes et femmes avaient écrit des déclarations sous serment concernant l'attitude et son activité au service du régime nazi en Allemagne et en France⁶⁰, dont trois furent aussi entendus lors de l'audience. 4 déclarations supplémentaires avaient été déposées depuis, dont celle de Woldemar Schilberg, ancien pasteur allemand à Posen, qui avait été éloigné immédiatement après l'invasion de la Pologne. Schilberg avait été attribué comme traducteur au groupe de Reinhardt à Paris, qui lui avait confié l'égide des petites fêtes de Noël. Un verdict pour le classement en catégorie III voir IV sans audience supplémentaire était préparé mais fut rejeté par l'accusateur public. La chambre d'appel siège le 17 mai 1949. L'accusateur public, le médecin Dr. Dr. Franz Koebner⁶¹ insiste sur l'appartenance à l'organisation criminelle SS et sur la présumée conviction nazi profonde de Reinhardt : « *défenseur fanatique de la doctrine des races* »⁶². Il essaye d'invalider un par un les témoignages et demande la classification « *coupable principal* ». Deux témoins sont entendus, deux supérieurs de Reinhardt, l'ex-chef Elmar Michel à Paris et Hans Speidel. La Chambre présidée par Dr. Coltitz réfute l'appel de l'accusateur, constate que le concerné n'a jamais manqué d'équité, n'a jamais approuvé des actes de violence, mais la Chambre ne peut pas ignorer son adhésion à la SS⁶³ et à l'idéologie nazi à l'encontre des affirmations des témoins

partie du Ministère.

58 Voir AN BB/30/1797

59 Au moins aucun des 9 noms ne figure sur la liste des inculpés des procès de Dachau. Est-ce parce que la directive JCS 1779 qui était en préparation depuis avril 1947 avant d'être publiée le 15 juillet, remplace la JCS1067, envisage la perspective d'un rôle de l'Allemagne contre l'URS dans la Guerre froide qui commence, et réduit considérablement l'intérêt américain dans leur entreprise de « Libération du nazisme » ? Le seul fait que Reinhardt fait savoir lors de la procédure ultérieure de son interrogatoire par les enquêteurs américains est qu'il n'avait pas été accusé de crime contre l'humanité.

60 Tous en activité, classés en catégorie V « non incriminé » ou jamais membres d'une organisation nazi. Parmi eux l'ancien professeur à Halle son supérieur Ströbele à la IG, des collègues et des collaborateurs de Reinhardt, les femmes secrétaires à Paris et à Berlin, le sous-secrétaire d'État Harmening qui affirme qu'en 1934 les vieux fonctionnaires du ministère étaient tous contents que l'assistant de Backe fut un homme compétent et nullement un nazi fanatique.

61 « Dr.med, Dr. Rer pol », vice président de la Chambre des médecins du Württemberg, premier rédacteur du Bulletin-magazine de la Chambre (plus tard aussi de la caisse maladie) « Das Ärzteblatt ».

62 Sa présomption est basée sur deux documents : l'exposé « d'examen » de 1933 et une lettre de remerciement à Himmler. Quand il désigne l'exposé de Reinhardt de 1933 comme « scientifiquement superficiel » il ne semble pas tenir compte du cadre de référence de Reinhardt, de l'exemplarité du « Baur-Fischer-Lenz » (voir plus haut), reconnu scientifique, si on a tendance de prendre la science comme garant de « vérités absolues » Himmler du 31 décembre 1935 pour lui remercier du cadeau honorifique du chandelier (voir plus haut) et sa lettre : « Pour moi et les miens les mots de votre lettre nous obligent pour toujours à faire régner et agir le vrai esprit de la SS dans la famille. »

63 La SS, initialement (depuis 1925) une formation d'agents de « sécurité » de la SA, comptait 280 hommes en 1929 quand Himmler entreprit d'en faire le noyau de son « élite nordique ». En Janvier 1933 elle comptait 53 mille

qui disent tous qu'ils s'en étaient à peine ou pas du tout aperçus et de l'énoncé de Reinhardt qu'il n'avait jamais accompli, même pas une seule heure de service d'homme SS. La Chambre reconnaît que dans sa fonction à Paris il s'était opposé à des demandes excessives de Berlin et de la SS et accepte qu'il ait fait le possible pour le ravitaillement et de l'armée et de la population française. L'avocat Frühauf avait argumenté que la première chambre avait eu une idée fautive des fonctions de Reinhardt et au Reichnährstand et à la SS. La Chambre d'appel lui accorde qu'il n'avait pas entièrement tort. Résultat : Reinhardt est classé en catégorie III « moins coupable » avec la perspective de la catégorie IV « suiveur » après une année « probatoire ». L'interdiction professionnelle est soulevée et la réparation pécuniaire est réduite. Par voie de grâce la période probatoire est terminée en décembre 1949 et vue sa situation financière, sa femme et les 4 enfants, la réparation et les frais de la procédure seront encore revus à la baisse. En juillet 1949 Reinhardt avait commencé à travailler pour l'entreprise « Culture de semences de Stade »⁶⁴ pour un salaire raisonnable de 388 DM par mois. En février 1952 la mairie confirme que Fritz Reinhardt habite à Stade (près de Hambourg). Dans l'ordre chronologique c'est le dernier des documents au dossier des Archives d'État à Ludwigsburg.

À la lumière de tous ces témoignages, Reinhardt apparaît comme un homme de bonne connaissance en agriculture, d'une solide expérience d'expérimentateur-modernisateur et d'administrateur et très apprécié pour son travail. Plus important dans notre contexte, il ne semble pas avoir manqué d'honnêteté et d'humanité dans son attitude envers « l'autre » et dans les décisions exigées par ses fonctions. Il me semble que la décision de Vogel et ensuite de Reinhardt d'offrir leur services de formateurs à la SS leur a paru opportune en connaissance de la « reconstruction » du secteur agricole sous l'influence de Darré et son équipe SS et – au moins pour Reinhardt – par la perspective d'un champ d'action promettant. En 1934 il échappe à la fonction d'instructeur SS, de même en 1937, en 1939 il se fait écarter de la « colonisation » en Pologne et obtient et surtout garde une position d'administrateur militaire à Paris avec des collègues et des supérieurs peu enchantés des ordres de Berlin voir qui s'y opposent. S'agit-il d'une relative indépendance d'esprit et d'une maîtrise assez étonnante de « mener sa barque » aussi proche des abysses ? Tenant compte du cadre de référence de l'expert agricole dont la clientèle était largement gagnée par l'idéologie d'un renouveau même avant 1933 il a effectivement été un « suiveur ». Un compagnon de route peu conséquent quand il « oublie » le parti presque immédiatement après son entrée en 1929 et ne s'en souvient qu'en 1932. Il nie d'ailleurs pas avoir été convaincu du programme nazi⁶⁵ : En 1948/49 l'inculpé qui est passé par les interrogatoires alliés à Nuremberg est

membres volontaires, 209 mille en décembre. Par la suite elle ne recrutait que 30 % de plus. Appelée SS „générale“ (Allgemeine SS, ASS) dès septembre 1934, elle était pour beaucoup d'hommes « qualifiés » et se croyant « intelligents » l'occasion de s'acheter une « liberté » prestigieuse, d'échapper aux sollicitations du parti ou à la camaraderie de la SA contre une déclaration solennelle d'obédience idéologique et de disponibilité absolue, ce qui semblait peu gênant. Sauf qu'avec la guerre cette élite se retrouve en première ligne, en grande partie à la Wehrmacht, une petite partie à la « Waffen-SS » fondé fin 1939 donc en première ligne aussi pour des actes de crimes de guerre. À partir de février 1933 Himmler recrutait une SS à part, destinée surtout à la répression, une troupe armée d' « aide-policiers » qui devient la SS-Verfügungstruppe (Formation à disposition) en septembre 1934 et constituera la « Waffen-SS » en 1939. Parmi les membres de cette troupe mais aussi ailleurs furent recrutés les « Wachmannschaften » de l'ASS, le personnel des camps de concentration et des « Sonderkommandos » (missions spéciales, geôliers de Dachau, agents du massacre des SA en juin 1934), ensuite nommés « Totenkopfverbände » (formations de tête morte) dès 1936. L'administration de l'ASS au début n'avait que peu de sections, « Hauptämter » (HA, Offices centrale), celui de l'administration centrale, celui du « Sicherheitsdienst » (SD, la Sécurité) et le RuSHA. Le tribunal de Nuremberg a reconnu que le gros des « Führers » de l'ASS n'était que des « chefs honoraires ». N'empêche que selon leur grades ils étaient dotés d'un prestige et d'un pouvoir d'action tout autres que négligeables (toujours utiles, exceptionnellement salutaires).

64 La « Stader Saatwucht », une entreprise florissante dans les années avant la guerre et probablement déjà connue par Reinhardt de par son activité clef pour l'agriculture, est aujourd'hui une des plus importantes même sur le plan européen. Pourquoi Reinhardt a-t-il eu cet emploi ? Sa connexion était-ce qu'un de ses témoins, Justus Danckwerts conseiller au cabinet du Ministre de Basse-Saxonie, antérieurement conseiller au Maître du quartier général des Armées de 1940 à 1943 avait été classé V « non incriminé » à Stade ?

65 « et si j'ai fait du mal, je suis le premier d'en souffrir » répond-t-il à la Chambre en 1948

suffisamment averti pour ne pas causer des problèmes à ses anciens contacts y compris Speidel et Michel, ses témoins en 1949. Mais trop de questions restent ; celles de la procédure juridique ne vont pas au fond – la question d'une responsabilité dans des crimes de guerre tels que définis par la convention de la Haye de 1907 n'a pas vraiment été élucidée - , les témoignages sont biaisés de par leur nature. En conclusion l'homme, sa personnalité échappent à mon jugement.

L'officier de liaison en matières d'approvisionnement : Marcel Braibant dira en 1946 lors d'un interrogatoire, que lorsqu'il était prisonnier dans l'Oflag de Châlons en juillet 1940, le préfet de la Marne ("*je me rappelle plus son nom, c'était le beaux frère du Président...*") lui avait demandé ses services à Reims pour la remise en route des travaux agricoles, tâche urgente des autorités françaises sous contrôle de l'occupant, de la Kommandantur de la ville. Le préfet est André Jozon, beau frère de Jules Jeanneney, président du Sénat. André Jozon est parti avec l'exode mais a repris sa fonction en juillet pour les premières négociations avec l'occupant jusqu'à ce qu'il soit remplacé par le secrétaire général de la préfecture qui n'est autre que René Bousquet (1909-1993).

Dès le mois de juillet, Marcel Braibant est donc prisonnier en congé. Il s'occupe de la relâche de paysans prisonniers de guerre, de la restitution de chevaux et de machines réquisitionnés, du ravitaillement en gazole et de matériaux nécessaires pour la récolte. Il est conseiller juridique et économique de la Kommandantur de Reims en matière de production agricole. Il est envoyé à Paris en mission au Majestic, avenue Kleber, au siège du Militärbefehlshaber (MBF). À la section économique il rencontre d'abord Christian von Lüttichau⁶⁶ ensuite Fritz Reinhardt (voir plus haut). Il prend contact également avec la Handelsabteilung, le service commercial de l'ambassade, rue de Lille, avec Hans Kuntze et surtout avec Karl-Heinz Gerstner (voir plus haut). Il se peut qu'il les a connu avant la guerre quand il a été occasionnellement l'avocat de la Handelskammer (Chambre de commerce) allemande à Paris.

L'officier de liaison a droit d'utiliser sa propre voiture, et il a obtenu un premier laissez-passez pour la zone interdite ; en septembre il a pu se rendre à Herpy. Son frère Charles note dans son journal le 15 septembre (un dimanche)⁶⁷:

"Mon frère Marcel vient d'arriver pour deux jours.

Il a passé quelques heures à Herpy. Heureusement le village et la maison ont moins souffert qu'on ne l'avait dit. A la maison il y a seulement un pavillon qu'a été complètement détruit. Pillage limité, Marcel a retrouvé ses livres (les pillards ne sont jamais bibliophiles) et rapporte même un exemplaire de mon premier ouvrage: une plaquette d'histoire ardennaise que j'ai publiée à l'âge de seize ans. Il y a à Herpy une trentaine d'habitants (au lieu de 200 en temps normal), quelques uns sont des vieux qui n'ont jamais voulu quitter leur maison. D'autres sont rentrés avant le 2 juillet, car c'est à cette date



66 Christian Lüttichau est né en 1913 à Constantinople et mort le 25 juin 1941 à Stary Beretov près de Bialystok. Il est l'aîné des 7 enfants du pasteur Siegfried von Lüttichau (1877-1965) de l'ambassade impériale, pasteur à Berlin en 1919, directeur de la maison des « Diakonissen » de Kaiserswerth (institut de formation de femmes pour pour des tâches liturgiques mais surtout de soins au malades et au pauvres) à partir de 1925, membre du NSDAP de 1933 à 1939. Les deux frères de Christian sont morts en 1943 et 1945. Lüttichau était titulaire d'un doctorat de droit, d'économie ou d'agronomie (des membres de la famille du père possédaient des propriétés étendues). Il est donc mort quatre jours après l'invasion de l'URSS par l'Allemagne et deux jours avant que le 309^e bataillon de police massacre 2000 personnes, dont 500 meurent brûlé vifs dans une synagogue. Bialystok était largement une ville juive. Le nombre d'assassinés 2 mois plus tard : 56 000. (Geschichte de Familie v. L. www.autonomie-und-chaos.de)

67 Tapuscrit « La guerre à Paris - fin », p. 276, archives Sylvie Braibant.

que la frontière a été fermée. ...Je dis bien "la frontière". Marcel me montre son laissez passer qui l'autorise à franchir "la frontière" à Neufchatel, le territoire français s'arrête donc à "no rivièrè", comme disent les bonnes gens en parlant de l'Aine. C'est une affaire d'état pour passer de l'autre côté de cette ligne. Les Allemands ont construit un pont à Hargny, à deux km en aval d'Herpy. Ils autorisent les gens d'Herpy et des autres villages de la rive Nord qui en fait ne sont plus français, mais "lothingians" ou quelque chose de ce genre, à venir y rencontrer leurs parents et leurs amis de la rive sud une fois par semaine, le dimanche !"

Le 31 octobre 1940, Marcel et Léonie Braibant-Curiel obtiennent un laissez-passer de la Kommandatur de Reims valable pour 15 jours, pour se rendre à Herpy situé en Zone interdite ; à partir du 5 novembre 1940 Marcel Braibant est officiellement recruté par la Kommandatur et les services français de l'administration locale, comme juriste, conseiller agricole (landwirtschaftlicher Berater) et officier de liaison.

L'Éclaireur de l'Est (6 février 1941) écrit : « Nous avons demandé à Me Marcel Braibant, qui est chargé par les autorités occupantes de les seconder en qualité de "Landwirtschaftlicher Berater". ..notre compatriote est fréquemment envoyé en mission pour rechercher les moyens d'aider les cultivateurs dans leur tâche plus que jamais indispensable à la vie de l'humanité. La question des carburants nous a-t-il dit, est de plus en plus difficile à résoudre.

**LES GRANDS DESTINS
DU POPULISME**

Le banquet de la rue des Canettes ou le populisme tint récemment ses assises réunissant en particulier, Léon Frapié, Louis Lemoignon, Marcel Braibant, Marcel Berger et aussi René Fauchois — couronné de gloires un peu étonnantes. M. Jacques Dyssord était l'orateur. Il a fait gloire au populisme d'avoir « intégré dans le domaine littéraire et artistique l'élément populaire qu'en avait écarté le snobisme d'une génération inféodée au capitalisme ». Outre de boubre !

Appelons-en aux temps de libération ou le romancier de psychologie amoureuse n'aura pas le droit de traiter les oeuvres qui jouissent d'un revenu du travail supérieur à quinze cents francs.

LA GIRQUETTE

il a été possible d'obtenir le mois dernier un complément de 48 000 litres (des bons lui ont été remis au siège du Haut Commandement à Paris). Il a également dû s'occuper de la fourniture d'engrais, de pommes de terre de semence, de câbles électriques etc... Nous sommes encore loin de la moisson ; il faut cependant dès à présent s'occuper de la ficelle de lieuse que nous avons eu tant de peine à nous procurer l'été dernier (produit exotique : le sisal) .. Il faut donc espérer que les cultivateurs apporteront au pays le maximum de produits pour alléger les graves difficultés de ravitaillement et éviter la disette et la famine... »

Le 23 novembre 1940, Le Figaro littéraire ironise sur une réunion d'écrivains à laquelle Marcel Braibant a participé (voir ci-contre)⁶⁸. Le « populiste » Braibant, dénomination qui correspond à sa publication de l'anthologie Les paysans d'aujourd'hui » (Mercure de France, 1939) a bien d'autres préoccupations d'écriture que les belles lettres. À la demande de Christian von Lüttichau (voir plus haut), Marcel Braibant écrit un exposé de trois pages datées du 25 novembre 1940 sur les chômeurs de l'industrie et leur utilisation potentielle à la campagne "si certaines conditions morales et matérielles sont préalablement réalisées. Le lieutenant Marcel Braibant » s'adresse "à M. le Docteur Comte de Lüttichau, Haut Commandement Allemand" .

Marcel Braibant écrit : "Vous m'avez fait l'honneur de me demander mon avis sur l'utilisation des chômeurs de l'industrie aux travaux de la terre, dans les régions où le manque de main d'oeuvre compromet le plus gravement la productivité agricole. Je crois que l'opération peut être entreprise et qu'elle est susceptible de donner des résultats appréciables, au point de vue social, et dans l'ordre économique, si certaines conditions morales et matérielles sont préalablement réalisées.(souligné dans l'original, K.S.)" Sur trois pages et demie, tapées, Marcel Braibant exprime des propositions toujours à la défense de la liberté individuelle, des conditions de

68 Pourquoi une telle ironie ? Parce que ceux qui, se disant « populistes », dénoncent une littérature « inféodée au capitalisme » ? Ou parce Jacques Dyssord (1880-1952), baron de naissance, poète, romancier et journaliste, publie des articles intitulés « Baudruches » dans La France au travail » journal collaborationniste et antisémite, où il accuse des collègues écrivains d'avoir contribué à la défaite ? Interdit de publication à la Libération, il arrêtera d'écrire. Le fils de sa compagne Marguerite Clot, qu'il avait adopté, meurt en 1944 à Mauthausen, camp destiné à éliminer par le travail forcé notamment des intellectuels des pays occupés.

travail et de vie et, autant que possible, du bien-être de ses compatriotes: "Pour que les chômeurs se décident à quitter volontairement la ville, pour qu'ils restent ensuite au village, qu'ils y retrouvent le goût de la terre et, ce qui n'est pas moins souhaitable, qu'ils y demeurent lorsque la paix reviendra, il faudra créer une organisation délicate : de son fonctionnement dépendra le succès ou l'échec de l'entreprise. Cette organisation devrait comporter des directions régionales, départementales et d'arrondissement, qui ne seraient confiées, sauf exception, ni aux services du ministère du Travail, ni à ceux du ministère de l'Agriculture. On s'adressera pour la constitution des cadres à des hommes et à des femmes connus pour leur dévouement et leur esprit social et qui acceptent d'être en quelque sorte LES TUTEURS des chômeurs et de leur famille... Noble tâche qui exigera des coeurs élevés et des volontés que rien ne rebute. Cette organisation devra être créée au plus tôt pour permettre l'installation des chômeurs avant les premiers beaux jours, à la veille des travaux du printemps, la saison la plus favorable pour un retour à la terre." S'il y a collaboration, on note néanmoins que les intérêts de l'occupant et ceux des occupés dans la matière se confondent et que Marcel Braibant défend plutôt les derniers.

Le "prisonnier en congé" envoyé à Paris en mission par la Kommandantur de Reims négocie les questions de la main d'oeuvre à la campagne. Jusqu'en 1941 Marcel Braibant a plutôt à faire plutôt au 18 avenue Kléber qu'au 77 rue de Lille, à la Militärverwaltung plutôt qu'à l'ambassade d'Allemagne. Un officier allemand de l'administration du ravitaillement (« Kriegsverwaltungsrat ») à Reims lui demande à plusieurs reprises de négocier à Paris la libération d'agriculteurs prisonniers de guerre ou la livraison d'outils, de matériel, de gazole. Marcel Braibant se rend alors avenue Kleber sans pouvoir toujours aboutir. Exemple « *En réponse à votre lettre du 2 septembre 1940, j'ai le vif regret de vous faire savoir qu'il n'est pas possible en ce moment pour les familles de Monsieur Linguer et de Madame Afflard de rentrer chez elles dans le département des Ardennes* ».

Il garde sa solde d'officier durant le temps où il est prisonnier de l'Oflag. Son congé officiel date de juin 1941. À partir de septembre 1941, la Kommandantur de Reims lui fait payer cette somme - 2870 fr. (pouvoir d'achat environs 600 à 700 Euro) pour sept jour par mois de travail de conseiller juridique et agricole. Sa mission prend fin en mars-mai 1943 car "la rentrée de prisonniers ne nécessite plus d'attention" et des "Landwirtschaftsführer" (dirigeants allemands de la production agricole) "sont chargés de ces tâches depuis le mois d'avril".

Marcel Braibant journaliste agricole à L'Oeuvre. L'historien Olivier Wiewiorka a écrit : « Deux pouvoir allemands coexistent à Paris : l'armée (MBF) et l'ambassade. Les deux structures d'esprit fort différent, développent des politiques rivales, chaque institution accorde son soutien à des journaux, des entreprises, des groupuscules distincts. Dès 1940, Gerhard Hibbeln édifie pour le compte d'Otto Abetz un véritable groupe de presse. Mais il est concurrencé par Eugen Gerber qui travaille sous la tutelle de la Propaganda-Abteilung. Directeur de **Paris-Soir** en 1940, ce dernier utilise un « compte spécial » (Sonderkonto, K.S.) pour financer ses projets. Les Allemands versent d'importantes sommes à ce quotidien qui acquiert en sous-main un certain nombre de publications, dissimulant ainsi les sources de financement. À l'automne 1940 la Propaganda-Abteilung décide de lancer un quotidien économique... Côté français la SA « La Vie industrielle » (au capital de 100000 francs) est fondé le 13 décembre 1940»⁶⁹. Reposant sur une solide participation d'actionnaires français, son financement est complexe. « **La Vie industrielle** réussit tout d'abord à conserver une relative indépendance par rapport à la puissance occupante. En effet, les Allemands, bien que bailleurs de fonds ne siègent pas au conseil d'administration ce qui constitue un cas unique dans la presse de zone occupée. Cette autonomie explique dans une large mesure la modération du quotidien économique qui exclut de ses colonnes l'antisémitisme comme l'anti-maçonnisme », sans pour autant exclure un auteur comme Jacques de Lesdain, anti-sémite notoire.

69 « Une droite moderniste et libérale sous l'occupation : l'exemple de *La Vie industrielle* », *Histoire, économie et société*, 1985, 4e année, n°3, p., 397-431.

Ce journal d'une droite libérale qui discute le rôle de l'État autoritaire, interventionniste ou contrôleur, se prononce dès le début pour une « Europe Nouvelle », dans une perspective collaborationniste. Selon Olivier Wieviorka son influence a contribué à ce que, à l'encontre du projet briandiste, l'Union européenne après la guerre sera économique avant d'être politique.

Marcel Braibant reprend donc son activité de publiciste dans la politique agricole, en lien avec les écrits que lui a demandé Lüttichau auparavant. On pourrait s'attendre à ce que son nom apparaisse dans la presse réquisitionnée par le MBF, où ses tâches l'amènent régulièrement. La « Propaganda-Staffel » du MBF est une section annexe. Elle dépend du ministère de Joseph Goebbels et la « guerre pour la presse » entre elle et l'ambassade est presque immédiatement gagnée par la dernière. Pourquoi Marcel Braibant n'écrit-il pas dans *La Vie industrielle* ? Le quotidien débute en 1941 et les oppositions politiques d'avant-guerre peuvent également avoir joué leur rôle : l'équipe de *La Vie industrielle* est dominée par des anciens de l'Alliance démocratique de la III^{ème} République, le parti centriste de Pierre-Étienne Flandin⁷⁰.

Marcel Braibant choisit d'écrire pour *L'Oeuvre*, le quotidien politique maintenant dirigé par Marcel Déat et soutenu par l'ambassade, qui tire à 150 000 exemplaires. Dissident de la SFIO, « néo-socialiste », Marcel Déat travaille avec des hommes qui continuent de se réclamer du socialisme. Jadis professeur de philosophie à Reims, il est une vieille connaissance de Marcel Braibant et il est possible qu'il l'ait sollicité.

Dans un de ses premiers articles "*L'agriculture française et la communauté européenne*" (15 novembre 1940), Marcel Braibant, après avoir critiqué la limitation, par la loi, de la production et du progrès, expose ses conceptions agricoles : "*Notre agriculture peut occuper dans une communauté européenne établie sur des bases équitables et durables une position favorable au relèvement de la France... Il nous faut une politique agricole d'ensemble qui permette à nos cultivateurs de produire en abondance pour vendre bon marché ; conformément au progrès et*

au bon sens ... nous pouvons développer considérablement et rapidement notre production agricole. Pour le profit du pays, de la communauté européenne et l'avènement de la paix économique".

Il revient sur ce thème dans de nombreux articles. Entre les deux guerres, l'agriculture française a souffert d'un manque de débouchés qui a entraîné des restrictions de la production. Les petits producteurs ont subi un appauvrissement du à l'agriculture extensive, politiquement favorisée. L'avenir du pays réside dans un marché ouvert dans une Europe apaisée, où les conditions climatiques et géologiques offrent une place privilégiée à l'agriculture française. L'agriculture sera à l'origine de la relève du pays, mais son industrie se développera également, grâce à l'augmentation de la culture intensive, grâce à la modernisation de l'équipement, à l'amélioration des conditions de vie des

L'agriculture française et la communauté européenne
par Marcel BRAIBANT

NOTRE agriculture peut occuper dans une communauté européenne établie sur des bases équitables et durables une position favorable au relèvement de la France. Mais les remarquables aptitudes de notre sol et de notre climat et les hautes qualités de notre paysannerie ne suffiront pas à nous assurer l'avenir auquel nous pouvons prétendre. Il nous faut une politique agricole d'ensemble qui permette à nos cultivateurs de produire en abondance pour vendre bon marché ; conformément au progrès et au bon sens.

vignes sur fil de fer et pénalise l'abondance de la production au moyen de taxes qui frappent les gros rendements. Mêmes restrictions pour le blé : le prix que touchent les producteurs diminue avec l'importance de leur récolte et les surfaces emblavées sont réduites par l'interdiction de cultiver blé après blé.

Afin de réduire la quantité des légumes, on envisageait en France, au moment de la guerre, la limitation des cultures maraichères et l'interdiction pour les ouvriers de l'industrie, possesseurs

70 Pierre-Étienne Flandin (1889-1958), avocat, pilote aviateur, chargé en 1917 d'organiser la coordination de l'aviation américaine, britannique et française, en 1919 sous-secrétaire d'État à l'Aéronautique et aux Transports aérien. Élu dans l'Yonne, maire très populaire au petit pays, plusieurs fois ministre à partir de 1930, président du Conseil pendant quelque mois 1935/36, Président de l'Alliance démocratique depuis 1933, mène campagne contre le Front populaire, Munichois, vote les pleins pouvoirs à Pétain qui l'appelle lors de sa tentative de renvoyer Laval, est Ministre des Affaires étrangères à Vichy pour quelques mois, renonce à toute activité politique et quitte la métropole en octobre 1942. Après la libération il passe 26 mois en prison, une condamnation pour indignité nationale est relevée en juillet 1946, mais lui reste l'inéligibilité, en 1955 il est néanmoins réélu conseiller général du canton de Vézelay.

petits producteurs. Faut-il voir un message d'espoir dans la détresse ? Ou bien l'occasion de jeter les bases d'un changement d'opinion en faveur d'un futur changement fondamental de politique agricole? La poursuite de sa lutte contre les agrariens, grands propriétaires, de l'Union centrale des syndicats agricoles, catholiques et conservateurs, ainsi que ceux de la Société d'encouragement, républicains, prêtant peu attention aux fermiers et aux métayers, peu attention à la vie sociale rurale?

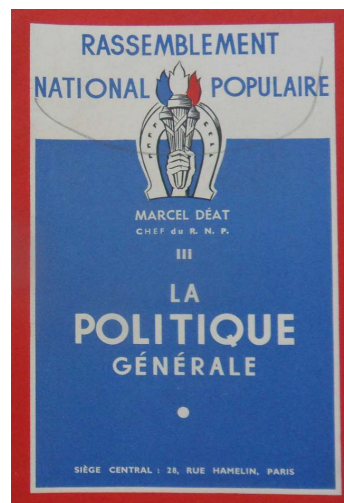
Marcel Braibant prend soin de ne pas déplaire aux défenseurs de l'Europe nouvelle. Il se garde également d'aller au delà du domaine « technique » - oh combien politique, pourtant - de l'agro-économie et de se compromettre ailleurs, sur le plan politique ou idéologique. Il reste patriote et, à sa façon, socialiste. Il répète ce qu'il avait déjà écrit, notamment dans *Messidor*, la revue de la CGT, en 1938 sous le titre : « *Pour la prospérité paysanne, pour la diminution du coût de la vie il faut augmenter la production agricole !* » (n° 12, juin 1938), voire même en 1932 dans le programme du Parti agraire et paysan français. La propagande collaborationniste en faveur d'une France européenne lui offre la possibilité de poursuivre son combat de publiciste pour le développement économique et social du monde rural ; ce combat a été sa raison d'être depuis une décennie, et vraisemblablement aussi la base de ses revenus après sa faillite en 1935. Par ailleurs il n'est pas le seul à voir dans le désastre la chance d'une modernisation.

Marcel Déat (1894-1955) est né à Guérigny/Nièvre dans une famille modeste. Après de brillantes études, il rejoint la SFIO en 1914. Combattant durant la Grande Guerre, il quitte l'armée en 1918 avec le grade de capitaine. Il termine ses études à l'École normale supérieure avec l'agrégation en philosophie et publie sous un pseudonyme *Cadavres et maximes, philosophie d'un revenant* ». Selon Wikipedia « *il exprime son horreur de la guerre, des tranchées, qui explique un pacifisme viscéral qui sera déterminant pour ses choix dans sa carrière. Il est aussi fasciné par la discipline collective et pour la camaraderie au front.* » À Reims, où il enseigne, il est élu conseiller municipal, puis député en 1926. Léon Blum le considère son dauphin. En 1932 il remporte l'élection dans le 20^e arrondissement de Paris contre Jacques Duclos. Il n'est pas le seul qui reproche au parti le refus de toute alliance avec les radicaux et « l'immobilisme » idéologique de la SFIO : un courant de « néo-socialistes » s'est formé qui prônent l'abandon de l'orthodoxie marxiste et défendent le planisme et l'autorité de l'Etat voir l'état autoritaire. Sa chauffe au sein du parti. Fin 1933, suite au XXXI^{ème} congrès, Pierre Renaudel (1871-1935), directeur de l'Humanité pendant la guerre et patron du journal anticolonialiste « Maghreb », Adrien Marquet (1884-1955), le très populaire maire de Bordeaux, Déat et quelques autres députés se voient exclus de la SFIO et fondent le Parti socialiste de France – Union Jean Jaurès. Le jeune normalien Max Bonnafous (1900-1975), proche de Marquet, est nommé président. Mais des différences éclatent et le nouveau parti ne dure à peine plus qu'une année. Meut par le choqué des émeutes anti-parlementaires de février 1934, Marquet accepte le Ministère de travail du gouvernement Doumergue d'union nationale. Pendant les quelques mois de durée de ce gouvernement Pierre Laval, Philippe Pétain et lui engagent un « Plan Marquet » de grands travaux nationaux. Déat le fait exclure du nouveau parti ce qui fait que Marquet fonde « son » parti néo-socialiste en 1935. Marcel Déat, membre de la LICA, pourfend le racisme et l'antisémitisme et, à l'encontre de Marquet, critique violemment la politique allemande. Élu député en 1939 à Angoulême, il soutient l'armistice de Pétain. Puis il prend en main *L'Oeuvre* (fondé en 1904 par un ancien rédacteur du *Matin*, tirage 274 000 en 1939, 131 000 en janvier 1943). Ce journal, qui abrite quelques vieux dreyfusards comme Francis Delaisi, lui sert de plateforme dans ses tentatives de former un parti uni de la zone nord. Pétain déteste Déat, dont Charles de Gaulle, après une seule rencontre dans les années 1930, avait eu une impression excellente et prévoyait un grand avenir politique. Défenseur d'un parti unique dans un état autoritaire, Marcel Déat fonde le Rassemblement national populaire (RNP) en février 1941. Il y associe, à la demande des Allemands Deloncle, de la Cagoule et d'extrême droite. Mais il se rend compte très vite de l'échec de cette association « contre nature » : à partir d'octobre 1941, il s'appuie exclusivement sur des anciens socialistes et sur l'ambassade allemande dans la perspective de la « Nouvelle Europe ».

Le RNP défend un antisémitisme un peu moins violent que son concurrent majoritaire, le Parti populaire français (PPF) de Jacques Doriot, qui, bénéficie du côté allemand du soutien d'Himmler. A la différence du PPF, le RNP ne renie pas son passé, sa défense de laïcité et du pacifisme. En 1944, l'occupant octroie Marcel Déat à Laval comme ministre du Travail. En août 1944, il s'enfuit à Sigmaringen puis seul avec sa femme en Italie : il termine sa vie à l'abri de l'église.

Parmi les structures internes au RNP, citons en trois : le Centre syndicaliste de propagande créé par l'équipe du journal syndicaliste *l'Atelier*, Georges Dumoulin, Francis Delaisi, Georges Albertini ; le *Centre paysan* avec Marcel Braibant, René de Robert, membre du Cercle européen comme Marcel Braibant, ingénieur agricole, ami de Déat, Jean Desnots, ancien communiste et trotskiste depuis 1935. Et enfin la *Ligue de pensée française*. Créée en 1942 par René Château, elle regroupe ceux qui s'opposent au suivisme de Déat à l'égard de l'occupant. René Château perd la direction de *La France socialiste* et est exclu du RNP en 1943.

Marcel Braibant écrit donc dans la presse financé ou co-financé par l'ambassade. Il avait rencontré Otto Abetz en 1931 (voir plus haut, chapitre 7 Amitiés internationales II) et avait joué un rôle dans l'organisation et le financement du congrès de Rethel avec l'aide de son beau fils, André Weil-Curiel, co-organisateur de cette manifestation avec Jean Luchaire et ami d'Otto Abetz. Bertrand de Jouvenel, autre proche d'Abetz, constate dans ses *Mémoires* qu'André Weil-Curiel aurait été un ami bien plus intime que lui du futur ambassadeur. André Weil-Curiel avait amené des participants de la réunion de Rethel, parmi lesquels Otto Abetz, à la maison d'Herpy : sa mère et son beau-père ont pu le rencontrer. Dans une note rédigée en juin 1946 pour le juge d'instruction, Marcel Braibant affirmera ne jamais avoir revu Abetz après Rethel. Ses contacts avec lui pendant l'occupation se seraient limités à l'envoi de ses livres adroitement dédicacés, et à une demande d'intervention en Allemagne pour libérer un prisonnier de guerre. Il ne dit pas qu'il s'agissait du fils du sénateur Naudin, grand exploitant agricole de la Nièvre. Il ne dit pas non plus que Hélène Déat lui a demandé d'intervenir, lorsque son mari, blessé dans l'attentat contre Laval en 1941 et convalescent dans leur maison de campagne, avait besoin d'être nourri : en raison de la disette, il avait besoin de la bonne volonté de son voisin, fermier...



Marcel Braibant connaît Marcel Déat depuis que ce dernier était professeur de philosophie, conseiller municipal et député à Reims. L'Oeuvre, dirigée par Déat mène une propagande active en faveur de L'Europe Nouvelle. Déat l'appelle « Mon cher ami » et Braibant s'adresse à « Mon cher ministre ». Il rejoint le Centre paysan du RNP. Au premier congrès du parti, (15 juin 1941 à la Mutualité), Déat annonce à ses « camarades » la révolution proclamée par le gouvernement il y a un an, reste à faire : « Certains petits groupements qui se disent ultra-révolutionnaires-nationaux n'ont trouvé qu'un moyen et un seul, de se faire prendre pour révolutionnaires, c'est de s'en tenir à la partie critique et au nettoyage préliminaire indispensable du champ d'action sur lequel, en suite, il faudra que nous fassions porter notre effort. Les Juifs n'ont plus aucune influence dans ce pays ... (acclamations)... la maçonnerie n'influera plus jamais sur le destin de la France ... (acclamations)... Quand on a dit cela et quand on a pris cette résolution, une fois pour toutes, il reste à faire la révolution... (applaudissements)... Moi, j'ai peur qu'un certain nombre de ceux qui se montrent les plus virulents dans leurs apostrophes n'aient qu'une idée, c'est de détourner suffisamment l'attention des constructions essentielles qui restent à élever, pour qu'on oublie de faire la révolution ... » (discours sur la politique générale).

Le 4 octobre 1941, la Charte du travail instaurée se veut être le pendant dans l'industrie de la Corporation paysanne. Elle interdit la grève, mais fixe un minimum vital de salaire, une vieille demande syndicaliste. Elle préconise l'organisation par branche. Par rapport à l'organisation

corporatiste de la paysannerie Marcel Braibant prévient Déat : « *Je ne crois pas, après avoir y réfléchi, que l'idée que je vous avais soumise d'une pétition ai des chances de réussir actuellement ; il me semble que nous pouvons mieux soutenir les petits éleveurs en aidant la Coopérative qu'ils viennent de créer...* ».

Les coopératives craignent une organisation par branche qui associe le petit au grand producteur et non plus au transformateur, par exemple, de lait et au commerçant. Dans la même lettre du 27 novembre 1941, Braibant confirme qu'il a répondu au « Commandant Borrey », ce que Déat lui avait demandé. Borrey était connu comme spécialiste du Maghreb et de l'Orient. En 1941 son fils était médecin-capitaine au Niger fortement engagé pour la santé public. S'agit-il de lui dans cette lettre perdue, de ce fils – qui se dira « socialiste indépendant » en 1946 ? ⁷¹

Voici la liste des principales contributions de Marcel Braibant à *L'Oeuvre*, souvent à la une :

5 octobre 1940 : « *L'agriculture française s'organise. L'exemple de la Marne.* » L'auteur souligne la nécessité d'augmenter le nombre de coopératives agricoles, beaucoup moins élevé que dans les pays nordiques suite à la politique d'avant guerre qui a retardé le développement.

15 novembre 1940 : « *L'agriculture française et la communauté européenne* ». « *Notre agriculture peut occuper dans une communauté européenne établie sur des bases équitables et durables une position favorable au relèvement de la France.* »



21 décembre 1940 : « *L'agriculture française et l'Europe* » : les chiffres montrent que la production était moins élevée en 1939 qu'en 1914. L'Europe offre la possibilité d'une intensification ; le monde agricole en profitera comme l'industrie française.

13 janvier 1941 : « *A Rethel, il y dix ans. Quand les jeunes Allemands et les jeunes Français cherchaient la paix.* ». « *Il serait beau de commémorer cette année, le 2 août, l'anniversaire du Congrès franco-allemand des Jeunesses. Ceux qui y participèrent, il y a dix ans, ne retrouveraient plus la petite ville qu'ils ont connu. De même qu'en 1918, Rethel n'est plus qu'un monceau de ruines. Mais l'école d'agriculture pourrait encore les accueillir. Qu'il nous soit permis d'y voir un présage : épargné par la bataille, le berceau de la collaboration est resté debout parmi les cendres !* »

7 février 1941 : « *La collaboration agricole* ». « *Au moment où tant de privations nous sont imposées parce que, depuis dix ans, toute notre politique agricole a été orientée vers la restriction de la production la nécessité d'un changement de la doctrine nous acheminant vers l'intensification de la production et l'abondance, nous apparaît plus impérieuse que jamais.* »

30 mars 1941 : « *Il ne s'agit pas de vaincre la France mais de gagner l'Europe. Une conférence du docteur Gerstner* ». « *Il connaît admirablement et il aime la France...* »

27 avril 1941 : « *Une ferme dans un palais. C'est ce que va nous offrir aux Champs Elysées l'exposition de la France européenne* ».

25 mai 1941: « *En marge d'une conférence. Max Clauss, le témoin de Montoire* » Marcel Braibant avait rencontré le jeune Clauss à Rethel, il y dix ans. Ce dernier préparait alors une thèse à Heidelberg et à Paris sur la politique de la France avant 1914 et il avait parlé devant le maire de Rethel qui est « *toujours le même* ». Ce journaliste allemand accrédité au nouveau gouvernement est passé dans les ruines de Rethel, puis à Reims, ville préservée « *avec un silence encore plus poignant, me disait-il, dans la cité préservée que dans les ruines.* » Il s'est « *rendu compte que juin*

71 Francis Borrey (1874-?) était militaire de carrière, conseiller militaire au Maroc et en Chine. En 1911 il avait travaillé et publié une thèse sur la Franche-Comté en 1814 sous la direction d'Albert Mathiez. Dans les années 20 il s'était fait connaître d'un public d'intellectuels par des écrits sur la philosophie en Chine. Il était membre du directoire de la Société d'études robespierristes. <http://ahrf.revues.org/11078?lang=en> ; son fils Francis Maurcie (1904-1976), fut médecin au Niger, co-fondateur avec son ami Issoufou Saïdou Djermakoye du premier parti politique du pays en 1946 et député de l'Union française, un proche d'Edgar Faure.

1940 marquait plus qu'une défaite et qu'il s'agissait d'une révolution passive dont il nous appartient de faire une réalité vivante. »

2 juillet 1941 : « *L'espace vital de l'agriculture française.* » Le secrétaire d'État Backe, l'homme fort du Ministère de l'Agriculture, inaugure une démonstration de la force de la production agricole dans son pays. Le ministre de l'Agriculture Pierre Caziot le reçoit à la Maison de la chimie : « *Nous serions d'autant mieux préparés et disposés de recevoir l'enseignement d'une magnifique expérience (allemande, K.S.) que nous avons, nous aussi, des savants agronomes et que nous n'ignorons pas les méthodes qui permettent d'atteindre aux hauts rendements.* »

10 juillet 1941 : « *Il faut engager sur le terrain de l'agriculture européenne la bataille de la production. Telle est la leçon de la conférence faite hier par M. le secrétaire d'état Backe du ministère allemand du Ravitaillement.* »

17 juillet 1941 : « *La bataille de la production européenne est engagée, déclare M. le Dr. Sohn à la presse.* » Sohn, fonctionnaire du « Reichsnährstand », l'organisation paysanne du Reich, puis adjoint de Reinhardt auprès du MBF, a donné une conférence de presse. Il explique que la Corporation paysanne, instaurée par la loi du 2 décembre 1940 rencontre une certaine critique. Marcel Braibant commente : « *Nous sommes tout à fait d'accord avec M. le docteur Sohn. La corporation est indispensable. Ce que nous combattons ce n'est pas l'institution, c'est la base sur laquelle on édifie une organisation qui ne peut pas réaliser le but poursuivi et qui sacrifie les groupements les plus représentatifs de l'agriculture (c'est à dire les coopératives, K.S.)* ».

6 août 1941 : « *L'accroissement de notre production agricole, condition du relèvement de notre industrie, de notre artisanat et de notre commerce.* » « *Des Français s'imaginent et une propagande s'efforce de persuader que l'Allemagne victorieuse doit anéantir notre industrie et laisser à notre pays qu'une source de l'économie, l'agriculture. Les accords récemment passés entre industriels français et allemands dans la métallurgie, le textile, l'électricité, l'automobile, etc... apportent un premier démenti à ce bobard... Les machines agricoles à la différence de l'outillage industriel ne privent d'ailleurs pas l'homme de son travail... Pour produire beaucoup, le sol doit être gorgé de matières fertilisantes apportées par les engrais...* »

18-19 août 1941 : « *L'Europe ne doit pas attendre. Ne laissons pas diriger l'agriculture française sur une voie de garage.* » L'auteur critique vivement un texte de Michel Augé-Laribé (voir plus haut sur ce dernier). L'analyse des causes du retard historique et les exemples d'autres pays montrent que l'agriculture pourrait se développer beaucoup plus intensément, sauf pour quelque produits de luxe. Voici ce qu'écrivait Augé-Laribé après la guerre dans la préface à la seconde édition de *La situation de l'agriculture française, 1930-1939* : « *Il n'était pas permis alors, de dire tout ce qu'on pensait, ni convenable d'engager une polémique ouverte. Il fallait se borner à laisser parler les faits. Ils ont leur éloquence. Ils parlaient pour nous. On me pardonnera de révéler avec quelque satisfaction que nos maîtres d'un jour ne s'y sont pas trompés. Un attaché de l'ambassade d'Allemagne à Paris a fait une démarche auprès du successeur de M. Caziot qui lui-même, avait déjà opposé aux rêves du secrétaire d'Etat allemand Backe, quelques justes réserves. L'Allemand venait se plaindre de la publication de « ce livre trop pessimiste ».* Pour Michel Augé-Laribé, économiste libéral, ancien radical-socialiste la rentabilité des terres propices pour l'exploitation industrielle lui semblait important et l'était effectivement pour l'économie nationale. Quel intérêt d'insister sur une agriculture qui ne produit que dans des dimensions comparables à ce qu'un propriétaire ou bailleur produit pour le ravitaillement des siens ? Nous avons dit plus haut dans quel sens il contestait le « *déclin de l'agriculture* », base de l'argumentation de Marcel Braibant et nous y reviendrons.

5 novembre 1941 : « *La France européenne ne s'éteindra pas.* Marcel Braibant annonce la poursuite en 1942 de l'activité d'exposition de de Lesdain au Grand Palais (« *La vie nouvelle* ») et la mise en route de son dada, la « *Caravane du Progrès agricole* »...

18 décembre 1941 : « *Si nous avions du soja...* »
L'Institut du soja publie une recette de déjeuner à base de soja. Les autorités devaient encourager la culture du soja, comme aux Etats-Unis, en Amérique du Sud, et récemment « à l'initiative allemande dans les pays balkaniques ».

13 janvier 1942 : « *À la recherche du blé. Si vous n'augmentez pas la ration du pain des paysans, ils continueront à user à leur profit les 'céréales panifiables'* ». L'auteur critique vivement les nouvelles mesures du Ministère d'agriculture et du ravitaillement destinées à limiter les conséquences d'un probable manque de blé, et à mieux régler le marché. Il termine ainsi :

« *Nous pourrions, en outre, améliorer sérieusement notre ravitaillement en pain en cultivant plus de seigle et de sarrasin. Et cela encore est une question d'orientation, d'organisation et de direction de notre économie agricole. Ce n'est pas très compliqué. C'est pourtant plus difficile que de soutenir que les Allemands nous prennent tout, alors qu'il n'ont pas plus besoin pour vivre de nos céréales que de notre beurre, de notre sucre, de nos pommes de terres, de notre électricité.* »
Marcel Braibant défend les intérêts des paysans individuels, qu'il juge insuffisamment rémunérés. Le prix du blé payé à la production est de 290 francs, tandis qu'en Allemagne le paysan reçoit 19 marks, plus une prime mensuelle de 20 pfennig (soit 380 francs et 4 francs), mais est-ce justifié, comme le fait Braibant, d'utiliser ici le cours d'échange officiel? Les paysans du « Reichsnährstand » étaient eux aussi nettement sous-payés.

17 mars 1942 :

« Sur l'esplanade des Invalides vous visiterez à partir de demain l'exposition ambulante du Progrès agricole » 10 avril 1942 : « *La Caravane du progrès agricole est partie sur les routes de France après avoir reçu à Paris 43 774 visiteurs* ». Autant de monde en dix sept jours, c'est un bon début. La prochaine étape sera Versailles où Marc Chevallier, « le grand administrateur », recevra la Caravane ; des confrères de la zone non occupée viendront avec lui. Marc Chevallier est le préfet de Seine et Oise, responsable du camp d'Aincourt près de Mantes. C'est un fonctionnaire zélé de l'internement de communistes : le 27 juin 1941, il en a livré 88 « à la disposition de la Geheime Feldpolizei, Hôtel Matignon ».

12 avril 1942 : « *Le blé et la soudure : la faute, non des paysans, mais des services* ». Ce n'est pas la faute des cultivateurs, si avant la nouvelle récolte, le pain doit être rationné plus sévèrement. « *Qu'on n'oublie pas que ce dur travail est en majeure partie celui de femmes, de vieillards et d'enfants qui remplacent nos prisonniers* ».

Le 18 avril 1942, le gouvernement remplace Pierre Caziot, un ministre de l'Agriculture qui, selon Marcel Braibant a empêché la modernisation, par Jacques Leroy-Ladurie et Max Bonnafous. Marcel Braibant fait ce commentaire : « *Enfin du nouveau à l'Agriculture* ». « *Les bureaux qui restent, lorsque les ministres passent, vont être animés d'un esprit neuf. Luce Prault vient, en effet, d'être nommé secrétaire général de l'Agriculture. Ce poste important ne sera donc plus détenu par l'Action française, et on n'entendra plus dans le cabinet du secrétaire général dire que la bataille pour la production européenne est une f...* ». Luce Prault (1899-1991) exercera une influence considérable dans la politique agricole d'après guerre (voir Luce Prault, *Paysans, votre combat !*, Saint-Etienne 1963).

4 août 1942 : « *Pour améliorer le ravitaillement : Un intendant ou un épicier ?* » Avant la défaite, le ravitaillement local et régional était dans les mains des intendants militaires, des



juristes qui, selon Braibant, méprisaient les spécialistes ; aussi le ravitaillement fut une catastrophe. « *Qu'on appelle au ravitaillement quelques-uns des hommes de métier de ces grandes maisons de commerce ou de ces grandes sociétés coopératives qui faisaient un chiffre d'affaire considérable...* », car « *il y a encore, malheureusement en sommeil, les organisations coopératives qui pourraient apporter le plus utile concours au ravitaillement. La coopération est actuellement paralysée par les trusts, par la paperasserie et par la concurrence du marché noir ; mais dès demain, elle peut renaître....* ». La polémique sur la séparation des deux ressorts dure depuis un certain temps. Le ministre des Finances Pierre Cathala plaidait pour une séparation ; Pierre Laval s'est décidé pour l'union.

La contribution de Marcel Braibant à *L'Oeuvre* s'arrête alors. Il a publié également dans des hebdomadaires tels que *La Terre Française* ou *L'Atelier* ainsi qu'au début l'un ou l'autre contribution dans *Les Nouveaux Temps* » de Jean Luchaire et dans *La France au Travail*, prédécesseur de *La France socialiste*, dirigé par René Château. L'ambassade allemande lui avait demandé son accord pour faire paraître la traduction de quelques articles dans la *Pariser Zeitung*. Enfin Marcel Braibant lui-même avait repris contact avec Max Clauss (cf. chapitre VII) alors rédacteur de la *Deutsche Allgemeine Zeitung* (ultérieurement rédacteur du magazine de propagande militaire *Signal*, réputé pour ses photographies). Une lettre à Clauss du 10 juin 1941 sera reprochée à Braibant en 1946 : « *Je vous ai indiqué que, comme vous le verrez d'ailleurs dans l'article ci-joint, j'écrivais dans la Pariser Zeitung: malheureusement, la réduction du nombre de pages de ce journal ne permet plus de publier que de brefs échos sur les questions économiques. Je serais heureux de pouvoir écrire dans d'autres journaux pour y répandre mes idées et aussi, je ne vous cache pas, pour me permettre de réparer un peu les conséquences lamentables que la guerre a pour ma famille et pour moi. Comme je vous l'ai dit, la propriété d'Herpy n'a pas été cette fois complètement détruite, mais tout ce qui la garnissait: meubles, literie, linge, vêtements, argenterie, cave etc... a entièrement disparu et vous savez que cette fois nous ne recevons pas d'indemnité de dommages de guerre. A Reims également, j'ai beaucoup perdu.* » Une indication que Marcel Braibant peine à gagner sa vie ? Notons qu'il ne dit pas que « la propriété d'Herpy » tel que Clauss l'avait connu en 1931 n'est plus la sienne.

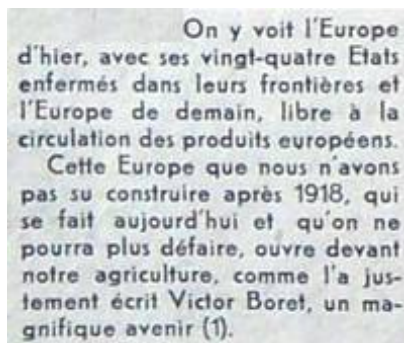
Un texte de Braibant « *Landwirtschaftskommissar der France Européenne* » (Commissaire à l'Agriculture de la France Européenne) paraît dans le prestigieux *Das Reich* du 2 juin 1942, titré, « *Der Auftrag der Bauern* » (La mission des paysans). L'incompétence prolongée des gouvernants a fait que la production agricole a longtemps été réglementée à la baisse, excepté dans les régions comme la Champagne où on fabrique des produits de luxe. À l'avenir, une intensification considérable est possible mais elle demande une modernisation technique et le consentement des paysans. Une « *Caravane du progrès technique* » sillonne le pays il serait intéressant d'étudier son succès auprès des paysans. Dans ce texte, il s'agit du passé et de l'avenir, mais pas du présent des taux de production.

Après la guerre, Marcel Braibant affirme d'avoir arrêté sa contribution à *L'Oeuvre* quand le journal s'est prononcé pour le STO. La demande croissante d'ouvriers qualifiés de l'occupant a contribué à la chute du gouvernement Darlan. La déclaration de la « Relève » par le gouvernement Laval date du 22 juin 1942. Son échec entraîne la première loi sur le Service du travail obligatoire du 4 septembre 1942 : toute personne âgée entre 18 et 50 ans peut être appelée à un travail dans l'intérêt de la nation ; puis la loi du 16 février 1943 appelle tous les jeunes gens nés entre 1920 à 1922.

La Terre française est dirigée jusqu'en 1942 par le très jeune André Bettencourt (1919-2007). Au terme d'une grande carrière politique et d'homme d'affaires, maintes fois décoré et reconnu comme résistant, il sera rattrapé par ce qu'il qualifiera comme une « erreur de jeunesse », le zèle d'un jeune journaliste à vouloir et même dépasser ses patrons par un antisémitisme exalté. Il semble qu'on ait demandé à Marcel Braibant son opinion sur *La Terre française* car le 21 février 1942, il écrit à une personne de l'Ambassade, sans doute Gerstner : « *En ce qui concerne **La Terre***

*française, j'ai constaté une amélioration certaine mais il a encore bien des modifications à apporter au journal pour qu'il puisse remplir son rôle de guide de la paysannerie française vers une nouvelle politique, nécessaire à une économie européenne. Je crois enfin devoir vous signaler que pour répondre à votre désir j'ai écrit pour **La Terre française** trois articles, dont aucun n'a été publié, malgré l'approbation de vos collaborateurs. »*

Dans cette lettre, Marcel Braibant dénonce le travail de Marcel Ventenat, ingénieur des mines, proche de Flandin, qui, dans La Vie industrielle du 11 février, a publié un article « d'inspiration officielle » - comme en témoigne la référence à Pierre Caziot, le ministre de l'Agriculture - dans lequel il « s'efforce de limiter les possibilités de l'agriculture française ». Marcel Braibant a recueilli des documents prouvant que « la doctrine officielle est nettement contraire à l'augmentation de la production agricole et que la volonté de ne pas participer à la bataille de la production européenne ne fait aucun doute. » La ligne éditoriale de La Vie industrielle ne suit évidemment pas l'idée d'un Marcel Braibant qui voudrait mettre le développement de la vie rurale au premier plan, devant celui de « la vie industrielle ». Vouloir montrer face aux exorbitantes exigences allemandes que la capacité de production a sa limite me semble plutôt « de bon usage ». Braibant ne dit d'ailleurs pas le contraire, la « bataille de la production européenne » selon lui, ne portera des fruits qu'à l'avenir. Alors qu'est qu'il veut que Gerstner (si c'est bien lui à qui s'adresse la lettre) comprenne ?⁷²



On y voit l'Europe d'hier, avec ses vingt-quatre Etats enfermés dans leurs frontières et l'Europe de demain, libre à la circulation des produits européens. Cette Europe que nous n'avons pas su construire après 1918, qui se fait aujourd'hui et qu'on ne pourra plus défaire, ouvre devant notre agriculture, comme l'a justement écrit Victor Boret, un magnifique avenir (1).

Le publiciste d'un patriotisme « opportun ». À Berlin on poursuit le double intérêt de l'occupation en France: ravitailler les troupes sur place et profiter de la production industrielle du pays, notamment de celle qui soutient la guerre. Un « surplus » du secteur agricole est toujours bien venu au Reich. Pour toute la diplomatie de « partenariat » il s'agit de contenir les perturbations de la production c'est à dire de maintenir l'ordre. Par une répression féroce certes, mais qui a ses limites dans les coûts (en hommes et en matériel) et dans la mesure où elle influence le niveau de production. Le maintien d'une « vie culturelle » est important. Les services d'Abetz s'en chargent. Mais en premier lieu pour l'ensemble de la population figure le ravitaillement. D'où l'intérêt allemand d'une « bataille de production » en France. Backe, l'initiateur de la « Bataille de la production » (« Erzeugungsschlacht ») en Allemagne en 1934 réalisée avec un certain succès par des experts comme Reinhardt, a son idée abstraite en tête. Seulement, l'armistice ne signifie évidemment pas le retour à la normalité, loin de là. Dans la situation désolant du pays l'administrateur français se soucie de la pénurie, il a un intérêt de restaurer l'agriculture et le ravitaillement. Mais se disant que les problèmes ne sont venus qu'avec la défaite, il n'a aucun intérêt d'intensifier la production au profit de l'occupant. La situation est pourtant plus complexe. Entre les « stratèges » berlinois du pillage et l'administration française furent placés les « surveillants » du MBF notamment la section agriculture et ravitaillement de l'administration militaire. Supposons que Reinhardt ne ment pas quand il affirme en 1948/49 qu'il a toujours voulu respecter la convention de la Haye de 1907 en agissant de tel façon que « nous puissions revenir » - sous-entendu « agissant dans mon secteur » ce qui paraît pathétique vu ce que « nous » faisons ailleurs. Donc supposons qu'un administrateur militaire ait pu jouer dans une certaine mesure le rôle de rempart contre les exigences de plus en plus illégales et insensés des diverses autorités du régime. Il semble évident qu'il joue sa position comme il est évident qu'il est soutenu par les deux MBF Stülpnagel qui lui ont obtenu les plus hautes décorations (« du Fuehrer »), dont le summum, la « Croix du chevalier » (Ritterkreuz) en 1943⁷³. Pour Berlin l'expert de l'intensification de la

72 Marcel Ventenat s'était profilé dans les années trente dans la Jeunesse Républicaine, section de l'Alliance Démocratique de Flandin. l'ingénieur des mines, un « inconditionné » de Flandin,

73 La plus haute décoration pour un administrateur militaire en reconnaissance d'abord, je suppose, du bon fonctionnement du ravitaillement de la troupe mais aussi de sa contribution au maintien de l'ordre. Une tentative

production allemande reconnu dans son efficacité n'a qu'à « activer » un potentiel négligé de production agricole en France. Mission quasiment impossible vu les circonstances. Il peut faire comprendre que même en temps de paix en Allemagne le succès n'est pas venu du jour au lendemain. Il fomenta aussi bien que possible l'approvisionnement en semences, en engrais, en fuel etc. Son sort personnel dépend de la bienveillance de la hiérarchie militaire mais également d'un minimum de compréhension et de reconnaissance, de « collaboration » des vis-à-vis français pour son rôle « d'intermédiaire » entre Berlin et eux. Il l'obtient et il réussit d'être maintenu jusqu'à la Libération. En absence de moyens de réalisation que sert mieux pour maintenir l'apparence d'activité qu'une campagne de motivation pour la « bataille de la production ». ⁷⁴ D'où l'intérêt de Reinhardt pour la « collaboration » de Braibant.

Au début de 1941 Marcel Braibant publie son cinquième livre, *La France paysanne et l'Europe* chez Sorlot, l'éditeur de *L'Action française* avant la guerre. La commission consultative de l'épuration reprochera à cet éditeur neuf livres notamment écrits par Charles Maurras, Herbert Backe, Georges Soulès, alias Raymond Abélio et Marcel Braibant. Il s'est fait préfacier ce petit ouvrage à la gloire de l'agriculture française par Victor Boret ⁷⁵. Radio Londres ne tarde pas à incriminer "*la propagande pro-allemande*" de Braibant et Boret. De son côté, la *Pariser Zeitung* fait le commentaire suivant dans sa page économique : « *Il attire l'attention sur l'expérience allemande et son grand essor, mais sans se référer aux idées de principe de la politique agraire national-socialiste. C'est peut-être le seul reproche qu'on peut faire à l'étude de Braibant. Le manque est d'autant plus regrettable que la France pourrait apprendre énormément du modèle allemand et elle pourrait éviter des erreurs que nous avons commis au début.* » (*Pariser Zeitung*, 10 avril 1941).

À l'ambassade, on voit en Marcel Braibant un propagandiste bienvenu, proche du « Groupe Collaboration », cher à Otto Abetz, et son action pour l'Europe nouvelle. Julien Prévotaux, (*Un européisme nazi : le Groupe Collaboration*, Paris 2010), cite Braibant à plusieurs reprises comme membre de ce groupe. Qu'en est-il ?

La propagande en faveur d'une « Europe Nouvelle », d'une « famille des peuples de l'Europe » ("Völkerfamilie" – expression d'Hitler) en couverture du pillage au service de la guerre a sa contrepartie « sérieuse », « scientifique » dans le travail de théoriciens – voir Werner Best plus haut – de planification juridique et économique du « Großraum » (grand espace) international. En 1939, Werner Daitz, (1884-1945, chimiste à l'IG Farben directeur de la section du commerce extérieur au service de politique extérieure du Parti) avait fondé la Gesellschaft für europäische Wirtschaftsplanung und Großraumwirtschaft (Société pour la planification de l'économie européenne et l'économie des Grandes espaces). D'illustres représentants du Parti nazi y participent : Carl Schmidt, Theodor Vahlen, Rudolf Menzel. Werner Daitz est un des idéologues de la planification pour une Europe "*sur fond de race et d'espace vitale des peuples : l'Europe aux Européens*" ⁷⁶. En 1944, il publiera une *Europa Charta* (Charte pour l'Europe), que Georg Ebert, représentant de l'institut de Daitz à Paris devait publier en version française ; ce projet échouera en raison de la Libération. ⁷⁷ En 1944, Daitz demandera aussi à Ebert un exemplaire du récent livre de Marcel Braibant que Ebert lui fera parvenir.

Le « Groupe Collaboration » (GC) pour une France européenne est un renouvellement élargi du "Comité France-Allemagne" (CFA), ce volet français de la nouvelle DFG (pour celle

d'obtenir du Fuehrer la même décoration pour Elmar Michel a échoué « la décoration étant réservée à une mission couronnée de succès »

74 Bataille « européenne » officiellement, bataille pour la chimérique race nordique vu le génocide, le sort des agriculteurs polonais...

75 Victor Boret 1872-1952, négociant en grain, sénateur de la Vienne de 1927 à 1936, qui de 1917 à 1919 avait été ministre du ravitaillement et de l'agriculture de Clemenceau, puis en 1933, au retour d'un voyage en URSS, auteur de "Le Paradis infernal". Le sénateur de la Vienne avait voté pour la constitution vichyste. Voir également plus haut, chapitre 8.

76 Voir Le trail de Gerd Simon sur Daitz, dont <https://homepages.uni-tuebingen.de//gerd.simon/DaitzEuroCharta.pdf>

77 Voir lettres d'Ebert à Daitz, Archives nationales, actes de la Haute Cour de Justice, dossier Cathala

d'avant 1933 voir le chapitre « Amitiés Internationales »). Le Groupe prône un Ordre nouveau européen, s'engage dans l'action culturelle plutôt que politique, se fait financer par l'ambassadeur allemand et par l'ambassadeur de Vichy auprès de l'occupant, Fernand de Brinon. Il recrute son comité d'honneur parmi des personnages connus de la vie culturelle de Paris et se donne aussi un conseil d'administration. puis il élit le 28 février 1941, son comité directeur. Alphonse de Châteaubriant (1877-1951, écrivain, prix Goncourt), en est le président ; Jean Weiland (1884-1971) ancien commerçant de champagne, lié pour cette raison à Johann Ribbentrop, le ministre des Affaires étrangères d'Hitler et membre du CFA, en est le vice-président et le directeur général. Des sections du GC sont créées. Tout d'abord, la section économique et sociale dirigée par l'architecte Paul Marne qui défend la notion d'une "économie distributive" chère à Jacques Duboin. La section scientifique est dirigée par le chirurgien Charles Claué. La section littéraire est dirigée par René Pichard du Page, conservateur de la bibliothèque de Versailles ; le théâtre par l'auteur dramatique Jean Sarment ; la musique par Max Ollone, directeur de l'Opéra Comique ; les arts plastiques par Georges Grappe du Musée Rodin. Une section Jeunes de l'Europe nouvelle (JEN) est dirigée par Marc Augier, ancien socialiste, puis par Jacques Schweitzer. Une section juridique suit en juin 1942, conduite par Louis Le Fur, ancien catholique radical, puis par Maurice Gabolde, garde des Sceaux du cabinet vichyste de Laval. Les adhérents au GC sont d'abord concentrés à Paris, puis le Groupe s'implante en province, plus au nord qu'au sud.⁷⁸

Le 25 septembre 1941, Marcel Braibant donne une conférence au Grand Palais "L'Europe, espace vital de l'agriculture française" qui sera publiée dans la série des cahiers « Les Conférences du groupe "Collaboration" ». Lors de l'instruction de 1946, il affirmera n'avoir jamais adhéré au groupe et que sa conférence a été publiée sans son accord. Sa brève correspondance avec

Jean Weiland nous apprend qu'il a demandé d'être présenté à son auditoire et qu'on lui impose de soumettre le texte de sa conférence ou à Gerstner ou à Achenbach une semaine avant son discours.

Karl-Heinz Gerstner, son contact à l'ambassade « l'encourage » a plusieurs reprises. Le 28 février 1941 il lui signe une attestation en allemand destinée aux services de l'occupant, probablement aux autorités militaires à Châlons et à Reims : « M. Braibant participe à Paris activement à la propagande de la collaboration économique franco-allemande. Avec l'accord de l'ambassade il a entre autres publié quelques articles sur des problèmes agraires franco-allemands dans le journal français *L'Oeuvre*. Sur la demande de l'ambassade il a mis d'autres articles de ce genre à la disposition de la *Pariser Zeitung*. Dans une brochure à paraître, il traite de la problématique agraire dans le futur grand espace économique de l'Europe, une publication pleinement soutenue par



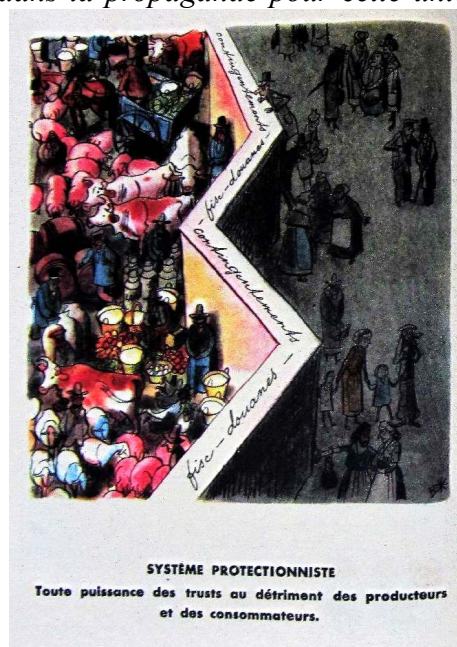
78 C. Brice, *Le Groupe Collaboration, 1940-44*, maîtrise, Paris I Sorbonne, 1978, Barbara Unteutsch, *Vom Sohlbergkreis zur Gruppe Collaboration*, Münster, Kleinheinrich, 1990.

l'ambassade. Et suite à l'intervention de l'ambassade, M. Braibant participera dans sa spécialité de travail à la préparation de la grande exposition économique « La France Européenne » qui ouvrira ses portes à Paris au mois de mai. La présence fréquente de M. Braibant à Paris est donc désirée dans l'intérêt allemand et je prie toutes les services allemandes de l'aider autant que possible » (traduction K.S.).

Le dimanche 30 mars 1941, *L'Oeuvre* publie à la une le compte-rendu de Braibant d'une conférence de Gerstner du vendredi précédent à la Maison de la chimie : « *Il ne s'agit pas de vaincre la France, mais de gagner l'Europe* ». La veille le Conseil des ministres à Vichy a déclaré le 1 mai, « *jour de la Saint Philippe* », fête du travail et de la paix. Il a nommé Xavier Vallat à la tête du Commissariat général aux question juives. Il a tenté d'acheter 500 000 tonnes de blé aux États-Unis. L

Le 19 juin Gerstner commente un article de Braibant paru dans *L'Oeuvre* sur les coopératives agricoles : « *Vos idées sont aussi les nôtres et je vous prie de continuer dans cette voie qui à ma conviction est la seule* ». Il le prie de « *faire part à Déat de tout mes consentements et appuis* » pour sa propagande en faveur des coopératives agricoles. Le 8 août 1941, Gerstner écrit à Braibant, son « *cher monsieur* » au sujet d'un article sur « *l'accroissement de la production agricole, condition de la relève de l'industrie, de l'artisanat et du commerce. Il est tellement juste et nécessaire de répéter aux Français que l'Allemagne n'a pas du tout l'intention de restreindre l'industrie française et de faire de la France un pays exclusivement agricole... Je vous prie de faire part à Monsieur Déat que nous travaillons en plein accord dans la propagande pour cette union européenne qui nous est chère* ». On peut se demander à la lumière de la biographie de Gerstner jusqu'où les deux hommes se sont fait confiance sur leurs intentions.

Une brochure de propagande. En mars 1942 les éditions Schall publient une brochure « Renaissance de l'agriculture française », illustrée en couleur par Georges Beuville, dessinateur renommé, et préfacé par Marcel Braibant. Ce dernier dans sa préface : « *Si la question agricole n'était qu'une question de ravitaillement de temps de guerre il n'y aurait qu'à souhaiter la fin des hostilités pour la résoudre ; mais c'est un problème de paix ou mieux une série de problèmes permanents que la renaissance de l'agriculture française engage à la fois et qui relèvent de notre politique générale: politique intérieure, économie, fiscale, sociale, autant sinon plus que de la politique étrangère ... Cette primauté bienfaisante de l'agriculture, nous l'avions, à nos dépens comprise pendant l'autre guerre ; mais aussitôt que les cloches ont sonné allègrement l'armistice de 1918, nous l'avons oubliée. Et nous souffrons davantage aujourd'hui parce que d'une guerre à l'autre, nous avons continué à sacrifier notre agriculture et à abandonner nos villages : de 1921 à 1931, 1 313 000 travailleurs ont quitté la terre ; depuis ce dernier recensement, la désertion des campagnes a continué. Auprès de nous cependant d'autres peuples développaient intensivement, comme nous aurions pu le faire nous-mêmes, la production de leur sol et leurs étables... La renaissance de notre agriculture dépend donc de notre organisation intérieure, de l'instauration d'un État fort, indépendant des puissances d'argent, de notre discipline et nos relations avec les peuples qui nous entourent. Il ne suffira donc pas de ne plus faire la guerre pour que notre agriculture renaisse. En appelant l'attention générale sur nos richesses agricoles, sur la possibilité des les accroître, sur les moyens d'y parvenir dans l'intérêt de la France et de la communauté européenne, la présente brochure que j'ai lue avec grand plaisir et que j'ai l'honneur de présenter aux lecteurs, sera des plus utiles. Je souhaite quelle soit largement diffusée et que tous ceux,*



paysans ou citadins, qui en prendront connaissance comprennent que la renaissance agricole s'identifie pleinement et heureusement avec la renaissance française ».

On ne sait qui a écrit ce texte préface par Marcel Braibant. Que sont les éditions Schall ? Selon un article de Philippe Schall dans *l'Huffington Post*⁷⁹, l'Agence Schall Press des frères Raymond (photographe) et Roger remporte un grand succès de 1931 à 1939. Puis Raymond est mobilisé, son bataillon est capturé en Alsace en 1940. « *Durant la captivité, la détermination de Raymond s'accroît de jour en jour... sa volonté d'expression incisive contre l'ennemi lui dicte de reprendre sa liberté et il se sépare de sa prise de participation dans Studio Schall.* » Les Editions Schall ont créées dès son retour au 38 rue Coulaincourt. Selon Philippe Schall en 2014, le fils de Raymond, la première publication, un livre de photos, « *Reflets de France* » paru en 1942 comme la brochure, aurait vu le jour « *dans un Paris humilié, meurtri, sous la menace permanente des dénonciations et des perquisitions, (où) l'éditeur et ses photographes commencent, secrètement, le long et dangereux travail d'information du futur À Paris sous la botte des nazis* » ». Philippe Schall fait référence à un livre qui sera publié en 1944 après la Libération puis publiée à nouveau aux Editions du Cherche Midi en 2014, *À Paris sous la botte des nazis. Ce que les Français ne doivent jamais oublier.*

Au Centre paysan du RNP. Les 2 et 3 mai 1942 à la Conférence syndicale ouvrière et paysanne du RNP (600 délégués) où « *Marcel Déat fait applaudir la naissance d'un ordre nouveau qui enterrerait le capitalisme* » (L'Oeuvre, journaliste Adrien Briollet). Marcel Braibant « du Centre paysan » est présent : « *Nous devons déjouer les manœuvres de ceux qui cherchent à diviser la classe paysanne et la classe ouvrière. Il faut que le Président Laval soit écouté pour que demain il rentre le plus grand nombre de prisonniers dans leur foyers* ». L'Oeuvre poursuit : « *Après avoir cité des chiffres éloquentes sur la production de notre pays, M. Marcel Braibant se lève contre la politique de blocage de MM. les intendants, il préconise une politique des engrais, une politique des semences. Il faut un plan de la production. Il faut créer une mystique de la production Il faut créer une économie européenne.* » On remarque ici l'usage du mot « *mystique* » dans un sens positif et davantage utilisé que celui de « *propagande* ». Parmi les autres discutants, citons René Eloy, Georges Dumoulin, Edouard Chaux. Dans la résolution final, les délégués « *croient indispensable*



de rappeler que depuis l'été 1940 ils se sont élevés contre tout attentisme en matière de rapports internationaux, et ils se sont prononcés franchement et sans équivoque pour la collaboration franco-allemande, condition préalable à toute politique de construction européenne. » Le mot d'ordre est : « *Pour la Nation par le socialisme, par l'Europe, par la Paix* ». Cette rencontre est également évoquée dans *L'Atelier*.

Ce journal, « *hebdomadaire du travail français* » a publié une première contribution de Marcel Braibant dans le numéro du 28 mars 1942 : « *L'Agriculture, élément de paix et d'union* ». Suit une série de contributions durant le mois de mai. Le 2 mai sur la « *conservation et la transformation des produits agricoles. Le meilleur client de l'agriculture : l'industrie* ». Le 9 mai, constat est fait que « *le Centre paysan est bien vivant* ». Marcel Braibant avoue qu'avant les « *Journées ouvrières et paysannes* », lui et ses camarades du comité de direction s'étaient demandés s'il y aurait du monde à la réunion. Le monde agricole souffre de « *la prolongation de la mauvaise saison et les cultivateurs ont*

⁷⁹ *Huffington Post*, 18 juin et 18 août 2014 : http://www.huffingtonpost.fr/philippe-schall/paris-occupation-allemande_b_5438076.html.

tant d'obligations de toute sorte, notamment pour le remplacement de leurs chers prisonniers... ». La crainte s'avère infondée. La participation dépasse les attentes. Le sujet de discussion est la Corporation paysanne : « *Nous savons qu'elle est indispensable et tout ce qui concerne la production agricole doit être désormais l'oeuvre, non plus d'assemblés incompetentes et agissant dans un but politique mais des producteurs eux-mêmes agissant par leurs délégués. Ce que nous critiquons c'est la conception de la Corporation telle qu'elle est envisagée par la Commission chargée de son organisation et l'impuissance de cette commission... qu'on ferait mieux de désigner sous le titre de commission de désorganisation de la paysannerie* ».

Lors de ces journées le syndicaliste Georges Dumoulin brasse un tableau de l'avenir européen : « *Et si on examine la question à fond, on voit qu'elle se rattache au problème des prix et à celui de la sécurité de l'épargne paysanne. C'est donc une monnaie européenne, conditionnée par l'organisation européenne que nous devons choisir* », Dumoulin poursuit : « *Ou alors, gare à la bolchevisation, à l'esclavage, à la bureaucratie paralysante.* ».

De son côté, Marcel Braibant réclame un plan de production agricole et le contrôle de l'organisation de la Corporation par le Centre paysan pour conclure : « *La renaissance paysanne sera la renaissance française et aussi la renaissance européenne* ». Le 7 juin dans « *Préparons la paix* », il demande qu'on s'occupe, malgré le surcroît actuel de misère, d'une organisation solide de la corporation pour ne pas retomber dans la situation entre les deux guerres. Il prône la gestion de l'agriculture nationale par les cultivateurs eux-mêmes, groupés dans leurs organisations professionnelles, une gestion des « *débouchés illimités* » d'une France, première nation agricole dans l'Europe d'après guerre. Le 13 juin dans « *Les professions agricoles* » il montre la diversité des métiers et des industries desquelles dépend la production agricole. Il conclut : « *Ainsi, l'économie générale reconstituée sur une base agricole assurera aux diverses branches de l'activité nationale une stabilité et un équilibre qu'elles n'ont jamais connus* ». Le 20 juin dans « *Le 20000 e retour à la terre* », il critique fortement ce « succès » officiellement proclamé. Qui de ces milliers de personnes s'y fixerait réellement quand les chevaux, les vaches, les outils sont hors de prix, sinon introuvables, quand tant d'ouvriers agricoles des deux sexes restent mal logés, mal rémunérés, insuffisamment protégés par la législation sociale ? Dans ces conditions, même un chiffre de 20 000 personnes serait négligeable en raison de la réduction par la captivité de l'effectif d'avant guerre, et en raison de l'absence des ouvriers étrangers.



Le 27 juin 1942, *L'Atelier* publie « *Comme en 1789* », un plaidoyer de Marcel Braibant pour les petites exploitations. *Un des décors de la Caravane* (celle du « Progrès Agricole », voir plus loin), écrit-il, reproduit un parchemin des paysans de Moët sur Courville dans le bailliage de Reims : ils protestent contre les propriétaires qui possèdent plusieurs fermes, qui tiennent leurs ouvriers enchaînés par les bas salaires et mettent ainsi des fermiers hors d'état de vivre. Le décor de la Caravane signale : « *Cela est encore vrai aujourd'hui. Il faut donc empêcher la construction de grands domaines et l'accaparement des fermes et donner enfin aux fermiers et aux métayers le statut qu'ils attendent* ». Contre ceux qui lui ont reproché ce décor, Braibant invoque l'opinion de

Pierre Caziot, ex-ministre de Vichy, « *pas suspect aux éléments conservateurs* », qui s'était également prononcé pour la multiplication des petites exploitations. Une étude récente sur la corporation montre le désarroi des jeunes agriculteurs qui ne trouvent plus de fermes à acheter. Marcel Braibant conclut : « *La situation est donc bien, de nos jours, la même qu'en 1789* ». Sur la même page de *L'Atelier*, de Robert, le président du Centre paysan du RNP, tente de réconcilier la souveraineté de l'assemblée générale des coopératives avec le pouvoir central du ministère médiatisé par la corporation. Il s'oppose à la diminution de l'autorité des assemblées des coopératives.



De gauche à droite :
M. René Baschet, directeur de l'illustration;
M. Marcel Déat, prononçant son discours;
M. le conseiller Feihl, de l'Ambassade d'Allemagne;
M. Jacques de Lesdain;
M. le conseiller Buscher.

La collaboration de Braibant à *L'Atelier* semble s'arrêter avec « *Agriculture et Ravitaillement* » publié le 27 juillet 1942. Il y critique l'impossible union de deux compétences totalement différentes en un seul ministre, en l'occurrence Jacques Le Roy Ladurie. Marcel Braibant estime que le Ravitaillement demande un spécialiste purement technique de la distribution, tandis que le ministre de l'Agriculture doit connaître la production agricole, ses conditions et ses besoins ; il doit s'occuper de la politique, de la communication, des structures du monde agricole, de la psychologie de la paysannerie.

La première grande manifestation du « Groupe Collaboration », fortement soutenue par l'ambassade, est l'exposition "La France européenne" au Grand Palais, une démonstration des prouesses françaises dans de nombreux domaines - industrie, artisanat, agriculture - "*le principal de son apport au monde qui s'édifie...*" selon de Brinon qui souhaite que les Français y trouvent "*de solides raisons d'espérer*". L'idée vient de Jacques Bouly de Lesdain (1880-1977) ancien aventurier, diplomate, journaliste, publiciste et conférencier prolifique. Depuis décembre 1940, suite à l'intervention de Friedrich Grimm auprès de René et Louis Bachelot, les



M. Jacques de Lesdain (vu de dos) faisant visiter les nouvelles salles à quelques personnalités parmi lesquelles on reconnaît M. Giesenberg (à gauche); M. le conseiller Feihl (au centre) et M. le conseiller Buscher (à droite).

propriétaires du journal, qui se sont opposés à l'intrus, de Lesdain est "rédacteur politique" à *L'Illustration* où il s'attache notamment Robert de Beauplan (1882-1951), auteur anti-raciste du *Drame juif*, paru chez Sorlot en 1939, récemment devenu antisémite⁸⁰. Depuis 1939 de Lesdain s'est comporté en propagandiste enflammé de la politique du Reich, prônant notamment des mesures anti-juives, d'abord à partir de la Suisse, dans la presse - *L'Illustration*, *La Gazette de Lausanne* - avant d'avoir incarné semble-t-il, la malfamée voix de « Radio Stuttgart » jusqu'en juin 1940. Selon Abetz, il s'agit du "rédacteur et speaker le plus efficace dans les appels au peuple français"⁸¹.

Après avoir organisé au Petit Palais avec Jean Marquès-Rivière l'exposition *La Franc-maçonnerie dévoilée*, de Lesdain est le commissaire général à l'exposition du Grand Palais. Ce protégé des allemands attire la critique d'autres « collaborateurs », d'Abel Bonnard à Louis Ferdinand Céline, ainsi celle du suisse George Oltramare (Charles Dieudonné). Selon Jean-Paul Perrin, ce dernier « était le demiurge d'une exposition européenne où l'on avait dépensé les millions de la propagande pour montrer au public une paire de boeufs, une machine agricole et deux ou trois tableaux synoptiques. (...). La calvitie en bataille, belliqueux, avantageux et roublard, il affichait un bel optimisme. Toujours prêt à foncer, mais surtout habile à faire foncer les autres, il se dirigeait d'un pas claudiquant vers une caisse ou un bureau. Vulcain, digne de siéger au Comité des Forges ». Sa femme allemande était semble-t-il une proche de l'amiral Raeder. Après avoir collaboré à la radio à Sigmaringen, de Lesdain se réfugiera en Italie. En 1951, après avoir été condamné à mort par contumace, il réapparaîtra comme traducteur à l'ambassade de France à Rome. Après le retour de de Gaulle au pouvoir, il travaillera pour l'*Osservatore Romano* pendant dix ans ; il trouvera refuge auprès de l'archevêché de Cologne durant les dernières années de sa vie

On voit sur cette image Jacques de Lesdain (de dos) faisant visiter les nouvelles salles à plusieurs personnalités : Giesenberg (à gauche) ; le conseiller Feihl (au centre) ; le conseiller Büscher (à droite). Eugen Feihl (1889-1964), membre du parti depuis 1933 est attaché de presse de l'ambassade avant la guerre et sous l'occupation. Réintégré par le gouvernement Adenauer en 1950, il dirigera le consulat à Naples. Selon son témoignage en 1962 (selon Ahlrich Meyer, *Täter im Verhör...*, Darmstadt 2005) il n'y aurait pas eu de tendances antisémites à l'ambassade ; bien au contraire, des juifs y auraient trouvé de l'aide. Eugen Fehl n'aurait connu le génocide que par ouï-dire.



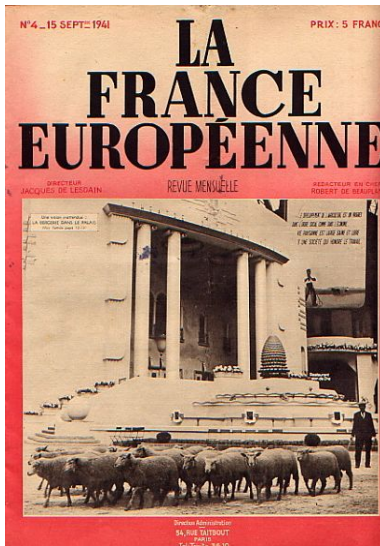
La ferme au Grand Palais : Dans le cadre de l'Exposition « La France européenne », Marcel Braibant est alors nommé Commissaire à l'agriculture. À en croire son témoignage lors de l'instruction de 1946, la proposition lui serait aurait été adressée non à Reims, mais à l'appartement de son beau-fils et de sa femme Léonie, rue de l'Université, par une lettre de Jacques de Lesdain qu'il n'aurait pas connu jusqu'alors. Est-il possible que le passé de de Lesdain et sa propagande notamment antisémite soient échappés à Braibant ? A-t-il subi ou anticipé une quelconque pression ? En fait, Marcel Braibant paraît un excellent candidat à ce poste pour l'ambassade et le groupe Collaboration en raison de ses relations au Majestic, vu la rivalité entre la Militärverwaltung et l'ambassade en matière de propagande,

en raison aussi de sa récente activité de publiciste

80 Voir l'article de Jean-Paul Perrin, [histpressillustré](#) du 21 juillet 2010

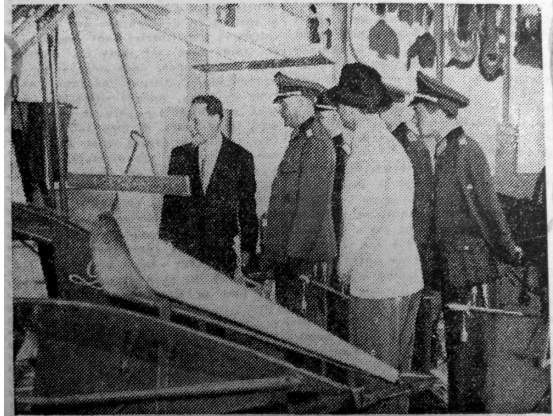
81 Ibid.

Une première question s'est posée : pourquoi Marcel Braibant a-t-il joint l'armée en 1939 ? Une seconde se pose maintenant : pourquoi a-t-il accepté cette mission ? Il semble qu'il y a retrouvé sa



fierté mais aussi sa « cause » à poursuivre. La perte de son « fief » de maire, qui a pu rejaillir sur sa renommée professionnelle, peut l'avoir profondément blessé. La « faillite » qui a détruit une relative indépendance financière, notamment vis-à-vis de sa femme et sa famille n'y est sans doute pas étrangère non plus. La « cause » qu'il a choisie

Le Salon du Progrès agricole



M. Marcel Braibant, commissaire à l'Agriculture à l'Exposition de la France Européenne, conduisant les autorités allemandes à travers les stands. (Photo NORA)

et qu'il poursuit est la compétitivité de la campagne comme lieu de vie et de travail ; la mise à niveau des habitations, de l'éducation, des méthodes et outils de travail ; l'alternative à l'industrialisation qui prévient ses conséquences sociales, notamment l'exode et la commercialisation des terres. Ce n'est pas l'économie qui le préoccupe, mais la modernisation sociale du monde paysan.

A partir du 6 avril 1941 l'exposition doit être montée en 54 jours. Braibant s'inspire de son ancien entourage d'Herpy, actuellement en zone interdite, fait ériger une ferme entière, modèle, à l'intérieur du Grand Palais et demande à Antoinette Pignolet-Cattier, jeune paysanne, d'être la fermière de l'exposition La fermière lui réclame en échange la libération de son mari et de son beau-frère, Maurice et Serge Pignolet, prisonniers de guerre en Allemagne (La Terre française, numéro spécial). La libération demandée est obtenue par les contacts directs avec la Militärverwaltung, ou par l'appui de l'ambassade.



(À propos des prisonniers en Allemagne : Friedrich Bran, vieux camarade d'Abetz et un "Rethelois de 1931", qui a fait carrière dans le parti et dans le ministère, à un moindre degré qu'Abetz parce qu'il est « handicapé » par des ancêtres "non-aryens" dirige le CFA allemand ainsi que la presse de propagande destinée aux prisonniers de guerre français ; dans une lettre Bran demande à Braibant la permission de publier un de ses articles).

Le 2 juillet 1941 s'ouvre une annexe de l'exposition « Le progrès agricole » Plusieurs artistes ont créé vingt dioramas, exécutés aux ateliers de la société Giraudy spécialisée en

peinture-publicité. Un numéro spécial de La Terre française (juillet-août), est voué à l'exposition, Braibant y contribue dans la page titrée "Un magnifique avenir s'ouvre devant l'agriculture française". Dans le n° 4 (septembre 1941) du mensuel illustré La France européenne, dirigé par de Lesdain, "La vie à l'exposition" occupe une double page d'images ainsi que la couverture avec d'autres sujets tels que "La croisade contre le bolchevisme", "Parcs et jardins, terrains de sport", "L'économie vestimentaire", "La leçon de Gibraltar", "L'importance des élites" ou, justement, "Le premier devoir français" qui serait de développer au maximum son agriculture, selon Jacques de Lesdain.

L'exposition ferme le 31 octobre. 600 000 visiteurs, 35 000 écoliers ont été comptés. La photo ci-dessus : L'employé du Grand Palais, Abetz, Achenbach, Laval (en civile), des officiers de la rue Kleber.

Marcel Braibant reçoit des lettres critiques au sujet de l'exposition concernant ses articles; Elles ont été réquisitionnées à son domicile à Reims et font partie des scellés du procès après guerre. Une lettre anonyme du 28 avril 1941 : « Je lis un mirobolant article de vous, annonçant une exposition des richesses agricoles, des activités industrielles, de l'art, de la mode et du tourisme de la France, de la France "européenne". Vous parlez de tout cela avec le naïf enthousiasme de quelqu'un qui découvrirait le soleil en plein midi et vous prétendez faire partager l'ébahissement de votre découverte aux lecteurs... D'abord, la France a toujours fait partie de l'Europe, il nous semble, et jamais de l'Amérique ou de l'Océanie... Tout homme a deux pays, le sien et puis la France (Ce n'est jamais de l'Allemagne qu'on aurait dit ça!!!) »

Ou le 4 mai 1941 : « Ardennais, vous auriez du lutter contre l'envahisseur: vous préférez le flatter et le servir; nous inscrivons votre nom à la suite de ceux de Darlan et de Brinon et tous autres traîtres que nous combattons jusqu'au bout. Un ardennais membre de "Résistance et Anti-collaboration" »



Le 3 juin 1941, l commentaire est plutôt gentil : « Monsieur, je viens de prendre connaissance de l'article de Marcel Braibant « Si nous manquons de légumes en saura pourquoi. Comment par la seule volonté d'un liquidateur judiciaire 32 Hectares de terre libre sont refusées à la culture maraîchère ». Il m'a paru exagéré de prétendre que 32 Hectares de terre inculte peuvent avoir comme conséquences de priver le pays de primeurs. Vous ne croyez pas, Monsieur, que la vérité est toute autre. Je vous ferai savoir que d'après les rumeurs publiques que les primeurs sont réquisitionnées sur pied par les "autorités occupantes" pour faire des conserves et qui sont expédiés en Allemagne. Il est probable que je ne vous apprends rien de nouveau mais ce qui vous manque c'est la bonne foi. Il est vrai que vous n'êtes pas libre de dire la vérité...j'ose espérer que mon point de vue sera inséré dans le journal **L'Oeuvre** à la même place. Si non je conclurai que la liberté de pensée n'a pas le droit de se révéler. Un lecteur indigné de tant mensonges quotidien »

Une lettre signée lui reproche la mémoire courte : l'exposition de 1937 aurait été bien plus belle : « Monsieur Braibant, nous n'avons pas attendu les leçons d'Hitler et de ses complices pour savoir que la France faisait partie de l'Europe, ni, surtout, pour connaître notre pays et pour en apprécier la splendeur et la fécondité. Maintenant que ces gens-là le ravagent et le pillent, ils prétendent nous en apprendre les merveilles... Non! ce serait trop comique... si ce n'était si dérisoire. Serviteur, René Goudequin, 12 rue de Grenelle »

Et, pour finir, encore un correspondant anonyme : « Maître Braibant, avocat, êtes vous tout à fait dépourvu de scrupules et d'honnêteté pour ne pas craindre de profiter du malheur de notre pays, pour rechercher les miettes du gâteau que se partagent les Laval, Darlan, Brinon, Déat etc... hommes que nous avons jugé? Vous prônez "la France Européenne" Eh bien, quels sont les avantages de ce nouvel état ? Je vous en cite quelques uns au cas où la mémoire vous ferait défaut : des chômeurs...ont été réquisitionnés pour aller travailler en Allemagne (Éclairneur de l'Est du 10 juillet 1941, extrait d'une déclaration de M. de Brinon...) Nous mangeons du pain gris et pas autant que nous voulons - nous manquons de vin et la France est un des grands pays producteurs! ... la prospérité qui nous arrive avec les Allemands ? ... Un tapissier sarrois, Wilh. Angel, avait écrit ceci sur sa maison lorsque nous soumissions (sic) son pays : je suis né pour sentir Allemand, suis tout à fait orienté à penser Allemand ; d'abord vient mon peuple puis après les nombreux autres. D'abord ma patrie, ensuite

La "France Européenne"
foyer de pensée et d'action
ne s'éteindra pas
par Marcel BRAIBANT

Dans le prestige de décor des fleurs d'automne, présentée par la Société Nationale d'Agriculture, l'Exposition du Grand Palais...
100.000 fr. de prix
Avez-vous bien examiné toutes nos affiches ?
Cinq Millions
100.000 fr. de prix

le monde.
Allemagne! Et même si tu es plongée dans la misère, nous l'aimons comme jamais avant. Un coquin est celui qui méprise sa mère parce qu'elle a perdu dans la misère gloire et richesse. Avocat, vous êtes indigne de ce tapissier et nous n'avons pour vous que du dégoût. »

Durant l'été 1941, Marcel Braibant a continué son travail d'officier de liaison et de conseiller à Reims. Mais à peine l'exposition au Grand Palais a fermé ses portes qu'avec l'appui de Gerstner, de de Lesdain et vraisemblablement de Reinhardt, il commence à organiser une « Caravane du progrès agricole », une exposition qui sillonnera le pays à partir du printemps 1942 en partant de Paris. Toujours, bien sûr, dans le cadre de « La France Européenne »

De Lesdain prépare une deuxième Exposition au Grand Palais

UN RÉALISATEUR

SE rend-on compte de ce que peut être la tâche d'un commissaire d'exposition, et surtout d'un commissaire à l'Agriculture, dans une manifestation telle que celle qui se déroule actuellement au Grand Palais et qui doit être réalisée en moins de deux mois ? M. de Lesdain, commissaire général, s'est heureusement adjoint M. Marcel Braibant, spécialiste des questions agricoles, qui a écrit notamment **D'abord la terre, le salut par les paysans** (ouvrage couronné par l'Académie française), **L'Agriculture française, la Tragédie paysanne, les Paysans d'aujourd'hui, anthologie d'auteurs contemporains**, et **La France paysanne et l'Europe**, qui fut chargé de toute la partie agricole.

C'est ainsi que M. Marcel Braibant eut à choisir, à inspirer aux artistes, les sujets des vingt dioramas, à en établir les légendes.

C'est à lui que nous devons ces évocations si pittoresques des principales productions agricoles de la France et de son Empire, ces fresques qui montrent ce qu'elles étaient avant la tourmente et ce qu'elles pourraient, ce qu'elles devraient être, car l'agriculture nouvelle doit voir se développer au maximum toutes les valeurs possibles.

C'est aussi M. Marcel Braibant qui reçut la mission d'organiser la ferme modèle ; il dut trouver l'architecte, lui donner les directives nécessaires, tant au point de vue de la construction même, structure extérieure, qu'en ce qui concerne l'aménagement.

Car la ferme, c'est une véritable ferme, avec le logement du maître, celui des ouvriers, l'étable, la laiterie, la bergerie, la porcherie, le tout agencé avec soin, jusqu'à leur destination ou à emmener le fumier à la fosse), tout le confort moderne doit voir se développer au maximum toutes les valeurs possibles.

C'est à M. Braibant qu'incomba également la lourde tâche de « meubler » la ferme. Pour les meubles, le commissaire à l'Agriculture a trouvé une aide des plus précieuses auprès de M. Rivière, conservateur du Musée des arts et traditions populaires du palais de Chaillot, qui a pu reconstituer, en meubles de style, l'atmosphère d'une ferme bien moderne de chez nous, avec la chambre d'angle, la salle à manger normande avec son pétrin qui sert de desserte, la cuisine, la chambre et le logement du personnel.

Quant à l'élevage, M. Braibant dut avant tout trouver des éleveurs, des producteurs, ayant toute confiance en lui et consentant à lui confier des animaux choisis, tous sélectionnés et inscrits aux livres généalogiques, que ce soient les vaches laitières, les chevaux, les moutons, les porcs, les lapins, les poules ou les lapins. Les abeilles mêmes ont été fournies par l'école d'apiculture de Charenton-le-Château.

En ce qui concerne le matériel agricole, M. Braibant a donné d'ailleurs à l'Exposition un attrait nouveau, renouvelé, le commissaire à l'Agriculture a décidé de changer chaque mois le contenu du cheptel de la ferme ; tandis que le 15 juin était consacré à l'Ile-de-France, le 15 juillet est spécialisé dans la Normandie et le 15 août dans la Bretagne ; puis se sont succédées les diverses grandes races de France, les diverses races bovines, ovines, chevalines ou porcines des provinces françaises.

M. Marcel Braibant dut aussi assurer non seulement le ravitaillement du personnel de la ferme, mais aussi celui de tous les animaux. Et ce n'est pas, l'on s'en doute, la plus facile de sa tâche, les conditions actuelles augmentant encore les difficultés à surmonter.

Lorsqu'on visite l'Exposition, on doit se souvenir qu'il fut un magicien qui en a permis la réalisation, qui a reconstitué la ferme de France et qui a donné son animation. Ce magicien, c'est M. Marcel Braibant, commissaire à l'Agriculture, c'est M. Marcel Braibant.

M. MAIRET.

pour l'année suivante: « La vie nouvelle ». Mais les priorités du « partenaire » allemand sont différentes en 1942, les moyens disponibles bien inférieurs, le public nettement moins enthousiaste pour la collaboration ; l'échec est donc programmé. Fin juillet 1942, donc après la rafle du Vel d'hiv, quand la décision est prise de ne plus renouveler l'exposition « européenne », Richard, l'homme à tout faire au Grand Palais, écrit de façon confidentielle à Marcel Braibant. On lui a dit, « *que vous et vous seul pourriez et deviez la (l'Exposition, K.S.) reprendre, parce que « vous avez le vent en poupe »...* Personnellement je suis certain que ce serait une réussite certaine avec les idées que vous avez bien voulu m'exposer et vos qualités évidentes d'organisation ».

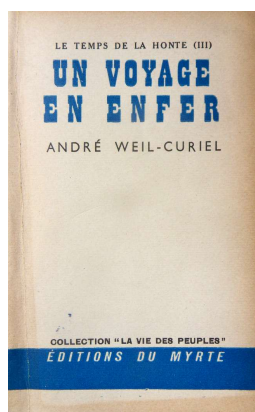
La Caravane du progrès agricole fera une démonstration des machines agricoles de production française à Artenay/Bazoches-Les-Hauts en été 1942. Braibant a « le vent en poupe » ;



n'a-t-il pas trouvé également de se procurer une relative liberté? Ceux qui ont opté ou qui ont été choisis pour la collaboration en 1940-1941, sont alors de plus en plus tenus, par la surveillance allemande, et encourent des risques lourds pour leur personne et leurs proches.

La vie menacée des proches. Comment les proches de Marcel Braibant ont-ils vécu cette première période de l'occupation ? Deux livres de son frère Charles, *La lumière bleue* (Arthème Fayard, 1940) et *La Guerre à Paris* » (Corréa, 1945), tous deux extraits de son journal couvrent uniquement les périodes du 24 août 1939 au 15 décembre 1939 puis du 8 novembre 1942 au 27 août 1944. Un manuscrit resté non-publié et qui couvre les presque trois ans d'intervalle, ne donne que peu d'informations sur ses proches.

En 1947, André Weil-Curiel, le fils de Léonie et le beau-fils de Marcel Braibant (au moins une fois son associé-avocat, voir plus haut) a publié *Le temps de la honte I-III* aux éditions du Myrthe. L'ancien « briandiste » du GUSDN avec notamment Pierre Brossolette et Pierre Mendès-France, co-organisateur avec Jean Luchaire de la rencontre franco-allemande de Rethel en 1931, a gagné Londres lors de la retraite des troupes anglaises après la « bataille des plages ». Il devient avec son « ami Boris (Vildé, K.S.) le premier « planton-secrétaire » de Charles de Gaulle. Chargé d'une mission de recrutement pour la résistance en France, il s'y rend par le Portugal et l'Espagne. De septembre à décembre 1940, son métier d'avocat lui sert de



couverture. Noël Créau, membre du Club des aviateurs d'Aubervilliers raconte : « *En août-début*

septembre 1940, j'ai eu contact avec André Weil-Curiel, avocat, qui venait de Londres afin de mettre en place un réseau - renseignement-évasion-action, réseau qui fusionna rapidement avec celui du Musée de l'Homme. Il avait promis de nous aider (...) à rejoindre en Angleterre les Forces françaises libres. En attendant il nous avait demandé de l'aider : aller en Bretagne tenter de trouver des pêcheurs amis, participer au dépôt d'une gerbe le 11 novembre 1940 aux pieds de la statue de Clémenceau sur les Champs-Élysées... »



Par la suite, le contact avec les « aviateurs » passe par le collègue de Weil-Curiel, l'avocat Léon-Maurice Nordmann (1908-1942)⁸². En décembre 1940, il leur donne le tract « Résistance 1 » du Réseau du musée de l'homme à reproduire⁸³. Le mécanicien Albert Gaveau (1901-1990), devenu l'agent DOE VIII du Obersturmführer (capitaine) SS de la Gestapo, Karl Doering, infiltre le groupe du Musée de l'homme⁸⁴. Léon-Maurice Nordmann est arrêté à Versailles le 13 janvier 1941. André Weil-Curiel retourne à Paris, où il fait appel à Édouard Depreux qui, dans ses *Souvenirs*, affirme que bien des choses le séparaient de son confrère Weil-Curiel. Édouard Depreux réussit à récupérer une carte postale compromettante de Weil-Curiel à Nordmann, avant qu'elle ne tombe aux mains de la police. Weil-Curiel s'enfuit en zone libre, où il se cache à Sète auprès de Léon Jouhaux, puis à Toulouse. Sept des membres du réseau seront exécutés après leur condamnation à mort par un tribunal militaire allemand (juge Ernst Roskothen (1907-1997)) en février 1942, dont Léon-Maurice Nordmann et Boris Vildé.⁸⁵

André Weil-Curiel est recherché partout et la Gestapo a perquisitionné sa maison. Sa sœur Odette a été interrogée le jour de son accouchement. Elle a cru qu'elle serait amenée à Fresnes. Gaveau sait qu'André cache ses activités clandestines à sa mère mais qu'il craint pour elle et qu'elle est au courant de son intention de se rendre en Angleterre. Ses tentatives de s'expatrier échouent et il finit par tomber dans un piège tendu par Gaveau à La Haye-Descartes sur la ligne de démarcation en mars 1941. Il est transféré à la Santé où Doering l'interroge. Il se souvient : « Je pensais à ma pauvre maman, si peu gâtée par la vie et qui avait mis tous ses espoirs en moi. Certes, elle m'approuvait et était fière de moi, mais, est-ce une existence pour une maman de savoir son dernier fils en geôle tous les jours à la veille d'être purement et simplement supprimé... ». Il arrive pourtant à convaincre les Allemands de ses « bonnes intentions » en évoquant son engagement pour l'entente franco-allemande d'avant guerre tout en mentionnant le livre de son beau-père que la presse de l'ambassade vient de saluer. « J'avais lu dans la *Pariser Zeitung* l'éloge d'un livre consacré aux rapports économiques et agricoles de la France et de l'Allemagne que mon beau-père venait de publier chez Sorlot. Je l'avais montré à Doering, et le fait que cet article eût paru dans la gazette officielle des Allemands à Paris, concourut à lui prouver que malgré mes „folies gaulliste“, le crédits des miens semblait encore grand à l'ambassade. Je dois confesser que je me sentis quelque peu rassuré moi-même en ce sens que je me dis que si j'étais condamné à mort par un tribunal allemand, ce qui me semblait normal, j'aurais peut-être une chance d'être gracié sur l'intervention de mon beau-père. Ce sentiment n'était sans doute pas héroïque mais il était

82 Né à Paris dans une famille aisée. il fut le collaborateur de Charles Pomaret, Ministre de travail de Daladier en 1938, voir Le Maitron <http://maitron-fusilles-40-44.univ-paris1.fr/spip.php?article146519>. Sans lien directe de parenté avec Joë Nordmann (1910-2005), né à Mulhouse, collaborateur de Vincent Auriol, ministre de la justice en 1937 (voir <http://judaisme.sdv.fr/perso/joe-nord/joe-nord.htm>).

83 <http://pcfaubervilliers.fr/spip.php?article289#nh6>.

84 Dominique Lormier, *La Gestapo et les Français*, Pygmalion/Flammarion, 2013.

85 Pour l' « affaire du Musée de l'Homme », voir <http://www.defense.gouv.fr/sga/resistance-musee-de-l-homme/le-reseau-du-musee-de-l-homme>. Également David Drake, *Paris at War 1939-1944*, Cambridge, Harvard Press 2015, p.235.

*humain, et puisque je m'efforce d'être complètement sincère, pourquoi taire que je l'éprouvais ? »*⁸⁶ Ils se parlent en anglais, car le prisonnier ne parle pas l'allemand, malgré ses cinq ou six voyages outre-Rhin, toujours, rappelle-t-il, en compagnie d'Abetz. Or Doering admirait Otto Abetz. L'intervention de Marcel Braibant (« *mon père, très lié à Déat* ») auprès de ses relations rue Kleber et rue de Lille, ou celle d'Abetz et de sa femme, voire même celle de Jean Luchaire, font que les hommes d'Oberg et de Knochen le libèrent, à la condition qu'il espionnera Vichy au service de l'occupant⁸⁷. Ce qu'il fera ; mais il en informe Londres.

Pendant qu'il était à la Santé, Louis Decostier, le mari de sa sœur Odette, fonctionnaire au ministère des Colonies, a appris où il était. Odette a essayé de lui rendre visite, mais Doering a prétendu qu'il s'était évadé. L'incertitude pour ses proches cesse vite. Il s'est trouvé un ami chez les gardiens SS, Mathias Lang, qui est allé voir Odette Decostier. André Weil-Curiel a été libéré par les Allemands, mais reste recherché par la police française. Il met seuls les Decostier au courant des circonstances de sa libération ainsi qu'un camarade « garant », René Georges-Etienne, au cas où la police l'attraperait : ce dernier sera arrêté, mais acquitté lors d'un procès en 1942. André Weil Curiel arrive à Clermont-Ferrand, où il se fait introduire par Léon Boussard, rédacteur de l'hebdomadaire du colonel de la Roque, *Le Flambeau*. « *Personne à Clermont-Ferrand, n'eût pu supposer que cet homme que l'on voyait pénétrer sans qu'on le fit attendre, à la préfecture, allié aux Brière de l'Isle (sa famille?), familier des journalistes de **Candide** et du **Petit Journal**, qui ne fréquentait que des gens en place et avouables, était autre chose que ce qu'il prétendait être, un innocent traducteur de romans anglais, du nom André Braibant. « Braibant. Mais je connais ce nom-là, êtes vous parent de Braibant, l'écrivain ou de Braibant l'agraire? Des deux, l'un est mon père et l'autre mon oncle. " Et le tour était joué, J'avais un état civil, une famille, des relations. Il n'y avait rien à demander de plus. »* À Vichy il sait prendre contact avec des personnalités du gouvernement, notamment avec les chefs de cabinet de Pierre Caziot et de Paul Marion, secrétaire général à l'Information et à la propagande).

Doering veut l'envoyer à Londres, mais, semble-t-il, Helmuth Knochen, après l'avoir convoqué, s'y oppose. « André Braibant » se décide donc à « disparaître ». Léonie Braibant a obtenu un laissez-passer pour la ligne de démarcation, et le 12 décembre 1941 à Lyon, son fils prend congé d'elle. Le 17, il se trouve à Figueras en Catalogne : « *Arrivé à travers les Pyrénées sur le sol espagnol, je sentis, sous mes doigts, des corps étrangers, durs comme du gravier. C'étaient les dragées du baptême de ma petite nièce Fanny... Dans quelques jours, ma mission terminée, je pourrais réaliser mon rêve et retrouver en Libye, la poignée de glorieux combattants qui, sous l'égide de la Croix de Lorraine, faisait tant de jaloux en France et assurait la continuité historique de notre pays. J'étais un piètre psychologue.* »

À son retour à Londres, André Weil-Curiel est soupçonné d'avoir été « retourné » par l'ennemi. De Gaule étouffe l'affaire en l'invitant à déjeuner au vu et au su de tout le monde. Jean-Louis Cremieux-Brilhac écrit⁸⁸ : « *Bien qu'ayant fait parvenir à la France Libre des rapports remarquables, il fut accueilli en suspect à son retour à Londres en avril 1942, faute d'archives confirmant son ordre de mission et fut envoyé finir la guerre comme lieutenant en Polynésie.* »

En juillet 1941, 217 avocats juifs sont radiés du barreau de Paris selon le décret du 16 juillet, dont Odette Decostier-Weil. À Reims, un collègue de Marcel Braibant, Georges Simon (1903-1943 ou 1944) a donné sa démission du Conseil de l'ordre après la législation antisémite de 1940. À la suite du nouveau décret antisémite il démissionne du barreau. L'intervention, à deux reprises, du bâtonnier, Me Salle, et du Conseil de l'ordre (dont Braibant est membre) auprès du

86 *Le Temps de la Honte*, III, p. 102

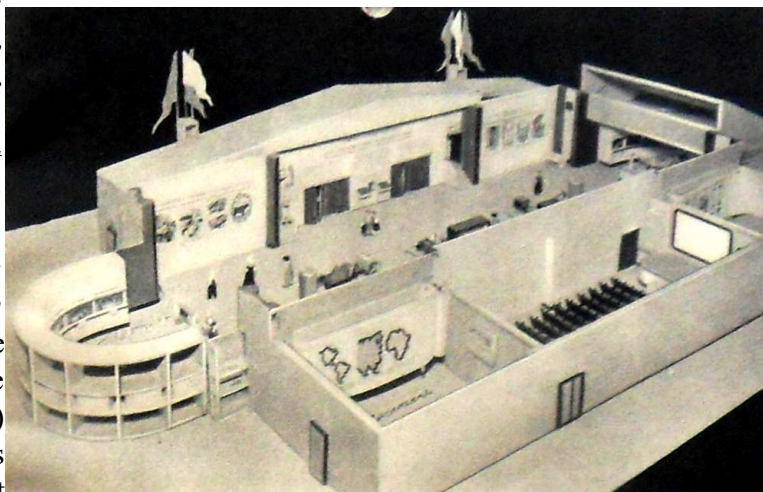
87 Dans *Le Temps de la Honte*, III, p.109 il commente ainsi sa libération : « La supposition la plus plausible qui retenait ensuite mon attention, était qu'une puissante intervention avait contraint Doering à me rendre la liberté sous un vague prétexte. Il était possible qu'Abetz et sa femme, se souvenant de notre ancienne amitié eussent fait des démarches en ma faveur et suggéré ce stratagème pour me tirer d'affaire. Peut-être d'autres puissants du jour s'étaient-ils émus pour moi? Peut-être mon beau-père, très lié avec Déat, avait-il obtenu du directeur de *L'Oeuvre* qu'il plaidât ma cause ; peut-être était-ce Luchaire ? »

88 *Mémoires du chef des services secrets de la France libre*, Odile Jacob, 2000.

garde des Sceaux, reste sans suite. Georges Simon est un des dix huit otages arrêtés par la Feldgendarmarie le 27 février 1942 en représailles à des attentats. Il est déporté à Auschwitz avec le premier convoi de France le 27 mars 1942.

André Weil-Curiel, et sa soeur Odette ne semblent jamais avoir perdu leur sympathie pour leur beau-père. Pourtant, aucune trace directe ne semble rester de leurs relations pendant l'occupation et après. Dans un film réalisé par André Halimi en 1976, André Weil-Curiel dit qu'il aurait voulu que tous les Français s'unissent dans une protestation muette contre l'occupant. Son beau-père, en revanche, semble devenir le chantre de l'agriculture française dans le cadre d'un projet européen contrôlé par la dictature allemande et le « Groupe Collaboration ».

La « Caravane du Progrès Agricole » : *Marcel Braibant a un statut de prisonnier en congé jusqu'à sa démobilisation le 5 novembre 1941. Ce statut précaire se prête au chantage. En cas d'imprudence un ouvrier risque d'être envoyé en Allemagne ; que risque l'avocat et publiciste ? Son frère Charles, alors à la tête des Archives de la marine, écrira plus tard, que Darlan a signé sa « juilletisation » (expression de Charles Braibant) en 1940 « pour cause de gaullisme ».*



Il a pu rester à ce poste grâce à Pierre Caron (1875-1952) chartiste comme lui, directeur des Archives nationales de 1937 à 1941⁸⁹, et grâce à André Reußner le successeur de Paul Chack à la tête du Service historique de la Marine⁹⁰. La situation est plus précaire pour Marcel : son beau-fils accomplit le parcours décrit plus haut et fait de trahison aux yeux des allemands. Sa belle-fille perd sa situation professionnelle suite aux règlements consécutifs au statut des juifs : Léonie étant déclarée copte, elle et André ne sont officiellement que « demi-juif ». Leur mère et sa sœur, la femme et la belle soeur de Marcel, juives égyptiennes, s'étaient effectivement déclarées coptes, ce qui les met sous la menace de ceux qui leur veulent du mal. Marcel Braibant doit tenir compte de tout cela. Sa situation économique et son beau-fils menacé n'y sont sans doute pas pour rien. Jusqu'où peut-il s'adapter? Son beau-fils et - à un moindre degré - son frère jouent un double jeu qui permet de les désigner comme résistants. Marcel Braibant sera qualifié de « collaborateur » par le tribunal en 1947 et dans la mémoire de la famille. En effet, en raison de sa collaboration avec des services de l'occupant - Karl-Heinz Gerstner de la section économique de l'ambassade et Friedrich Reinhardt du secteur ravitaillement du MBF - , il jouit d'une relative liberté dans ses tâches officielles. Grâce à la « Caravane », il peut s'éloigner de Paris.⁹¹ *Fin 1941-début 1942 Marcel Braibant prépare donc la Caravane de la France-Européenne, Exposition du progrès agricole. Les Ateliers Henri Nièpce à Billancourt réalisent le hangar pour la Caravane selon les plans du jeune architecte René Felix Fadier (1916-1974) récemment diplômé de L'École des beaux arts. Le 11 décembre 1941, Marcel Braibant reçoit une lettre du directeur de l'entreprise : « Nous avons l'honneur de vous remettre ci-joint la liste des six ouvriers actuellement prisonniers en Allemagne qui seraient très qualifiés pour des travaux de montage et démontage du hangar que nous construisons pour la France Européenne. Ces ouvriers spécialisés dans notre genre de fabrication seraient à même nous en sommes certains de vous*

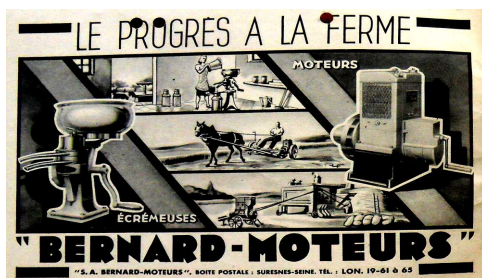
89 En 1941, Pierre Caron ayant atteint l'âge de la retraite, le ministre de l'Education nationale Jérôme Carcopino, le remplace à la tête des Archives nationales par le chartiste et médiéviste renommé Charles Saran (1879-1983) Charles Saran ne se compromet pas avec l'occupant. Il poursuit dans sa fonction jusqu'en 1948. Charles Braibant lui succède alors.

90 *L'amant de la paix, op. cit.*, p. 246

91 À quoi a pu lui servir un laissez-passez pour la ligne de démarcation de janvier à mars 1942, qui a été conservé ?

donner entière satisfaction ». Deux d'entre eux sont capables de conduire des camions ».

Le plan de Fadier, pourrait comprendre, écrit Braibant : « Au centre du hall l'exposition de machines agricoles, seulement des machines destinées à la petite et la moyenne culture et des types nouvellement créés tel que Arracheuse-lieuse de chanvre. Petits motoculteurs. Appareil pour les maraîchers. Pulverisateurs. Fumigène.



Trayeuses mécaniques. Appareil avicoles, notamment une petite couveuse électrique. Appareils ménagers tel que lessiveuses de ferme, gazogènes, ruches calorifuges. Une maquette

représentant la ferme modèle du Grand Palais? Un comptoir librairie ; une salle de cinéma de 104 places ; un bureau de renseignement aménagé dans une remorque. Il serait indispensable pour que les paysans puissent méditer l'enseignement de l'Exposition qu'on leur remette au moment du paiement de leur droit d'entrée (2 ou 3 francs) une brochure en couleurs

C'est d'abord aux paysans que s'adresse la présente publication.

Pour ceux qui parcourront L'EXPOSITION DU PROGRES AGRICOLE, elle sera un guide et un souvenir.

Aux travailleurs de la terre qui n'auraient pas la possibilité de voir la Caravane de la France Européenne, elle apportera l'image des réalités qui précipitaient l'agriculture française à la ruine et qui peuvent demain la sauver.

Réalité, le déclin continu, depuis un siècle, de notre production agricole, précipité par le morcellement de l'Europe et la privation de nos débouchés naturels.

Réalité, la volonté de domination des pays neufs, Amérique et Empire Britannique qui, au cours de ces cinquante dernières années, ont toujours cherché à nous imposer leurs produits agricoles : blé du Canada et d'Australie, fruits de Californie et d'Afrique du Sud, sucre des pays chauds, oléagineux des Indes anglaises, etc.

Réalité, la solidarité économique des peuples européens qui doivent s'unir pour s'affranchir de la domination des peuples extra-européens et rendre impossible le blocus qui, une fois de plus, atteint cruellement les nations les moins évoluées au point de vue agricole.

Réalités, les progrès techniques qui nous permettent d'accroître considérablement nos productions agricoles, de faire succéder l'abondance aux restrictions et aux contingentements et de réduire la peine des travailleurs de la terre.

Réalité, dans une France qui ne cherchera plus à faire violence à son Destin, le rétablissement de l'artisanat rural indispensable à l'évolution de notre agriculture.

Réalité, l'essor des industries agricoles qui nous préserveront du chômage en procurant des emplois aux travailleurs des usines et des bureaux.

Ces réalités qui commandent notre avenir sont exposées dans les dioramas, les décors inspirés de

objets familiers, les cartes et les maquettes de la Caravane de la France Européenne et les textes qui les accompagnent ; en examinant ici leur reproduction, les FRANÇAIS comprendront que l'intensification de l'agriculture est la condition de notre renaissance nationale et de l'avènement d'une paix durable et prospère dans une Europe remembrée et réconciliée.

Braibant



représentant tous les tableaux et dioramas avec les textes et statistiques. »

En mars 1942 « l'admirable Idée ... actuellement installée sur l'esplanade des Invalides jusqu'au 8 avril » est dûment inaugurée « par M. Burin, représentant M. de Brinon en présence de M. de Lesdain, La cérémonie était honorée de la présence de M. le Conseiller de l'Ambassade, Buscher, représentant M. Otto Abetz, M. le ministre Rahn, MM les docteurs Ebert, Gerstner, Zimmermann. M. le Conseiller général Knothe et M. Giesenberg, dont on louait l'aide active apporté à l'organisation de la Caravane. M. Braibant faisait les honneurs assisté de son aimable secrétaire général, M. Richard. M. Braibant exposa le sens de cette manifestation. Il n'y

aura plus, comme le proclama M. Marcel Braibant pour conclure, "d'autre bataille que celle que doivent gagner ensemble les peuples réconciliés: la bataille de la Production. »

Ce reportage enthousiaste signé J.T. paraît dans *L'Union française*, sur sa page « *Le mouvement socialiste européen* ». Ce journal lyonnais est dirigé par Philippe Dreux (F. Sape) et soutenu par 50 000 francs provenant mensuellement de l'ambassade allemande⁹².

La brochure dont Braibant a parlé (voir plus haut), a pris forme. Après quelques pages d'introduction de de Lesdain, le créateur du projet présente brièvement le programme et signe. Les pages qui suivent illustrent les « réalités » invoquées par l'auteur et contiennent de la publicité pour quelques produits industriels français et allemands.

La caravane a du succès. Après Paris, elle stationne à Versailles, Dreux, Chartres et Châteaudun où elle enregistre son 100 millième visiteur. Le 26 juin, elle est inaugurée à Orléans en présence du préfet et des représentants de la Handelspolitische Abteilung la section de politique du commerce et du Service d'information, Gerstner et Giesenberg : « *L'assemblée extrêmement nombreuse a suivi avec le plus grand intérêt les explications si claires et si lumineusement convaincantes de Marcel Braibant et tous ont quitté l'exposition avec la certitude que l'avenir d'une*



Europe nouvelle serait avantageusement favorisé par une agriculture prospère... Le soir, M. Braibant a fait, au théâtre d'Orléans, une conférence fort applaudie sur « *La France nation agricole. Comment l'Agriculture sauvera le pays* » ».

Au comité de direction de la Ligue de Pensée Française. Datée du 6 juillet 1942 , Marcel Braibant reçoit une lettre sur papier à en tête du « directeur politique » de *La France socialiste*, René Château : « *Mon cher ami, je vous serais reconnaissant de bien vouloir assister au Grand Hôtel, jeudi prochain à 16 heures, à une des réunions que vous savez et qui aura une telle importance qu'il serait extrêmement souhaitable que vous puissiez y être présent...* ». Qu'est ce qui rend cette réunion si importante ? Les victimes de la rafle du 12 décembre 1941 à Paris ont été déportés fin mars de Compiègne. Pendant le mois de juin, quatre convois de déportation ont quitté les camps de Compiègne, de Drancy, de Beaune-La-Rolande, de Pithiviers. Mais le 6 juillet 1942, le premier convoi, dans le cadre de représailles contre la résistance croissante, le seul de l'année 1942 et de loin le plus meurtrier dans cette « catégorie », part du camp de Compiègne Royallieu pour Auschwitz-Birkenau. Sont déporté 1170 hommes : en grande majorité des prisonniers politiques, surtout des communistes et syndicalistes CGT, quelques-uns emprisonnés depuis 1939, une cinquantaine d'otages juifs, quelques délinquants de droit commun. 119 d'entre eux survivront seulement en mai 1945⁹³.

L'annonce de cette déportation est-elle pour Château le motif de convoquer ses amis, anciens de la SFIO, de la CGT, de la LICA , du CVIA, du PC, du Front Populaire ? A-t-il des informations sur la grande rafle des juifs qui se prépare dans la capitale? Ou bien est-ce une réaction

92 voir P.-H. Dioudonnat, *L'argent nazi à la conquête de la presse française*, Paris, Jean Piccolec, 1981

93 Claudine Cardon-Hamet, <http://www.bddm.org/liv/details.php?id=1.42>

au discours radiodiffusé du chef du gouvernement, Pierre Laval, du 22 juin, dans lequel il a lancé l'alternative : collaboration « pro-européenne » ou disparition, sans la moindre allusion aux « dommages collatéraux », aux camps et à la déportation ? : « *On aime son pays parce qu'on aime son village. Pour moi, Français, je voudrais que demain nous puissions aimer une Europe dans laquelle la France aura une place qui sera digne d'elle... Ainsi donc, comme je vous le disais le 20 avril dernier, nous voilà placés devant cette alternative : ou bien nous intégrer, notre honneur et nos intérêts vitaux étant respectés, dans une Europe nouvelle et pacifiée, ou bien nous résigner à voir disparaître notre civilisation...* »

Le 27, octobre Château écrit à Braibant : « *Mon cher ami, la Ligue de Pensée française a désormais toutes les facilités pour se lancer au plus tôt. Je serais donc très heureux que vous soyez présent a la réunion qui aura lieu au Grand Hôtel, jeudi 29 à 16 h. J'insiste sur la nécessité de votre présence Beaucoup de décisions pratiques devront être prises pour que le travail commence aussitôt Il serait donc souhaitable que vous assistiez a cette réunion avec tous nos amis.* »

En novembre 1942 le groupe, convoqué en juillet par René Château, se constitue en syndicat au sein du RNP, Ligue de la pensée française, plus exactement Ligue de pensée française, sous-entendu contre l'asymétrie de la Collaboration européenne qui devient de moins en moins crédible. Marcel Braibant fait partie de son comité de direction, à côté de Château, de de Robert, de Delaisi, etc. Charles Braibant, le frère de Marcel ironise dans son journal : « *J' imagine qu'une des premières manifestations de cette ligue sera une visite au camp de Drancy, et qu'elle prendra pour devise: Liberté, Schlague, Gestapo.* »⁹⁴. Ce on grand frère est devenu infréquentable pour Charles. Mais quand après l'automne 1940 et suite à quelles actes de Marcel ?

René Château s'expliquera en 1947 : « *Dès 1942, je comprenait que ce que l'Allemagne nous demandait ce n'était plus de construire avec elle la paix en Europe. C'était de prendre place dans sa guerre, de prendre part à ses haines. Et je ne pouvais le vouloir. Je n'ai pas pu admettre non plus que, sous prétexte de collaboration on entreprît toute une démolition de notre régime, de nos libertés de nos syndicats, sans parler des horreurs contre les juifs et les sévérités contre les franc-maçons... La résistance m'a fait sonder par deux des siens... et qui m'ont fait comprendre que je serais à ma place parmi eux. Mais j'ai refusé, car je suis pacifiste, et il me répugnait de me mêler à une autre besogne de haine et de sang.* » (Abel (pseudonyme), *L'âge de Cain*, 1947, p. 11).

En 1943, Château perd la direction de *La France socialiste* et il est expulsé du RNP. Il écrit alors à Karl Schwendemann de la section presse de l'Ambassade : « *S'il est vrai que c'est par votre ordre que je suis chassé de la direction politique de **La France socialiste**, s'il est vrai que cette mesure est prise par les autorités occupantes qui ne peuvent plus tolérer qu'en France, des citoyens, ne parlant pourtant que de leur pays, continuent à défendre l'idée d'une république meilleure et plus forte, l'espoir d'un socialisme vigoureusement révolutionnaire et authentiquement français ... bien des choses sont remises en question.* »⁹⁵

La Ligue de pensée française continue à se réunir.

Autres préoccupations de l'année 1942, la question des revenus. Aucun article donc

La France Socialiste

GRAND QUOTIDIEN DU MATIN

Direction: RICHELIEU 57-59 30, RUE DE GRAMONT
 Publiété: 74-73 PARIS (21)
 Rédaction: 80-80 (S.IGNES)
 Paris, le 3 Novembre 1942.

Monieur BRAIBANT
 Commissaire à l'Agriculture
 de la France Européenne
 Grand Palais
 P A R I S

Mon cher ami,

Je vous serais très reconnaissant de bien vouloir assister à la prochaine réunion de la Ligue de Pensée Française, qui se tiendra le jeudi 5 Novembre à 16 hres au 53, rue Saint Georges, c'est-à-dire à mon domicile, siège provisoire de la Ligue.

J'insiste particulièrement pour que vous soyez présent, les décisions que nous avons à prendre étant d'une telle importance qu'il conviendrait que le plus grand nombre des membres du Comité Central fût présent.

Bien amicalement.

René Château
 René Château.

94 La guerre à Paris, samedi 23 janvier 1943.

95 AN/Z5 270 dossier 8494, cité par Jan-Marc Berlière et ?? Liaigre 2012.

à partir d'août 1942 jusqu'en 1944 (voir plus loin), sauf, probablement en relation avec le redémarrage de la Caravane, une longue note de lecture le 1 mai 1943 sur un livre de Marcel Générmont, architecte à Moulins, intendant militaire en 1940 puis chargé du ravitaillement auprès du maire de la ville. Le titre du livre est *Bourbonnais, mon beau pays*, le sous-titre : *"recueil de lectures et de dictées à l'usage des élèves des écoles primaires, des collèges et des lycées*. Pour Marcel Braibant, il s'agit d'un « *beau livre illustré; le regret qu'il n'a pas consacré quelques pages de plus à l'économie n'enlève rien du mérite de son auteur.* »

A la fin du mois de juin 1942 trois convois ont quitté la France pour Auschwitz. D'autres suivront avec le 16-17 Juillet la Rafle du Vel' d'Hiv. On n'en trouve trace dans les archives de Marcel Braibant mais il ne peut pas être parmi les premiers qui sont au courant de la déportation, et même de l'extermination. Gerstner, son contact à l'ambassade, le sait et peut même, selon ses mémoires, dès qu'il sait que des arrestations sont prévues donner l'alerte. Que la déportation signifie la mort, est évident pour celui qui connaît les actes des Einsatzgruppen derrière les lignes allemandes à l'est depuis un an ; c'est à dire pour beaucoup de monde. En même temps à l'ouest, on peut continuer à se faire des illusions au sujet de la « colonisation au sud de la Pologne ».

LOI n° 634 du 30 juin 1942 relative à la fixation du prix du blé et des céréales secondaires pour la campagne 1942-1943.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Le conseil des ministres entendu,

Décrétons :

Art. 1^{er}. — A titre exceptionnel, les prix du blé et des céréales secondaires pour la campagne 1942-1943 seront fixés par décrets sur avis du comité de gestion de l'office national interprofessionnel des céréales.

pasteur Marc Boegner (1881-1970), dirigeant du protestantisme français qui intervient le 9 septembre 1942 auprès de Laval écrira plus tard : « *Que pouvais-je obtenir d'un homme à qui les Allemands avaient fait croire - ou qui faisait semblant de croire - que les Juifs emmenés de France allaient en Pologne du Sud pour y cultiver les terres de l'État juif que l'Allemagne affirmait vouloir constituer. Je lui parlais de massacre, il me répondait jardinage* » (Marc Boegner est alors domicilié à Nîmes. Son ami et confident Pierre Maury enterre le jeune Jean-Pierre Mulotte, fusillé le 30 juillet 1944, l'ami du fils Guy d'Evelyn et Charles

Braibant)

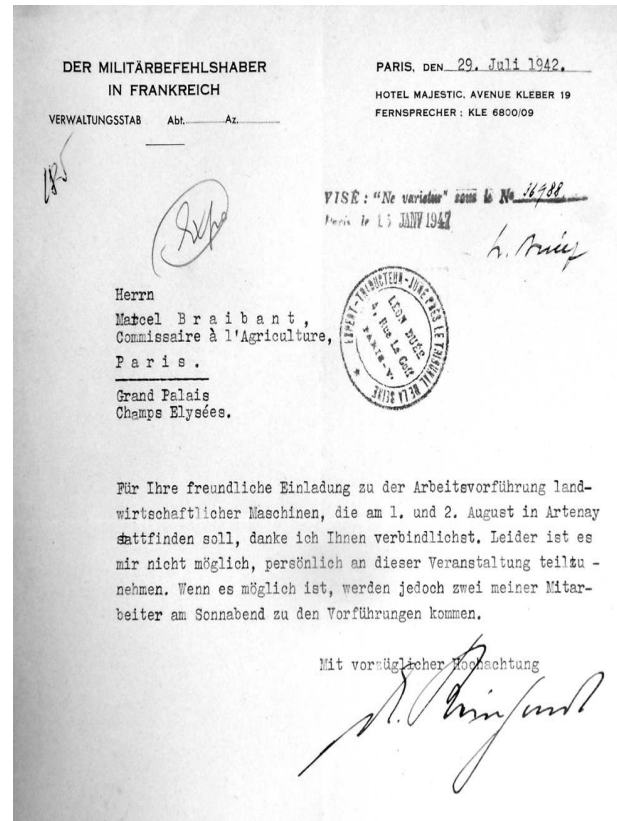
Pendant ce terrible été 1942, Marcel Braibant est en déplacement dans le pays. Il arrête pratiquement d'écrire dans la presse, mais il prépare un nouveau livre. Ses papiers personnels nous informent d'une demande, faite le 10 juillet, auprès du préfet de la Marne pour la prolongation de son permis de circuler en voiture jour et nuit. Il l'obtient, l'ambassade allemande ayant confirmé la nécessité. M. Richard du Grand Palais lui écrit que Giesenberg de l'ambassade demande des précisions sur « *le fromage jeté à la mer* » duquel il eût parlé à Orléans.

Marcel Braibant aurait écrit une note sur la loi du 30 juin, concernant le prix du blé et d'autres céréales pour l'année 1942/43, mais il aurait oublié de l'envoyer à Giesenberg, Mme Rogetzky y attache une grande importance, écrit Richard, qui fait remettre la note ainsi que le *Journal officiel* du 2 à la secrétaire du Service d'Information et prend « *bonne note de votre retour pour le 30 courant* » (lettre de Richard à M.B. du 21 juillet 1942).

Depuis le printemps de 1942, suite aux efforts de guerre de plus en plus démesurés de l'Axe, les demandes de Berlin dans tous les domaines sont encore plus insupportables. Le risque du sort de la Pologne plane sur le pays. Le gouvernement Laval, sous la menace que les Allemands prennent en main les affaires eux-mêmes comme en Pologne, cède toujours plus à leurs demandes. Le fait le plus grave qu'on lui reproche aujourd'hui est la non-assistance aux juifs d'origine étrangère ; la déportation aboutira d'ailleurs fatalement, comme Marc Boegner l'a dit à Pierre Laval, à celle des Juifs français). La demande faite alors par Fritz Sauckel d'une main d'oeuvre qualifiée de 150 000 volontaires puis le STO, ont un impact désastreux sur la popularité de Laval. Il en est de même des demandes de ravitaillement et de production de vivres formulées par Herbert Backe lors de sa visite à Paris en mai.

Jacques Le Roy Ladurie, ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement, exprime le désir

de participer à un voyage d'étude en Allemagne organisé par l'ambassade pour quelques experts dont, semble-t-il, Marcel Braibant : ce voyage consiste à étudier le « Reichsnährstand » (voir plus haut) et son efficacité pour la production agricole. Mais Ribbentrop s'oppose à la visite du ministre - et sans doute à toute la mission. Il est sur la ligne de Goering du pillage par réquisition tandis que son ambassadeur Abetz tache toujours de nourrir l'illusion du partenariat. Il est question de cette « mission en Allemagne » dans une lettre de Braibant à Louis Dequet, cultivateur à Herpy (« Mon cher Louis... »), datée du 3 juillet 1942 : « *Je n'ai pas perdu de vue la demande de libération de ton fils. Maintenant qu'un accord est envisagé à ce sujet (La relève », K.S.) il y a plus de chance... J'aurais peut-être l'occasion prochaine de signaler d'une façon plus efficace ta demande, devant partir très prochainement en Allemagne et je n'oublierai pas d'intervenir si comme je l'espère cela me sera possible pour quelques prisonniers parmi lesquels ton fils est au premier rang puisque tu as déjà souffert de la première guerre. »*



La relève, l'échange d'un prisonnier contre trois ouvriers, s'avérant inefficace, le STO est instauré à partir de septembre. Marcel Braibant ne part pas en Allemagne. Le 4 août il écrit à Mme Magnien qui lui avait demandé la libération d'un prisonnier : « *Malheureusement les conditions dans lesquelles s'opère la relève, ne facilitent pas les interventions. Le voyage que je dois faire en Allemagne ayant été retardé, je n'ai pas encore eu l'occasion que j'espérais de pouvoir être utile à quelques prisonniers. Les déplacements de la Caravane m'éloignent de Reims de plus en plus, j'espère pouvoir cependant avoir le plaisir de vous voir un jour prochain ainsi que M. Magnien. »*

Du 8 août 1942 date une note pour *La Terre française* de Marcel Braibant : la Caravane a stationné à Artenay dans le Loiret à 35 km de Pithivier et la démonstration de machines agricoles a eu lieu à Bazoches les Hautes. Braibant, le commissaire et Gauthier, le chef de la Caravane ont accueilli les autorités : le maire, le directeur de la ferme de l'Institut Pasteur, le préfet, le directeur de la production agricole et le directeur des services agricoles du Loiret, Buscher et Grimm de l'ambassade, Schweston et Sohn, les délégués de Reinhardt qui s'excuse (voir ci-contre), de Lesdain, Commissaire général de la France européenne. Pendant deux jours 10 000 personnes ont assisté aux démonstrations, et la Caravane a enregistré 5800 visiteurs. « *C'était un plaisir de voir dans la plaine, entourée de cette quantité d'admirateurs, les évolutions d'un petit tracteur Bernard 6CV, qui semble un jouet et qui cependant tirait avec aisance une charrue à gros soc labourant à 25 cm de profondeur. »*

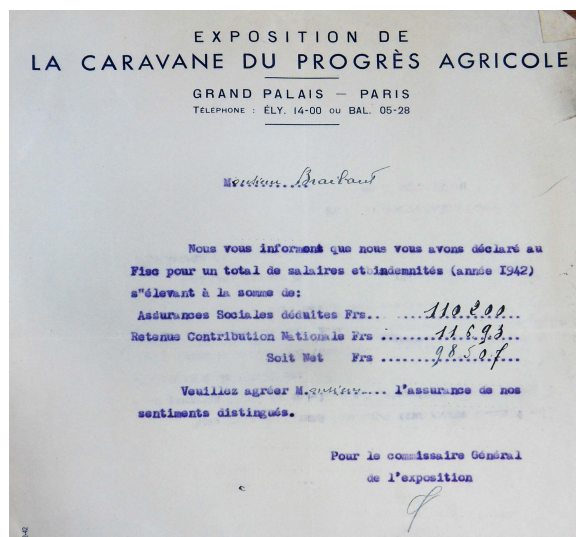
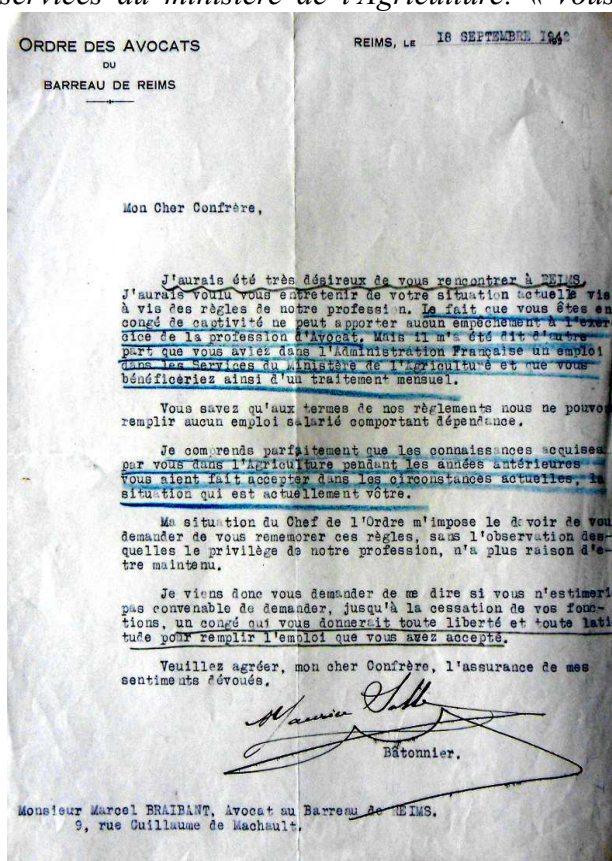
Le projet de la Caravane est connu jusqu'à Berlin. En avril 1942, juste après son lancement et en raison de son soutien par l'occupant, Hans Dittmer, auteur d'un texte pour le ministère de la Propagande, *Le paysan dans le Reich de la Grande Allemagne*⁹⁶ remercie Braibant pour le rapport sur la Caravane et les images, il lui propose de rester en contact par le biais du conseiller de délégation (Legationsrat) Heinrich Buscher (1911-1954). Ce dernier, fonctionnaire du Parti nazi dans l'inspection de l'éducation jusqu'en 1939, dirige le Service d'information au 15 rue Charles Floquet jusqu'en octobre 1942 ; Giesenberg, son subordonné selon l'organigramme publié

⁹⁶ *Der Bauer im großdeutschen Reich*, Berlin, Deutsche Informationsstelle, 1940.

par Barbara Lambauer, s'occupe en particulier des expositions et du carnet d'adresses. Buscher finira la guerre comme officier de la Waffen-SS et sera cité comme témoin à Nuremberg.

Le 18 septembre, Maurice Salle, le bâtonnier de Reims, écrit à son « cher confrère » au 9 rue Guillaume de Machault. Il aurait préféré le rencontrer à Reims. Il a entendu dire que Braibant reçoit une rémunération mensuelle des services du ministère de l'Agriculture: « Vous savez qu'aux termes de nos règlements, nous ne pouvons remplir aucun emploi salarié comportant dépendance. Je comprends parfaitement que les connaissances acquises par vous pendant les années antérieures vous aient fait accepter dans les circonstances actuelles la situation qui est actuellement vôtre. Ma situation de chef de l'ordre m'impose de vous remémorer ces règles sans l'observation desquelles le privilège de notre profession n'a plus raison d'être maintenu... »

Me Braibant est donc prié de prendre congé du barreau. Mais a-t-il été salarié? Officiellement, il a été prisonnier de l'Oflag de Châlons. Une lettre du 11 juillet 1941 de la Kommandantur de Reims à l'intendant Lindhorst du MBF précise qu'il a reçu son solde jusqu'au premier juin (2870 francs par mois, dont 1030 pour sa femme) et qu'on souhaite que cela continue. Ce qui est accepté : la rémunération est prolongée au delà de la démobilisation de Braibant en novembre 1941, jusqu'en mai 1943. En 1942 la Kommandantur de Reims continue



*donc de le rémunérer. Une somme importante vient du Grand Palais, de l'administration de la Caravane du Progrès Agricole : 98507 francs net, « assurances sociales déduites » ainsi que 11693 fr. de Contribution Nationale, ont été déclarés au fisc (voir lettre ci-contre qui lui est adressée à la rue de l'université et non à son adresse à Reims). Il semble donc qu'il a été salarié, ce qui signifie que, suite à la lettre du bâtonnier, il a du prendre congé du barreau. De janvier à mai inclus, il a reçu 15 000 francs pour sa collaboration à *La Terre française*, impôts non déduits (pouvoir d'achat 3-4000 Euro ; entre 1940 et 1944 le pouvoir d'achat diminue de 0.40 à 0,19 par rapport à l'Euro 2016 ; 0.28 pour 1942 ⁹⁷ ces chiffres sont bien sur largement fictives vu le rationnement, la distribution souvent défailante, les prix du marché*

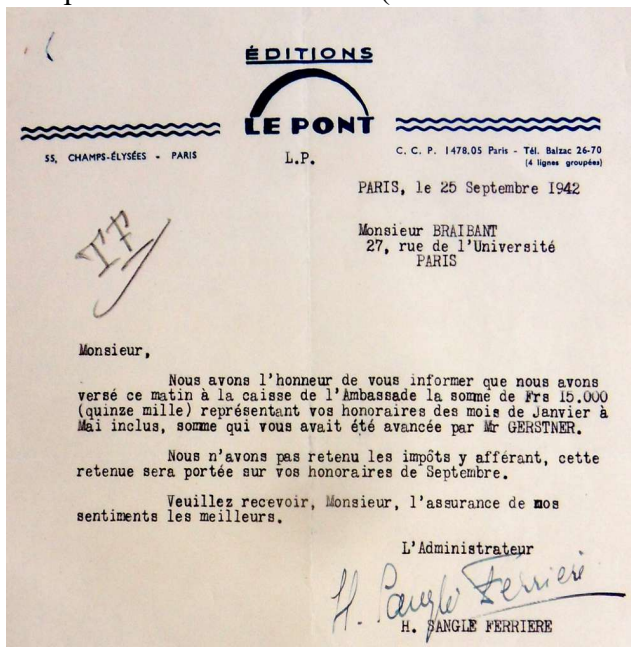
*noir); la somme lui a été avancée par Gerstner. On lui annonce la déduction d'impôts pour des honoraires prochains en septembre. La *Pariser Zeitung* déclare lui avoir payé 400 francs en 1942, *L'Atelier* 25686 francs , *L'Oeuvre* 2177 en 1942 et *La Terre française* déclare encore 900 francs pour une pige au mois de décembre. D'autres ressources, si elles ont existé (peut-être pour quelques articles parus en Allemagne), n'ont laissé aucune trace.*

97 http://www.leparticulier.fr/jcms/c_57169/valeur-des-francs-en-euros-2016

Donc, si on assume que la somme annoncée par les Éditions Le Pont (Editions de la Terre Française, voir la lettre ci-contre) a été la même que celle déjà payée, c'est à dire 15000 francs, les revenus de Marcel Braibant seraient de l'ordre de 200 000 francs pour 1942 (valeur d'achat environ 56 000 Euros 2016); elles venaient en majorité de son activité pour la caravane et de celle de son activité de publiciste. Sauf pour l'argent qu'il reçoit de la Caravane, qui n'y apparaît pas, ses revenus correspondent grosso modo aux chiffres du registre d'un compte à la Société générale. Ce compte est crédité de 2999 frs par chèque le 28 avril 1940, est pratiquement vide le 3 mai et reprend le 14 novembre avec une remise de 196.90 frs immédiatement retirée. La même somme est remise une semaine plus tard à laquelle se rajoutent 865,30 frs le 20 décembre. Le compte est de nouveau pratiquement vidé ce même jour. Pendant les 3 premiers mois de 1941 le compte est essentiellement alimenté de 4170 frs le 6 janvier et de 11 978 frs par chèque le 3 mars. Pour être de nouveau pratiquement vide le 31 mars. Pendant les trois premiers mois de 1942 le compte reçoit divers chèques et versements le bilan du 10 mars est de 18724 frs crédité contre 15841 frs dépensés. 1942 prend fin avec un bilan de 102 707,75 francs crédités et des dépenses de 4223 frs de moins. Pendant les premiers 3 mois de 1943 le compte est crédité d'au moins 12 000 frs. En 1944 le compte démarre avec 171,60 frs, est alimenté de 10800 frs pendant les trois mois pour des dépenses de la même hauteur. L'unique conclusion à tirer des chiffres de ce compte : l'argent n'y reste jamais longtemps et une partie importante des revenus n'y apparaît pas du tout.⁹⁸

Marcel Braibant a probablement eu des revenus convenables, mais rien n'indique qu'il se soit enrichi.

Une lettre de Richard du 7 septembre 1942 nous apprend que Madame Braibant reçoit un laissez-passer pour la ligne de démarcation. A-t-elle eu l'intention de partir à Marseille, éventuellement au Caire où vivent sa mère et son frère ? Son mari se trouve actuellement à La Charité sur Loire. Le 17, Richard lui fait savoir que Dittmer est à Paris et voudrait le voir. Ils se sont effectivement rencontrés : Braibant promet à Dittmer de lui transmettre le manuscrit du livre qu'il est en train d'écrire.



⁹⁸ Le fait qu'on lui annonce la déclaration au fisc de ses revenus du Grand Palais dans une lettre adressée à la rue de l'Université, serait-ce une indication que cette rémunération allait sur un compte parisien de sa femme?

Le même 17 septembre 1942, Marcel Braibant donne une conférence à la Fédération départementale des jeunes paysans de la Nièvre aux Cinéma Palace de Nevers, « La France, Nation agricole, comment l'Agriculture relèvera le pays », proche du titre de son livre à paraître. La deuxième partie de la soirée a un caractère folklorique Il se lie avec l'organisateur, le neveu de Marcel Déat, l'instituteur, dessinateur et poète « patoisant » nivernais, Pierre Chambon (1906-1966). Le 9 octobre ce dernier demande à Braibant de donner également une conférence à St. Armand et il a écrit à de Robert pour que la conférence se passe officiellement dans le cadre du Centre paysan. L'Hôpital psychiatrique de La Charité, l'adresse de Chambon, a été occupé par les Allemands jusqu'en 1942. Il était dirigé par le médecin psychiatre Louis Le Guillant (1900-1968), futur militant pour une nouvelle approche de la psychopathologie du travail et de celle d'adolescents qui sous l'occupation accueillait des maquisards et des réfractaires du STO. Sa femme Germaine, infirmière, s'est fait un nom avec son concept de soins à donner à des petits enfants orphelins. Le psychiatre d'avant-garde et grand amateur de poésie Pierre Lôi, dont le Centre porte aujourd'hui le nom, y pratique de 1932 à 1975.

Le 7 octobre, Braibant répond à une demande de Gerstner en lui envoyant une liste des journaux qui lui ont demandé des articles : *Das Reich*, *Europakabel*, *Deutsche Nationalzeitung*, *Pariser Zeitung*, *Südost Echo*, *L'Oeuvre*, *La*



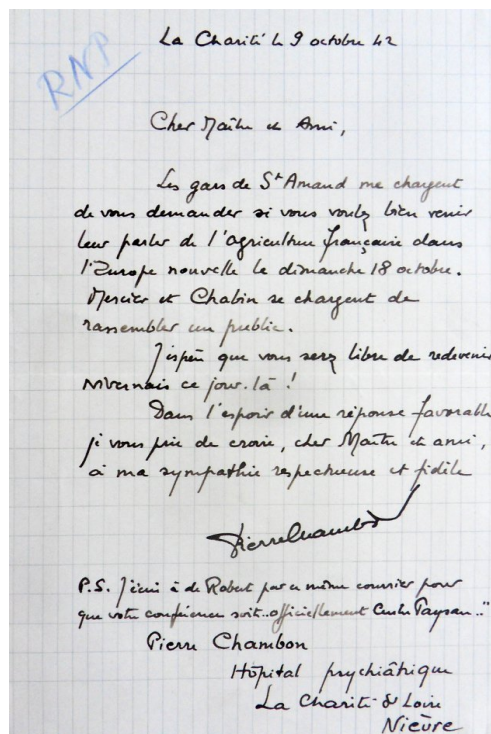
Terre française, L'Atelier « où je suis chargé de la page paysanne dans chaque n° »,

L'Ensemble « nouveau journal, paraissant le . novembre qui m'a chargé de la page sur les ouvriers agricoles) ». Pourquoi cette liste ? Pour

rémunérer l'auteur correctement ou parce qu'à l'Ambassade un changement de régime se prépare, des mesures d'économie s'imposent et l'utilité de Braibant est mise en cause ?

Le 23 octobre une longue lettre des éditions Hachette explique la situation actuelle de l'édition et sous quelle conditions, elles pourraient se charger de publier le manuscrit **La France, nation agricole** « que vous avez bien voulu nous communiquer. Nous croyons qu'il s'agit là d'un excellent ouvrage de propagande agricole qui ne peut manquer de faire comprendre à nos concitoyens tout l'intérêt que la France peut avoir dans le proche avenir ». En raison des difficultés de trouver du papier, des coupures de gaz et d'électricité et du fait qu'il faut compter six semaines pour obtenir l'autorisation des Allemands, trois mois seront nécessaires pour ce qui se fait habituellement en six semaines. Le prix du livre - 250 pages environ - sans illustrations serait de 24 francs et de plus de 30 francs avec 16 planches hors texte, ce qui, selon l'éditeur, pourrait décourager bon nombre d'acheteurs potentiels. Un tirage de 10 000 exemplaires nécessiterait une subvention sous forme d'achat de 50 00 exemplaires à 17 francs. En définitive, ce livre sera publié ailleurs (voir plus bas).

Avec l'occupation de la Zone libre, Otto Abetz est révoqué ; Rudolf Schleier, qui le remplace, n'est, selon Karl-Heinz Gerstner, qu'un homme de paille. Berlin décide de maintenir les apparences. Pétain reste en place mais voit son pouvoir diminué, Laval et son gouvernement sont



placés sous contrôle de l'occupant et n'ont pratiquement plus besoin de l'accord du « chef de l'État ». Les livraisons de l'industrie française aux Allemands (facturation selon l'accord de « compensation » qui s'est soldé par des énormes dettes allemandes) s'élèvent à plus des deux tiers de la production. Le ministre de l'armement, Albert Speer, s'oppose auprès de Sauckel à ce qu'on prive l'industrie française « collaboratrice » de sa main d'oeuvre. La résistance progresse en dépit d'une répression à l'outrance. La perte de l'Afrique du Nord aggrave considérablement l'approvisionnement surtout en oléagineux. Ouvert à la Wehrmacht par Goering au grand dam du responsable du ravitaillement au Majestic, le marché noir fleurit. Il semble que l'avenir de la Caravane et de toute activité de Braibant dépend maintenant davantage de Reinhardt que de l'Ambassade.

MINISTÈRE de L'INTÉRIEUR
 Direction Générale
 de la Police Nationale
 Police des Questions Juives
 8, Rue de Greffulhe, PARIS
 Anjou 60-15 - 60-16 - 60-17

Paris, le _____ 194

M. BRAIBANT

est prié de se présenter le 4-12-42
 à 10 heures, au Service de Police des Questions
 Juives, 8, rue de Greffulhe, Paris (8^e) - Métro : Havre-
 Caumartin (1^{er} étage), pour affaire l'c concernant.

Prière de présenter cette convocation

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
 Le Chef de Service,
 POLICE DES QUESTIONS JUIVES

Inspecteur :

P. Donillet

Affaire :

Se munir des pièces suivantes :

Papiers concernant les Parents
certificat de baptême (état civil)
certificat médical.

Le 4 décembre Braibant est convoqué rue de Greffulhe. La Police des questions juives » lui demande ses « papiers concernant les parents, certificat de baptême, certificat médical ». Il passe un examen médical, et se rend rue de Greffulhe. Alors il n'est pas « juif » ? S'agit-il d'un avertissement, peut-être survenu à la suite des changements à l'ambassade ? En 1946, Marcel Braibant expliquera dans son interrogatoire qu'il pense avoir été dénoncé. À noter que l'intérêt prétendu des autorités nazi pour le concerné cachait par fois un intérêt pour des personnes de sa famille ou de son entourage.

L'affaire de la brochure *La Terre de France attend ses paysans*. La première récolte sous l'occupation avait été maigre en raison du manque de main-d'oeuvre, de matériel et de carburant. Les pillages de l'occupant ont rendu la situation plus difficile encore. Surveillé par l'occupant Vichy a centralisé l'approvisionnement et créé des organismes tels que l'Office national

interprofessionnel des céréales (ONIC) destiné à exercer un contrôle sur le marché. La ration de pain a été fixée à 250 g par jour et habitant en avril 1941. Les prévisions de l'ONIC pour cette année se sont avérées inexactes et avec elles la taxe des prix. Face au mécontentement des paysans et à la multiplication des fraudes dans la chaîne de production du pain, le ministre Jacques Leroy Ladurie nommé en février 1942 a tenté d'augmenter les prix, mais Pierre Cathala, ministre de l'Economie a craint une hausse de l'inflation; les Allemands s'y sont également opposés fortement.⁹⁹ Telle est la situation lorsque survient le débarquement en Afrique et l'occupation de la zone sud suivis par des graves problèmes de ravitaillement, donc par des négociations décisives avec les allemands

Tous les documents cités se trouvent aux Archives Nationales¹⁰⁰ dans les papiers de Pierre Guilleret¹⁰¹. Après la Libération, suite à une demande du garde des Sceaux, Pierre Guilleret

99 Alain Chatriot, Edgar Leblanc, Édouard Lynch, *Organiser les marchés agricoles. Le temps des fondateurs, des années 1930 aux années 1950*. Paris, Armand Colin, 2012.

100AN 19900072/1

101 Pierre Guilleret (né en 1918) est alors un jeune rédacteur titulaire au Service d'études et de documentation du ministère de l'Agriculture et de Ravitaillement, service dirigé par Michel Augé-Laribé. Entré en 1943 dans ce service, Pierre Guilleret y passera toute sa vie professionnelle.

est chargé par son directeur de service, Michel Augé-Laribé, d'écrire un mémoire sur *L'organisation de la disette en France pendant l'occupation*. Il rassemble de nombreux documents et les ajoute en annexes à son texte de 45 pages. Un exemplaire est destiné à l'inspecteur Boissy, enquêteur dans le cadre de l'instruction contre Max Bonnafous, ex-ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement, qui sera jugé par la Haute Cour. Ce texte est écrit à la décharge de Max Bonnafous. Dans ce but, Pierre Guilleret présente notamment des informations sur une affaire survenue en janvier 1943 où une brochure du Ministère a été censurée, non pas par les organes de la censure allemande, mais par le responsable allemand du ravitaillement, Fritz Reinhardt. Cette interdiction fut prononcée le lendemain de la publication d'une critique de la brochure par Marcel Braibant, qui est donc tenu pour responsable de cet acte de répression. Citant des livres de Marcel Braibant, Pierre Guilleret fait de lui un malfaiteur au service des Allemands.

Les comptes rendus des réunions (« entretiens », selon la version officielle) entre administrateurs français et administrateurs militaires allemands en matières de Ravitaillement semblent particulièrement instructives. La centralisation implique des contacts réguliers entre le ministère de Vichy et les services du MBF à Paris, et pour l'alimentation de la capitale, entre l'intendance régionale et les services de l'occupant. Le 9 novembre 1942 la bataille de Stalingrad dure depuis plus de quatre mois, les troupes allemandes et roumaines sont épuisées, la contre-offensive soviétique se prépare à leur insu. Lucien Andrieu, l'intendant de la région de Paris, accompagné de MM. Labie et Maitrejean rencontrent au Majestic le conseiller d'administration militaire Hans Stolle¹⁰² de l'office de Reinhardt, accompagné du Dr. Epping. Le protocole reflète l'atmosphère de ces négociations techniques mais les discussions dépassent parfois ce cadre comme le montre cet extrait :

Stolle : « *Pourquoi dans cette deuxième quinzaine d'octobre n'avez-vous mis à notre disposition que 5000 tonnes de légumes au lieu de 6000 demandées. Il semble que vous eussiez pu encore fournir 1000 tonnes: c'est peu de choses* ». Maitrejean : « *Il nous faut tenir compte de tous les besoins. Paris devait recevoir 16000 tonnes. Cela représente à peine 1000 tonnes par jour pour huit millions d'habitants.* » Stolle : « *Je suis en zone occupée et je pourrais exiger plus que je ne le fais, bien que la situation soit difficile. Il me faut penser maintenant en soldat pour mes soldats. Pour eux je dois demander beaucoup, car il rentrent du front de l'EST où ils ont supporté de durs combats. Ils ont à défendre la France et l'Europe et ils ne savent pas s'ils en ont encore pour longtemps à vivre. Je ne sais pas même si je sortirai vivant de cette guerre. Ici, si l'en mange moins, on a la certitude de garder la vie...Si je continue à être sentimental et si nous n'arrivons pas à une entente, on me remplacera - alors que je ne demande pas mieux que de rester. Mon successeur mettra le poing sur la table et voudra tout bousculer. De même, je connais Monsieur Gilet ; il est trop doux mais je l'aime mieux qu'un homme têtu, car on peut s'entendre avec lui. Je ne veux pas qu'en puisse me reprocher un manque d'énergie.* » Andrieu : « *Il est normal que Monsieur Stolle se préoccupe de satisfaire aux besoins de subsistance des troupes. C'est son devoir et nous comprenons bien sa position et lorsque nous cherchons à garder pour la population civile les ressources suffisantes, nous faisons également notre devoir. Actuellement 20% de nos ressources françaises vont aux troupes d'occupation... Lorsque 1000 tonnes de légumes sont distribuées à Paris en 1 jour, le français moyen ne voit pas beaucoup de ces légumes, car ceux-ci sont distribués aux collectivités, aux écoles, etc... Les Services techniques du Ministère estiment que le dépassement du taux actuel de 20% empêchera le ravitaillement de la population civile. Ils ne peuvent consentir un taux plus élevé, sans l'accord de leur Ministre* »

Le 24 novembre 1942 au Majestic a lieu un entretien entre Max Bonnafous, Ministre de l'Agriculture et Emile Casanoue, intendant général délégué de l'Agriculture et du Ravitaillement à la Commission d'armistice avec Elmar Michel, « Kriegsverwaltungschef » (chef d'administration militaire), dirigeant de la section économie de l'administration auprès du MBF, Friedrich Reinhardt, « Kriegsverwaltungsvicechef », responsable du secteur Agriculture et Ravitaillement. Voici un

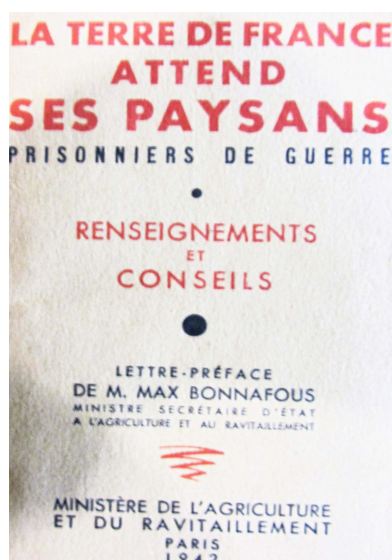
¹⁰²Stolle sera un des nombreux témoins de Reinhardt en 1948/49. Il déclarera pour sa personne qu'il n'a jamais été membre d'une organisation nazi. Mais l'ancien franc-maçon avait été dénoncé et Reinhardt l'avait protégé.

extrait de l'échange entre Michel et Bonnafous :

M : « Depuis notre dernier entretien, des événements se sont produits qui ont des conséquences graves sur la situation alimentaire non seulement de la France, mais aussi de l'Europe. J'ai désiré avoir un entretien avec vous au sujet des difficultés occasionnées dans le domaine du ravitaillement par la chute de l'Afrique. Il faut examiner la situation avec sang-froid et, malgré sa gravité, il ne faut pas prendre de mesures hâtives. Certes, votre Ministère a réfléchi aux mesures immédiates qui s'imposaient. Nous y avons réfléchi aussi. Mais vous avez pris une mesure trop hâtive qui est celle de la rupture unilatérale des contrats coloniaux. Depuis le 16 novembre, vous avez donné l'ordre de suspendre les livraisons d'huiles à la Reichsstelle. Nous n'avons connu cette mesure que par hasard. Nous n'en avons pas été au préalable prévenus. Je suis donc obligé de vous dire que nous ne pouvons pas l'approuver. »

B : « Puisque l'objet de notre entretien est l'étude des conséquences que l'occupation de l'Afrique par les Américains entraîne dans le domaine du Ravitaillement, je désire ne rien vous cacher de la gravité de la situation. Le trafic maritime est interrompu entre nos possessions d'Afrique et la Métropole et aussi entre la Métropole et les pays méditerranéens. En outre, et ceci est extrêmement grave, tout les échanges contre devises nous sont maintenant devenus impossibles. Il en résulte une diminution considérable de nos importations alimentaires qui peut être approximativement évaluée à plus de deux mois de consommation pour toute la France. Je n'ai pas pu, malgré le demande qui m'en a été faite par le Dr Reinhardt, augmenter le programme de margarine à partir de décembre. Mais je prendrai cette mesure à partir du 1er janvier. Ainsi que vous les voyez, j'ai fait face à une situation tragique avec toute la diligence et l'énergie nécessaires et j'espère que vous le comprendrez. » ...

M : « J'approuve les mesures que vous avez prises. Cependant, je ne peux pas accepter la rupture unilatérale des contrats coloniaux. La question dépasse ma compétence. Je crois que cette mesure sera difficile à faire accepter par Berlin. Je vous demande d'ailleurs d'envoyer une lettre à la Commission d'Armistice pour l'Économie afin de l'informer de l'arrêt des exportations d'huiles vers le Reich. La situation des corps gras est tragique, non seulement en France mais en Europe. Nous nous trouvons devant la nécessité absolue de collecter très énergiquement la totalité de la production. » ...



B : « Je suis décidé à collecter énergiquement non seulement tout le beurre mais aussi les oléagineux métropolitains. Pour cela je vais demander au Président Laval de me déléguer les pleins pouvoirs en matière de répression pour que la collecte soit efficace. Il faut que les infractions à la réglementation en vigueur soient sanctionnées immédiatement. »

Reinhardt : « Il faudra convaincre également Monsieur le Président Laval que la trituration des oléagineux métropolitains ne peut plus être faite par les 1400 moulins artisanaux qui, techniquement, travaillent de façon défectueuse. »



Les interlocuteurs se connaissent, le ton est convenable, les compromis sont difficiles. C'est la routine. Michel, (comme

Reinhardt en autre lieu) fait utilement comprendre qu'à chaque instant « Berlin » pourrait trouver insuffisant ce qu'il demande..

En janvier 1943 un incident perturbe la routine : Le 19 décembre 1942 une brochure de 140 pages du Ministère de Vichy, préfacé par Max Bonnafous a quitté l'imprimerie Arac à Paris : *La Terre de France attend ses paysans prisonniers de guerre. Renseignements et conseils*. Les 16-17 janvier 1943, Marcel Braibant publie dans *La France socialiste* une critique acerbe de cet

ouvrage, « *Si j'étais encore prisonnier* ». Le 20 janvier Reinhardt convoque l'intendant Casanoue¹⁰³. L'interprète Gerin formule un compte-rendu « confidentiel » de l'entretien signé par lui et par Casanoue : « *Le Dr. Reinhardt a convoqué Monsieur Casanoue pour lui déclarer que la brochure destinée aux prisonniers de guerre, avec préface de Monsieur le Ministre Max Bonnafous, lui a causé une grande désillusion lors de son retour de Berlin. Il se demande si cet ouvrage qui expose des théories libérales et gaullistes, est l'oeuvre d'un « effronté, d'un incapable ou d'un idiot ». Des illusions sur l'influence de son activité depuis deux années et sur la nouvelle orientation que devait prendre la politique agricole française se sont effondrées. Tout est à recommencer. Si cet ouvrage tombe entre les mains des Autorités allemandes en Allemagne, tout son crédit auprès de ses Supérieurs (sic! K.S.) est perdu et nombreux seront ceux qui se gausseront de son insuccès. On lui reprochera à nouveau de ne pas agir avec plus d'autorité. Le Dr. REINHARDT se plaint amèrement de l'état d'esprit qui règne dans les cadres supérieurs du Ministère de l'Agriculture. ... Le Dr. REINHARDT désire s'entretenir de cette question avec Monsieur le Ministre BONNAFOUS des qu'il sera possible. Monsieur CASANOUE essaie de réduire l'incident à ses justes proportions mais sans grand succès.* »

Le 26 janvier au Majestic s'entretiennent Bonnafous (B) et Casanoue (C) avec Reinhardt (R) et le « *Kriegsverwaltungsrat* » Thuesing¹⁰⁴ (T). Draheim¹⁰⁵ interprète. L'ordre du jour est le suivant 1) Diffusion de la brochure... 2) Approvisionnement en blé et farine des grands centres de consommation. 3) Livraison de blé à l'Allemagne.

R : « *Partant à Berlin ce soir, je vous remercie d'avoir bien voulu venir, malgré vos occupations, vous entretenir avec moi ... Les fonctionnaires qui ont rédigé cette brochure se sont rendus coupables d'incompréhension des besoins de l'EUROPE et ont essayé de saboter l'oeuvre poursuivie par nous en France depuis plus de deux ans. J'ai exposé au Ministre BACKE la situation agricole française et j'ai défendu votre Ministère contre les reproches de BERLIN qui trouve que tout n'a pas été fait pour augmenter la production en France. J'ai signalé le manque de carburant, le manque de chevaux, l'absence des prisonniers, etc... : j'ai l'impression que la diffusion de la brochure aurait compromis tous ses efforts. Je ne veux pas entrer dans le fond du débat mais je vous demanderai un nouvel entretien afin d'examiner les mesures à prendre pour empêcher à l'avenir des incidents de ce genre.* »

B : « *Je regrette que les Services de la Censure allemande aient donné leur accord à l'impression et à la diffusion de cet opuscule sans vous en référant. S'ils l'avaient fait, l'incident aurait été évité. ... Je n'ai pas attaché d'importance à sa diffusion et je ne veux pas donner à ce petit livre l'importance qu'il n'a pas.* »

À mon avis, ce qui se joue dans cet affaire est l'image de Reinhardt à Berlin. La brochure menace l'apparence qu'il a donné à son travail, donc ni plus ni moins que sa position. Après la défaite de la France, Berlin avait demandé la remise en route et le maintien de la production agricole en France en premier lieu pour le ravitaillement des troupes allemandes dans le pays¹⁰⁶. S'en suit bientôt une forte pression d'intensification à laquelle Reinhardt, l'expert de la « *Bataille pour la production* » allemande, répond avec la proposition d'un programme de restructuration à fond du secteur agricole en France en dépit des réalités, mais qu'il a su défendre à Berlin. Il est supposé d'en être le « *maître d'oeuvre* » et garant pour la collaboration des autorités françaises. Un programme dans le respect de la convention de la Haye. Il est alors constamment pris entre les mesures de pillage prises à Berlin qui outrepassent la convention, et sa crédibilité auprès

103 Casanoue sera l'intendant à Offenbourg en Zone d'occupation française après la guerre.

104 En 1947 Theobald Thuesing alors dirigeant de toute l'économie céréalière du nouveau Land Nord-Rhénanie-Westfalie témoignera que Reinhardt était au courant de son rejet du nazisme. Il croit savoir que Reinhardt jouissait de l'estime de personnalités françaises haut placées depuis la Libération, mais comme personne.

105 En 1948/49 le témoin Arthur Draheim, alors professeur de lycée à Wiesbaden attestera une « *profonde compréhension de Reinhardt pour l'autre côté* »

106 Selon La directive du Fuehrer du 12 novembre 1940 : « *Le but de ma conduite envers la France est de coopérer avec de pays de la façon la plus efficace concernant la poursuite de la guerre contre l'Angleterre.*

des français qui le fait s'opposer au possible à ces mesures (réquisition de terres arables, fermes mis sous administration allemande, réquisition de main d'oeuvre, achats de la Wehrmacht au marché noir, montants des « exportations » vers l'Allemagne etc.) (voir plus haut, le paragraphe « Le publiciste d'un patriotisme « opportun » »).

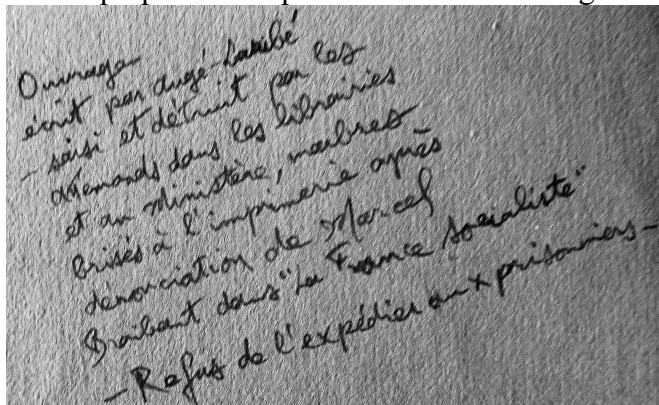
En ce qui concerne les deux autres sujet de l'entretien, Reinhardt affirme que l'approvisionnement des grands centres le préoccupe et qu'il n'ignore pas les difficultés de transport. Selon lui il faudrait porter le stock des grandes villes à quinze jours ou trois semaines, il a eu des entretiens avec les services de transport allemands. Les stocks de Paris devaient être portés de 30 000 t actuellement à 75 000 t. L'opération devait être terminée fin Avril. Les livraisons pour l'Allemagne sont en retard. Reinhardt a déjà obtenu une réduction et demande à Bonnafous de donner les ordres pour satisfaire la demande en février. Il s'agit de 100. 000 t. Bonnafous argumente qu'avec les ressources de 50 million de quintaux du pays, une livraison de cette hauteur le forcera d'abaisser les rations pour toujours pouvoir garantir la soudure. Reinhardt n'est pas d'accord : il y un ans le Ministère avait voulu abaisser la ration, mais le MBF s'est opposé et la soudure s'est bien passée. Thuesing propose que Bonnafous écrive une lettre à Stülpnagel pour que celui-ci lors de son prochain entretien à Berlin expose la situation à Goering. Bonnafous fera parvenir une lettre à Reinhardt « cette après-midi » avant que Reinhardt ne parte à Berlin.

R : « *J'insiste pour que votre réponse ne rejette pas absolument la demande que je viens de vous présenter car je crains qu'en ce cas, l'impression à Berlin soit défavorable. Peut-être alors les Autorités du Reich me prescriraient-elles de bloquer en toute hypothèse et d'assurer l'acheminement vers l'Allemagne de la totalité de la prestation sans égard pour la soudure en France. »*

Nota : « *La lettre remise au Dr REINHART en fin de journée explique qu'il ne pourra être expédié en Allemagne en février que le tonnage de blé représentant les livraisons en retard, soit 90 à 100 000 tonnes. »*

Pour information le compte-rendu de l'entretien est diffusé au Ministre, au directeur de Cabinet, au secrétaire général de la Production agricole, aux secrétaires Cal aux questions Paysannes et à l'Équipement rural et à la Consommation, aux Président de l'ONIC (Hallé), aux Chef du Service d'études et de documentation (Augé-Laribé), à M. de Bourbon-Busser du Cabinet de M. Barnaud.

Le 4 février au Majestic c'est la réunion de Reinhardt, Schroeck¹⁰⁷, *Otte avec Gay, Secrétaire général à la Production Agricole, Joffe, Andrieu, intendants, M. Heck. Également présents les deux interprètes Draheim et Gerin. Reinhardt* « a l'impression qu'on n'a fait pas tous les efforts qui pourraient permettre d'atténuer la gravité de la situation créée par la perte des ressources



de l'Afrique du Nord. Cette impression a été accentuée dans son esprit lorsqu'il a lu la brochure « La Terre de France attend ses paysans prisonniers » ouvrage de pur esprit gaulliste. ... M. le Dr. RHEINHARDT rappelle qu'il a appuyé, dans le passé la libération de prisonniers agricoles, les demandes françaises d'engrais, de semences, des produits anticryptogamiques. / La brochure incriminée ci-dessus semble prouver à Berlin que sa politique de bienveillance en France n'a pas

donné de bons résultats ; elle peut démolir le travail des deux dernières années.» - Suivent des

107 En 1948 Dr. Kurt Schroeck témoignera qu'au printemps 1943 Reinhardt a pu libérer presque 400 officiers prisonniers et qu'il a risqué gros en ignorant l'ordre que tous retourneraient au camps si un seul « s'effacerait » ce qui n'avait pas tardé d'arriver. Schroeck ne sera pas le seul qui témoigne ceci. Libérer de l'Offlag, certes, mais au moment où il y avait une pression sur des officiers français et leur résistance d'accepter l'uniforme de la Waffen-SS au front de l'est. Il reste à clarifier dans quelles circonstances Reinhardt a pu les faire rentrer.

discussions techniques.

Sur l'exemplaire de la brochure aux Archives nationales figure, écrit de la main de Guilleret, la notice : « *Ouvrage écrit par Augé-Laribé saisi et détruit par les Allemands dans les librairies et au Ministère, marbres brisés à l'imprimerie après dénonciation de Marcel Braibant dans **La France socialiste**. Refus de l'expédition aux prisonniers* ». On ne peut en douter : Michel Augé-Laribé, éminence grise de la politique agricole, savait ce qu'il faisait. La bataille de Stalingrad n'est pas terminée, mais le double front est dorénavant ouvert, la Résistance est renforcée en raison du STO. Ne faut-il pas préparer l'après-guerre, provoquer l'occupant, et le Maréchal, dépourvu de presque tout pouvoir réel ?

En 1954, à la mort de Michel-Augé-Laribé président du SFER, sa revue, *Économie rurale*, rappelle : « *Son optimisme patriotique a failli lui jouer plusieurs fois des mauvais tours. Ainsi on lui avait demandé de rédiger, à titre de Chef du Service d'Études et de Documentation, une brochure à l'usage des agriculteurs rentrant de captivité. Quand le travail fût prêt il n'était évidemment pas tout à fait orthodoxe. Et la censure de l'occupant demanda, à la très grande joie de son auteur, si celui-ci était fou ou gaulliste, et décida finalement d'envoyer au pilon tout les exemplaires déjà imprimés* »

Comme si à l'époque l'affaire n'avait été qu'un jeu. Il est difficile de trouver ce qui n'était pas orthodoxe dans le texte. Sous le titre de « Renseignements et Conseils » il s'agit essentiellement de renseignements sur la présence et les représentants du Ministère et de la Corporation dans les régions. Pour ce que sont les conseils, si l'appropriation des méthodes scientifiques en est un, pour le reste il s'agit d'appels au respect des lois et des règlements existants, au respect des autorités. L'appel de s'abstenir de fraudes et de faire plus d'efforts pour produire. Comme si tous les agriculteurs prisonniers étaient de retour demain et soumis aux règlements actuels. Peut-on appeler cela « *optimisme patriotique* » ? Comment ne pas s'attendre de la réaction de Reinhardt ?

D'ailleurs la censure allemande n'a rien trouvé à incriminer, ce qui montre que la provocation est à considérer dans le cadre des différences d'appréciation entre « experts » en politique agricole. Des différences existaient avant l'occupation. Elles sont accentuées par les autoritarismes à Vichy et à Paris à l'heure où l'usage du mot « Europe » en matière d'agriculture et de ravitaillement signifie une prise de position. Ce n'est pas la première fois que Marcel Braibant critique des actes et des mesures prises par les ministres de Vichy. Au-delà de la collaboration sa vision du développement du monde rural et du potentiel agricole s'oppose à celle de Michel Augé-Laribé. Sa critique fait sens, du moins me semble-t-il. Mais n'aurait-il pas pu éviter d'évoquer la générosité plus que douteuse de l'occupant ? « *Si je ne devais à une clémence sans exemple dans l'Histoire une liberté accordée à plus de 600 000 prisonniers de guerre je méditerais dans quelque lointain Oflag sur le petit livre que le Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement vient d'éditer...* » ?

Supposons alors une présence « *dans quelque lointain Oflag* » et citons ce qui suit : « *...je m'étonnerais de l'indigence et de la tendance de cette brochure, dont je ne pense pas qu'elle puisse soutenir le moral de nos camarades demeurés en captivité ni de ceux qui en France voudraient le consulter* ». Il y a effectivement de quoi critiquer dans une phrase telle que : « *Les militants de la défense professionnelle ont du mal à se faire à l'ordre nouveau, à se discipliner, à respecter la hiérarchie, à subir l'autorité. Il y a eu des résistances qu'il a fallu briser.* » Est-ce vraiment le moment, est-ce une perception juste de l'avenir de dire : « *Quand les arachides reviendront à Marseille, on aura plus à pousser la production du colza et de l'oeillette, si le maïs et l'avoine nous sont à nouveau fournis par l'Amérique et pas l'Afrique, nous n'aurons pas à faire chez nous, l'effort auquel nous serions obligés si nous ne devons compter que sur nous-mêmes. Si le coton, la laine, la soie, le lin, le chanvre nous sont offerts, devons-nous les repousser pour essayer de les produire chez nous, ou les remplacer par des succédanés ?* » Marcel Braibant a toujours combattu un conservatisme technocrate tel que celui prôné par Augé-Laribé. La primauté de la rentabilité de la production agricole a pu être défendue par les Maréchalistes comme les Gaullistes.

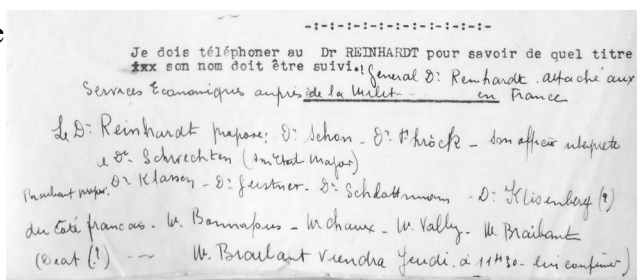
Rien d'étonnant dès lors que Michel Augé-Laribé, Luce Prault, Jacques Leroy-Ladurie, tous anciens du ministère à Vichy, exercent une influence sur la politique agricole des années après-guerre alors que Marcel Braibant en est écarté. Enfin traiter de sa réaction comme une dénonciation et donner à Michel Augé-Laribé le titre de « résistant » me semble exagéré.

Je reviendrai sur le rapport de Guilleret en 1944-1945 dans le chapitre sur l'épuration .

Grâce à la protection par l'Ambassade ou plutôt par le « général » Reinhardt, la position de Marcel Braibant reste suffisamment forte pour qu'il puisse envisager encore des rencontres avec des acteurs importants. Le 15 janvier 1943, il écrit sur papier en tête de « L'exposition de la Caravane du Progrès Agricole » à Edouard Chaux « *Mon cher président* » pour lui proposer une conférence à l'occasion du livre qu'il publiera « prochainement », ***La France, nation agricole, regards sur le passé, perspectives de l'avenir.***

Alain Guerin écrit¹⁰⁸ : « *Tout collaborateur notoire brigue d'être admis au "Cercle Européen", ce super-club des Champs-Élysées, dirigé par Edouard Chaux, le créateur du Lido* »¹⁰⁹. En 1937, Chaux et Braibant participaient ensemble au comité de rédaction de la revue *L'État moderne*, des « Planistes ». Braibant compte avec notamment Henri de Man, parmi les membres du comité d'honneur du *Cercle Européen* que Chaux fonde en 1942. Il apprend qu'une première assemblée générale de la section économique a eu lieu le 16 décembre ; il aurait aimé y participer. Son livre, écrit-il, sera préfacé par l'Inspecteur général de l'agriculture et président de l'Académie d'Agriculture Albert Démolon. Il ajoute : « *Si cette conférence vous intéresse, vous pouvez demander au Général Dr. Reinhardt de la présider ; je le vois fréquemment et je suis persuadé qu'il accepterait.* ». Chaux donne son accord. Dans une lettre du 20 janvier à Braibant, il propose un nouveau titre pour la conférence : « *Une intense production agricole, source et condition de toutes les activités économiques dans la France de demain* ». Marcel Braibant préfère : « *condition du développement de toutes...* » au lieu de « *source et condition de toutes...* » Il écrit à Reinhardt : « *Dans l'espoir que vous voulez bien me manifester la sympathie que vous avez bien voulu m'accorder et de montrer l'intérêt que vous portez au développement de l'agriculture française, je vous prie d'accorder M. le docteur...* » .

Le 25, le « Kriegverwaltungsvicechef » (vice-directeur de l'administration militaire) donne son accord pour présider. Braibant l'a rencontré, le secrétariat de Chaux note que Braibant a téléphoné pour communiquer qu'à l'occasion, Reinhardt voudrait faire une déclaration importante et, « confidentiel », que Reinhardt allait insister que Bonnafous, le ministre de l'Agriculture assiste à la conférence et au dîner, il a donné des ordres correspondants en présence de son visiteur. « *Le docteur Reinhardt pense, à l'issue du dîner, avoir un entretien avec M. Bonnafous et quelques personnalités et discuter de certaines problèmes importants pour le pays.* ». Mme Rabet du secrétariat téléphone à Reinhardt pour savoir avec quel titre il voudrait être annoncé : « *Général Dr. Reinhardt attaché au service économique de la Militärverwaltung en France* ». Reinhardt propose d'inviter : Dr. Sohn, Dr. Schroeck, Major Dr. Schwechten, l'interprète Draheim. Braibant de son côté propose Gerstner, Giesenberg, Klassen, Schlattmann. Reçoivent également des invitations : Bonnafous, Chaux, Jean Valby¹¹⁰ (éventuellement aussi Déat).



La conférence a lieu le 10 février ; son tapuscrit de 18 pages a été conservé. L'auteur part

108 *Chronique de la Résistance*

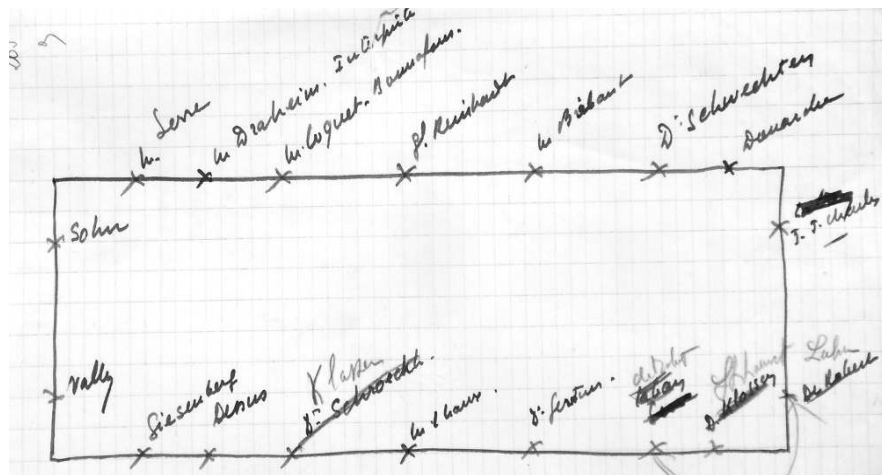
109 Le Lido avait été à l'origine en 1928 une grande piscine souterraine, idée du promoteur Chaux. Mais après sa faillite en 1933, un repreneur avait comblé la piscine en 1936 pour y installer une grande salle de théâtre fréquentée par le tout Paris.

110 Secrétaire du Cercle et rédacteur en chef du *Moniteur officiel du commerce et de l'industrie*.

d'une citation du Maréchal pour développer son propos. Le 23 août 1940 Pétain avait proclamé : « La France redeviendra ce qu'elle n'aurait jamais du cesser d'être : une nation essentiellement agricole. » Braibant utilise de cette citation et d'une autre du Maréchal, prononcée lors d'une inauguration d'un monument aux morts de la première guerre d'un petit village: « ...un peuple de 40 millions d'âmes qui serait composé uniquement de laboureurs et de bergers et qui n'aurait pas d'ingénieurs, pas de chefs ni d'ouvriers d'industrie, pas de commerçants, pas d'hommes de mer ne saurait reprendre parmi les grandes nations le rang qu'il a si souvent occupé au cours de l'histoire. Devançons l'heureuse époque où les enfermés que nous sommes s'évaderont aux beaux jours d'été. « au large des terres ». Allons au temps de Messidor dans une culture intensive.... Sans l'aide de la machine, le paysan ne saurait approfondir, assouplir, façonner, pétrir comme l'exige l'agronomie moderne, le sol auquel il demande de riches moissons. La motorisation de la culture gagnera jusqu'au petits et moyennes exploitations, qui disposent désormais, grâce aux efforts de nos constructeurs et de nos artisans, d'un outillage que la pratique de l'association leur permet de compléter... »

Certes, il chante l'éloge « productiviste » des moyens chimiques qui assurent et augmentent la récolte, et de la production industrielle des aliments pour animaux. L'industrie du caoutchouc est importante... En conclusion, Braibant souligne une fois de plus que le « but de l'abondance » ne peut être atteint sans l'accroissement du marché : « Le jour où les peuples européens constitueront entre eux l'union économique qui apportera à notre continent la prospérité et la paix, notre paysannerie sera sauvée, parce qu'elle disposera des débouchés nécessaires, et la France assurée d'un heureux avenir. Si, au contraire... il faudrait à nouveau soumettre l'agriculture à la législation des contingentements de la production, accumulatrice de ruines paysannes, génératrice de la vie chère, pourvoyeuse acharnée de l'exode rural au bénéfice des nations qui tirent profit des divisions intérieures et des rivalités européennes. » Enfin il remercie Reinhardt dont la présence « atteste que nos destins sont solidaires. L'Europe est notre espace vital comme le vôtre. Vous l'avez uni par les armes. Ense et arate, avec l'épée et la charrue conformément à la vieille devise des Romains que Bugeaud appliquait en conquérant l'Algérie. L'Europe créée dans le feu des batailles comme la France restera une réalité par la terre et pour la terre. »¹¹¹

Bonnafous s'est excusé auprès de Chaux, et s'est fait remplacer par son chef de Cabinet



Jacques Coquet, qui le fait excuser par lettre auprès de Reinhardt. D'autres personnalités ont été invité par Chaux : Laban de L'Oeuvre, de Robert du Centre paysan, René Serre des syndicats des bouchers, Léon Douarche. Coquet est venu en compagnie de Pierre Dessus du ministère. Un plan de table du dîner à l'issue de la conférence a été conservé : Reinhardt entouré sur sa

droite de Coquet, l'interprète Draheim, Serre et Sohn ; Braibant, Schwechten, Léon Douarche et J. J. Charles de *La Terre française* sur sa gauche ; en face Chaux avec, à sa droite , Gerstner, de

¹¹¹Thomas-Robert Bugeaud (1784-1849), agent de la répression sous Louis-Philippe, Maréchal de France 1843, poursuivait une politique de la terre brûlée lors de la conquête de l'Algérie (1841-1847) à laquelle il s'était d'abord opposé comme trop onéreuse. Il est rapporté d'avoir dit : « Et moi, je considère que le respect des règles humanitaires fera que la guerre en Afrique risque de se prolonger indéfiniment » Il est mort de la choléra à Paris. (Wikipedia). Curieuse référence.

Robert, Schroeck(?) et Maurice Laban ; à sa gauche Klassen, Dessus, Giesenberg, Valby. Une brève dans le n° du 12 février de *La vie industrielle* rend compte de la conférence. Le 13, dans une lettre à Laban, Chaux constate que « *L'Oeuvre* est le seul journal qui n'a pas dit un mot... Dois-je m'en plaindre à Marcel Déat ? » Quelle était donc l'importante déclaration du général Reinhardt en février 1943, juste après la défaite de Stalingrad? La question reste ouverte...

Un rapport de police d'après-guerre déclare que Marcel Braibant vit définitivement séparé de Léonie Weil-Curiel à partir de février 1943. Dans l'interrogatoire, il dira que depuis des années leur entente n'était plus très bonne depuis qu'elle avait décidé d'habiter à Paris chez ses enfants tandis que lui continuait d'habiter à Reims.

En fait il vivait avec *Germaine Rinaud*, « artiste lyrique, dite La Choucounne », « une femme d'environ 40 ans » selon le rapport policier, avec laquelle il partageait le logement lors de son arrestation en décembre 1945 ? Germaine Rinaud, née en 1909 près de Faranah en Guinée d'une mère guinéenne et d'un jeune instituteur français, Pierre Rinaud, est diplômée du Conservatoire de Paris en 1928, pianiste de concert classique qui, durant l'occupation, travaille sous le nom de Choucounne au cabaret de Suzy Solidor, où se retrouvent des personnalités de l'occupation et de la collaboration.

Malheureusement, un sinistre grave a arrêté la Caravane à la fin de l'été dernier. Un incendie a détruit, sur une route de la Nièvre, le camion qui contenait la plupart des machines exposées, ainsi que des mécanismes essentiels au fonctionnement de la Caravane et la remorque-bureau, avec ses archives et sa bibliothèque. Il a fallu que la Caravane revienne à Paris pour procéder à la réfection du matériel détruit et au remplacement d'organes particulièrement délicats, et dont la reconstitution a été difficile. C'est la raison pour laquelle la Caravane a dû séjourner dans la nef du Grand Palais, qui, seule, est assez haute pour abriter ses installations.

La Caravane a brûlé à la fin 1942 (voir *L'Atelier*, 15 mai 1943). Accident de route ou acte de « sabotage patriotique » ? Braibant réussit à la faire redémarrer. Après l'ouverture au Grand Palais le 5 mai, elle reprend son itinéraire en direction de la Bretagne.

La cérémonie à Paris réunit une fois de plus tout le « gratin » de l'agriculture et notamment le nom de René Dumont, qui sera beaucoup plus tard candidat écologique à la présidence de la République. Dans son allocution Braibant exprime une phrase flatteuse pour ceux qui financent son entreprise : « *La présence à cette inauguration de hauts représentants militaires et civiles d'Occupation atteste, que nos efforts sont compris du grand peuple qui a tant fait pour son agriculture* »

La Kommandatur de Reims l'a informé en mars 1943 que son contrat de travail datant de septembre 1941 cesse. On n'aurait plus besoin de prisonniers de guerre depuis qu'on ait nommé des « Landwirtschaftsführer » (« Führers » d'agriculture) pour gérer les fermes. Malgré l'intervention de Reinhardt en sa faveur, Braibant n'obtient pas un nouveau contrat, mais la Feldkommandatur lui accorde sur sa demande deux salaires supplémentaires de 2870 fr. pour les mois avril et mai. Le Militärverwaltungsrat (intendant) Ohlmer remercie le Oberleutnant Braibant pour « les précieux services » fournis aux

La remise en état complètement terminée, la Caravane 1943 a été inaugurée le mercredi 5 mai à 11 heures, en présence des autorités françaises et d'occupation : M. Gault, directeur général des services de la Corporation paysanne, représentant M. Adolphe Pointier, syndic national, retenu en Bretagne par le voyage du ministre de l'Agriculture, les professeurs Tony Ballu et Leroy, de l'Institut agronomique, M. René Dumont, M. Jacques de Lesdain, M. Chopin de Janvry, secrétaire général du comité des oléagineux, M. Schifert, du même organisme, M. Paisseau, directeur du G.I.R.P.I.A. de la Seine, le commandant Gizard, M. Perrot, directeur général du C.I.S., M. Jacques Baratto, directeur des fermes expérimentales de l'Institut Pasteur et conseiller technique du Comité d'organisation du machinisme agricole, M. Levillain, conseiller municipal de Paris, M. Decayrel, directeur du Comité national des fruits et légumes, le marquis de Polignac, M. Frédéric Bernard, président directeur général de la société « Bernard moteurs », M. Molitry, secrétaire général du Groupe spécialisé du lait, MM. Jean-Jacques Charles et Forissier, rédacteurs en chef de *La Terre française*, M. Chaux, président du Cercle européen, M. Demongeot, directeur de l'Institut français du caoutchouc, etc.

La cérémonie commença par une allocution du commissaire général. Marcel Braibant déclara notamment :

« La primauté de l'agriculture nationale n'a jamais été plus nécessaire pour les peuples qui veulent conduire leur destin. C'est pourquoi nous avons,

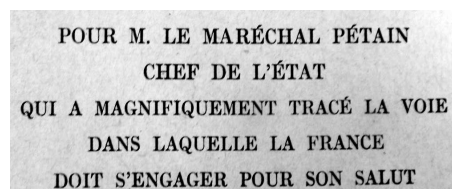
intérêts français et allemand (lettre du 20 juillet en allemand). Avant que la Caravane reprenne ses déplacements Braibant a terminé son livre *La France, nation agricole, regards sur le passé,*



perspectives d'avenir. Sur la dernière page est indiqué son lieu de travail : La Charité-sur-Loire, avril 1943. Les 150 pages ainsi que 12 planches, dessins et graphiques, paraissent, brochées, aux Documents Contemporains, Paris, 55 Champs-Élysées. Cette maison d'édition située en face du siège de la Propagandastaffel était un département de production de livres des Editions de périodiques Le Pont, une création de l'ambassade, du « trust Hibbelen ». En 1942 André Chaumet¹¹², Henri Labroue¹¹³ y avaient publié des ouvrages

violemment anti-sémites. De même Louis Thomas, qui a joué un rôle important dans « l'aryanisation », l'expropriation d'éditeurs en faveur d'agents allemands.¹¹⁴ À noter ce que Braibant affirmera au juge d'instruction, l'absence d'expressions antisémites dans ses écrits malgré une pression du côté des services de l'occupant. Il avait essayé de publier ailleurs, sans y réussir pour cause de l'incertitude de l'éditeur qu'on lui accorde la quantité de papier nécessaire.

L'auteur de La France, nation agricole, qui a rarement approuvé la politique agricole de Vichy, juge opportun de dédicacer son texte au Maréchal. S'agit-il d'un hommage « au corps du roi », l'occasion d'exprimer une « volonté irrépressible du peuple de survivre politiquement »¹¹⁵



Marcel Braibant, depuis sa thèse préfacée par Paul Deschanel, le futur président de la République, a toujours su faire préfacier ses livres par des auteurs connus. Cette fois, c'est par Albert Démolon (1881-1954) : ancien directeur de la station agronomique de l'Aisne, également fondateur en 1934, avec Auguste Oudin, de l'Association française pour l'étude des sols (AFES), membre de l'Académie d'agriculture depuis 1934 et récemment élu président. La Libération ne touchera ni à son poste ni à sa renommée : en 1946 il sera élu à l'Académie des sciences, et en 1953

112 Ancien bonapartiste, en suite nationaliste, fondateur d'un parti qui joint les francistes en 1935, collaborateur de l'agence de presse allemande anti-sémite Weltdienst, journaliste à France-Soir, où il est l'auteur d'un „reportage“ honteux, antisémite sur le camp de Drancy, membre du parti de Doriot, directeur, éditeur de périodiques au service de l'ambassade, de la Propagandastaffel et du Commissaire général aux questions juives. Directeur politique, avec Paul Rives, de *Germinal*, hebdomadaire lancé par Claude Jamet en avril 1944.

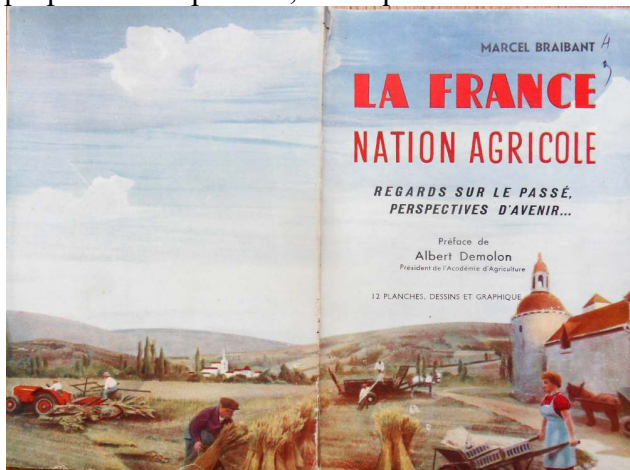
113 Imposé à l'enseignement supérieur par l'occupant, Labroue donne sa leçon inaugurale à la Sorbonne le 11 décembre 1942 en présence de Darquier de Pellepoix. Son cours sur l'antisémitisme est vivement contesté par des enseignants et des étudiants.

114 Voir Andries Van den Abeele, Louis Thomas (1885-1962) Biographie 2007, inédit, Chapitre IX: <http://users.skynet.be/sb176943/AndriesVandenAbeele/AVDA448.htm>; Louis Thomas, écrivain, poète dès son plus jeune âge, traducteur, érudit, anti-dreyfusard, anti-sémite et „homme de confiance“ des allemands est né en 1885 comme Marcel Braibant. Lieutenant à la fin de la guerre de 14, décoré au Maroc, il devient chevalier de la Légion d'honneur pour faits militaires et, comme Braibant, participe volontairement à la campagne de 1940, est prisonnier d'un Offlag d'abord en France, puis à Münster avant d'être libéré au début de 1941, possiblement sur demande de l'ambassade à laquelle il rend service par la suite. En 1943 les Éditions Contemporaines publient également Robert Laplagne, *Les jours maudits*. En mai 1944 y parut une brochure des services allemands sur le combat (« anti-terroriste »?) des croates (pro-allemands) contre les partisans.

115 Manfred Kittel, *Provinz zwischen Reich und Republik : politische Mentalitäten in Deutschland und Frankreich 1918 -1933/36*, München, Oldenbourg, 2000.

*il est décoré Commandeur de la Légion d'honneur*¹¹⁶.

Albert Démolon met en valeur le texte de Braibant : « Peut-être comprendra-t-on mieux dans la détresse des temps présents que la culture du sol ne se borne pas à satisfaire les besoins propres de l'exploitant, mais qu'elle assure ceux de toute la population en même temps qu'elle est la



source d'un grand nombre de matières premières indispensables à l'Industrie. Il faudrait comprendre aussi que l'Agriculture ne saurait être ni une œuvre philanthropique, ni une fantaisie dispendieuse. Elle doit être rémunératrice pour celui qui s'y adonne. Il faut en outre que disparaisse le complexe d'infériorité qui est demeuré jusqu'ici son lot sur le plan social et qu'elle soit traitée comme toute autre activité concourant à la prospérité nationale... comme lui je crois fermement que la France peut, conformément à sa vocation naturelle, redevenir une grande nation agricole. ... comme l'auteur et

pour des raisons d'ordre directement expérimental, je considère que, dans l'ensemble, nous sommes encore loin du maximum de rendement économiquement accessible sur notre sol et que notre production pourrait être rapidement accrue en quantité et en qualité... l'auteur nous apporte des faits et des idées qu'il convient de méditer si nous voulons, dans la discipline nécessaire, préparer dès à présent un avenir meilleur nous assurant la prospérité et la paix sociale. »

À la fin de son livre, Marcel Braibant affirme sa foi politique en la paysannerie : *« Relever la France de ses ruines, donner au pays une économie stable et prospère et participer efficacement à la constitution du continent nouveau, en créant une solidarité qui, des paysanneries s'étendra à l'ensemble des peuples, telle apparaît la haute mission que l'histoire offre présentement à la France, « nation essentiellement agricole ». »* Au début du premier chapitre *« Des privations de la guerre aux perspectives de la paix »*, il évoque la situation actuelle : *« Les restrictions et les privations que, pour la seconde fois dans un quart de siècle, nous subissons avec des difficultés croissantes, attestent la primauté de l'agriculture en temps de guerre... Mais la fonction de l'agriculture ne se limite pas au ravitaillement du pays en cas de conflit international. La production agricole est indispensable également aux temps heureux de la paix... Nous l'avons oublié en France, en abandonnant notre économie au grand capitalisme industriel et en considérant, même après la guerre de 1914 où elle nous avait cependant permis de « tenir », la production agricole comme secondaire. »*

En couverture du livre figure la représentation en couleurs d'un diorama de l'Institut français du caoutchouc : *« Le pneu dans l'agriculture. »* Les planches, en noir et blanc, illustrent la richesse du pays à travers des spécimens de chevaux, de bovins, de volaille, de porc et de brebis, ainsi que de richesses inexploitées, la Rose Typha d'un marais. Suivent des photos d'un grand Silo d'une coopérative, d'une cave coopérative de vinification, la démonstration graphique des résultats du contrôle laitier en Oise, des travaux d'équipement rural, le partage des superficies entre les différents productions. Une planche rappelle l'histoire : *« Le cahier de doléances établi pour les états généraux de 1789 par les paysans de Mont sur Courville »*. Marcel Braibant prône la culture intensive, mais *« l'agriculture intensive n'est pas une œuvre d'esclavage ; elle exige l'application, la méthode, le savoir, le métier, la passion de produire, c'est à dire la personnalité de l'homme, son acceptation de la tâche qu'il doit remplir et la volonté de l'accomplir. Contrainte et production intensive sont inconciliables »*

¹¹⁶ Aurait-il pu être contraint d'écrire cette préface ? Rien ne l'indique. Il participera aussi à la conférence de la Ligue fondée par Braibant à Versailles le 5 mai 1944 (voir plus bas)

Démolon n'est pas le seul à apprécier le livre de Braibant. Dans une longue lettre du 4 août 1944 (!) Daniel Serruys (1875-1950), ancien président de la Commission économique de la Société des Nations, Haut Commissaire à l'économie nationale en 1939 et futur, en 1949, membre de l'Académie des sciences morales et politiques (ASMP), lui écrit : « *Les idées qui y sont exprimées sont, du point de vue économique et technique, de celles qu'il faut répandre si l'on veut assurer à ce pays des moyens efficaces de redressement. Il va de soi que la régression de la production et du marché agricoles a été, depuis 1910, une des causes du déclin de la puissance et de la diminution du rayonnement de la France.* »

Serruys remarque néanmoins que l'autonomie de la ferme dans tous les domaines qui a longtemps été un moteur du développement, lui semble anachronique. Il conclut : « *Je me permets... de signaler votre livre et de recommander la politique qu'il définit en matière d'exportation au Comité d'action économique et douanière, dont la cheville ouvrière est M. Lacour-Gayet* » (Jacques Lacour-Gayet 1883-1953, co-fondateur de RTL en 1931, fondateur de l'édition Spid (1937 spécialisé en économie, en assurance), est un acteur des organisations patronales, dans l'organisation du commerce sous Vichy. Il sera, lui aussi, élu à l'ASMP en 1946. Prudence s'impose : « *Il va de soi, écrit Serruys, que c'est à vous seul que je confie mes préoccupations sous une forme qui ne comporte évidemment aucune publicité* »... ; il préfère renvoyer à Braibant son livre et les exemplaires de *La Terre française* » qu'il a reçu... (881).

Le Matin (3 décembre 1943) publie, en guise de note de lecture du livre de Marcel Braibant, un article du chef du service politique du journal, également éditorialiste à Radio Paris et l'ancien collaborateur de l'Illustration, Robert de Beauplan : « *L'Agriculture au service de l'industrie* » : « *À ceux qui le demandent, un spécialiste des questions agricoles, M. Marcel Braibant vient de répondre de la façon la plus pertinente dans un fort intéressant ouvrage : La France, nation agricole. Il y affirme : « La renaissance de l'agriculture ne sera pas une revanche contre la domination industrielle. Loin de nuire aux autres industries du pays elle les favorisera toutes. »* ». Après la Libération, de Beauplan, l'ancien anti-raciste, qui finit par vouloir « *concentrer les Juifs du monde entier sur un territoire particulier* »¹¹⁷, se cache dans la Sarthe sous un faux nom jusqu'en juin 1945. Arrêté et condamné à mort, il doit à sa fille, sergent des FFL, de voir sa peine commuée en réclusion perpétuelle.

Lors de la parution de son livre Marcel Braibant n'a plus d'activité journalistique depuis un certain temps. Les documents parlent encore d'une visite de 30 garçons et 30 filles de l'école d'Appoigny/Yonne le 19 octobre 1943 lorsque la caravane se trouve à Auxerre, puis d'une conférence de Braibant à Châlons sur Marne, toujours dans le cadre de la caravane, fin novembre 1943. Sous l'entête des « *Bibliothèques, Archives municipales, Musées, Bibliothèque circulante de la Marne* » quelqu'un (le directeur?) lui écrit : « *J'ai du moins pu assister à votre exposé et admirer avec quelle aisance et quelle maîtrise vous rendiez accessible des problèmes parfois assez complexes* ». Le correspondant ajoute : « *J'ai naturellement visité avec un intérêt particulier votre bibliobus. Il me paraît bien conçu pour une destination un peu différente de la nôtre puisque vous vendez et nous déposons...* ».

Le sixième gouvernement Pierre Laval, le quatrième de Vichy, connaît de nombreux remaniements avec la nomination de Luce Prault (saluée par Marcel Braibant) comme secrétaire général au ministère de l'agriculture le 27 avril 1942, puis les démissions de Jaques Le Roy-Ladurie (septembre 1942), Hubert Lagardelle (novembre 43), Jean Romier, le confident de Philippe Pétain de longue date (décembre 43), Max Bonnafous (janvier 1944) et enfin la nomination de Marcel Déat comme ministre du Travail et de la Solidarité nationale le 16 mars 1944.

Vichy n'a jamais eu le choix entièrement libre de son personnel : cette dernière

117 Simon Epstein, Un paradoxe français, *Antiracistes dans la collaboration, antisémites dans la résistance*, Paris, Albin Michel, 2008.

nomination est la conséquence directe d'une demande des Allemands, en dépit des réticences de Laval au sujet de Déat. Otto Abetz revient à Paris en novembre 1943, Marcel Déat a été plusieurs fois son candidat. Nul doute, avec les succès de l'Armée rouge à l'Est, la libération de Leningrad, la reconquête de Kiev, avec l'avance des Alliés en Italie, avec la conférence de Téhéran (novembre 1943) et avec le renforcement de la Résistance (les FFI regroupent 100 000 résistants), la fin de l'occupation. approche. Mais les convois de déportation continuent et les actes de violences de l'occupant augmentent.

Est-ce la proximité de Marcel Braibant avec Déat qui fait qu'il est sollicité une fois de plus ou s'active-t-il de son propre gré ? Le 18 mars 1944 Le Matin publie un article de lui : « Une stricte politique agricole ne peut priver la France de son rayonnement industriel et commercial ». Braibant annonce la première conférence de propagande de la LDIPA, la nouvelle Ligue pour le développement et l'intensification de la

Pour le développement de la production agricole

La Ligue pour le développement et l'intensification de la production agricole en France et dans l'Empire, a tenu une réunion, à la salle des horticulteurs, sous la présidence de M. Victor Constant, président du conseil départemental de la Seine et de la Confédération des groupements commerciaux et industriels de France.

Tour à tour la parole y a été prise par M. Marcel Braibant, président de la Ligue, le gouverneur honoraire des colonies, Léon Cayla, le professeur Perrot, président de l'Académie de médecine et vice-président de l'Académie d'agriculture, MM. Pierre Mathé, Roger Paul, conseillers nationaux et M. Louis Aubin, président de la société d'horticulture de Montreuil-sous-Bois.

Ces divers orateurs ont exposé l'œuvre entreprise par la Ligue et fait ressortir par des arguments convaincants la nécessité où la France se trouve de donner, après la guerre, un essor nouveau à sa production agricole, si elle veut reprendre sa place de grande nation dans l'Europe et dans le monde.

Une stricte politique agricole ne peut priver la France de son rayonnement industriel et commercial

Par Marcel BRAIBANT

D. I. P. A. ces quatre lettres constituent l'indicatif de la Ligue pour le développement et l'intensification de la production agricole en France et dans l'Empire, qui donnera sa première conférence de propagande, vendredi 24 mars, à 15 heures, à la Salle des Horticulteurs, sur l'invitation du Syndicat agricole de la région de Paris.

Le titre du nouveau groupement et la référence d'une grande association agricole pourraient laisser à penser que la ligue est une œuvre paysanne. L'activité de notre association ne sera en réalité ni professionnelle ni corporative ; le but que nous poursuivons est d'intérêt général et national.

Notre association compte en effet, à côté de paysans authentiques, des hommes de science, des économistes, des universitaires, en tête desquels un inspecteur général de l'Instruction publique, des ingénieurs, des industriels, des commerçants, des artisans, des ouvriers, qui se sont groupés dans un programme de redressement économique. Ensemble nous avons la conviction profonde que la France meurtrie et mutilée par le grand conflit actuel ne sera pas ruinée, si elle sait utiliser les immenses richesses que réalisera une agriculture intensifiée.

Nos premiers résultats, qui nous permettent de marquer les perspectives de l'économie française d'après guerre, montrent quels miracles nos paysans pourront accomplir, lorsque notre agriculture sera dirigée par une administration animée d'un esprit nouveau et aidée par une corporation solidement organisée.

Toutes les activités du pays

sont intéressées à ce développement de l'agriculture. A notre époque la production agricole n'est plus exclusivement une création paysanne : elle est de plus en plus l'aboutissement d'une étroite collaboration de savants, d'ingénieurs, d'industriels, d'artisans d'ouvriers et de commerçants.

Dans le sac de blé qui sort de la ferme moderne il y a certes, comme autrefois, la peine de l'homme à la bêche ; mais il y a aussi les veilles des hommes de science : physiciens, chimistes, botanistes, biologistes, génétistes, etc... qui ont établi les principes de l'agronomie moderne ; il y a les inventions des ingénieurs qui ont créé les prototypes des machines qui permettent d'obtenir, avec moins de besogne, des productions beaucoup plus abondantes, et, aussi, le labeur des constructeurs, industriels et artisans, des ouvriers, des employés d'usines sans oublier l'apport des industries chimiques, qui produisent les engrais et les ingrédients nécessaires à l'intensification de l'agriculture.

Dans la bouchée de pain, il y a la collaboration d'autres savants, d'autres ingénieurs, d'autres ouvriers, notamment des industries de transport qui ont acheminé le blé de la terre au moulin, puis la farine jusqu'à la boulangerie ; et bien d'autres activités commerciales et artisanales.

Lorsque la production agricole s'intensifie les autres activités nationales se développent donc pour le profit général. En redevenant une grande nation agricole la France ne sera donc pas obligée de renoncer à ses vocations industrielles, artisanales, commerciales et même maritimes et coloniales.

production agricole, sur invitation du Syndicat agricole de la région de Paris : « Notre association compte ... à côté de paysans authentiques, des hommes de science, des économistes, des universitaires, en tête desquels un inspecteur général de l'Instruction publique, des ingénieurs, des industriels, des commerçants, des artisans, des ouvriers qui se sont groupés dans la pensée d'union nationale sur le programme de redressement économique. Ensemble nous avons la conviction profonde que la France meurtrie et mutilée par le grand conflit actuel ne sera pas ruinée, si elle sait utiliser les immenses richesses que réalisera une agriculture intensifiée.... En redevenant une grande nation agricole la France ne sera ... pas obligée de renoncer à ses vocations industrielles, artisanales, commerciales et même maritimes et coloniales, »

Le Matin du 25 mars nous apprend que la réunion a eu lieu sous la présidence de Victor Constant (1869-1953), président du conseil départemental avant et sous l'occupation. « Tour à tour la parole y a été prise par M. Marcel Braibant, président de la Ligue, le gouverneur honoraire des colonies, Léon Cayla¹¹⁸, le professeur Perrot, président de l'Académie de médecine et vice-président

118 Léon Cayla (1881-1965), ancien gouverneur de Madagascar qui sera condamné en 1945 à cinq ans de prison pour avoir repris son ancienne fonction en 1940 en s'imposant à l'actuel gouverneur qui voulait rester en guerre.

de l'Académie d'agriculture¹¹⁹, MM. Pierre Mathé¹²⁰, Roger Paul¹²¹, conseillers nationaux et M. Louis Aubin, président de la société d'horticulture de Montreuil-sous-Bois¹²². »

De cette dernière initiative de Marcel Braibant sous l'occupation il reste peu de traces dans les documents. Un rapport de police signale qu'elle n'a pas eu de suites ; il n'en est question ni dans le procès ni dans ce que Braibant dit ou écrit de lui même. Par contre, « La Terre Française »

POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION AGRICOLE

LA CONFÉRENCE DE VERSAILLES



LA conférence organisée le 5 mai dans la magnifique salle de l'hôtel de la Chambre de commerce de Versailles, sur l'initiative de la Société d'agriculture et des arts de la Seine-et-Oise, a obtenu un plein succès.

M. Thomas, secrétaire général de la préfecture, remplaçant M. Pierre Revillod, préfet, appelé à Paris pour l'installation du Chef de l'État à Rambouillet, présidait la réunion, assisté de M. Fourcault de Pavant, maire, et de M. Bamberger, président de la chambre de commerce.

On remarquait dans la salle de nombreuses personnalités, parmi lesquelles le général Wemaere, délégué départemental du Secours national ; le chanoine Lebeau, vicaire général, représentant Mgr Roland-Gosselin, en tournée de confirmation ; Mme Halloin, conseillère municipale, et de nombreux conseillers ; M. Dubru, industriel, président du groupement des Industriels, maire de Poissy ; M. Crozet, maire du Chesnay ; MM. Sainte-Beuve, maire de Louvres, vice-président du comice agricole et horticole de Seine-et-Oise ; Robert Euve, maire de Feucherolles, président de la Banque populaire de Seine-et-Oise ; Greverath, secrétaire général de la chambre de commerce, et de nombreux commerçants et industriels de la ville et des environs.

De droite à gauche : MM. Marcel Braibant, président de la Ligue ; Fourcault de Pavant, maire de Versailles ; Thomas, secrétaire général ; Bamberger, président de la Chambre de commerce ; Maynard, président de la Société d'agriculture ; Maurice Tournier. Au deuxième plan : M. Carlier, secrétaire général de la Société d'agriculture. (Photo Ch. Recoupé.)

Du côté agricole, on notait M. Demolon, inspecteur général de l'Agriculture, directeur du centre de recherches agronomiques, ancien président de l'Académie d'agriculture ; M. Calfin, syndic régional, et M. Lefebvre, syndic régional adjoint de la Corporation paysanne ; MM. Lucas, ancien président de la chambre d'agriculture ; Le Guellnel, directeur des services agricoles ; Rabineau, directeur du syndicat agricole de la région de Paris ; Ernest et Maurice Tournier, sélectionneurs de plantes de grande culture ; H. de Beaulieu, secrétaire général de l'Union régionale corporative agricole de Seine et Seine-et-Oise ; Guérinon, directeur des coopératives agricoles de Versailles ; Guillot, président de la société d'agriculture à Etampes ; Royer, ancien président, et Carlier, secrétaire général de la Société d'agriculture et des arts ; Lecollier, président de l'Union fédérative des associations horticoles de Seine-et-Oise, etc...

Parmi les personnalités excusées, on citait MM. Bretignière, président de l'Académie d'agriculture, et Larchevêque, inspecteur général de l'agriculture, directeur de l'école de Grignon.

• Lire la suite en troisième page •

nous éclaire. Le 18 mars 1944, lors d'une première réunion de la Ligue, le magazine publie une interview avec Marcel Braibant qui explique que la Ligue a été fondée en décembre 1943 et qu'avant la présente réunion les formalités ont pris leur temps. Qu'il y a des agriculteurs mais en majorité des personnalités venus des « différentes horizons de l'activité française » (voir extrait ci-contre).

Nous avons tout d'abord trois présidents d'honneur qui seront des présidents agissants. Tous trois sont de hautes personnalités ; ce sont le professeur Boenf, qui est un des plus grands agronomes du monde entier ; le gouverneur général honoraire des colonies Léon Cayla, qui fut un administrateur éminent, et le professeur Perrot, une de nos sommités scientifiques, qui est président de l'Académie de médecine et vice-président de l'Académie d'agriculture ; c'est lui qui succédera par conséquent l'année prochaine à M. Bretignière.

Le 1^{er} avril le magazine titre «*La croisade pour l'intensification de la production agricole* » apparemment synonyme de la « bataille de la production » des allemands : Sous les auspices du Syndicat agricole de la région de Paris, la ligue a réuni de nombreuses personnalités, notamment des administrateurs à la salle des horticulteurs de France. Victor Constant (1865-1953) préside et pense

119 Emile Constant Perrot (1867-1951), spécialiste renommé des plantes médicinales et membre de plusieurs académies.

120Agriculteur de la Nièvre, député opposé au Front populaire, ancien opposant de Braibant au Parti agraire et paysan français et bientôt Commissaire général à l'agriculture pour les quelques mois avant la Libération. Voir plus haut

121Roger Paul (1903-1944) avait été le secrétaire de la CGT du Textile avant la guerre, avait joint le MNP et par la suite le mouvement de Deloncle. Il est mort à Berlin fin 1944. Voir Maitron. Voir aussi Albert Grunberg, Journal d'un coiffeur juif à Paris sous l'Occupation, Paris, Éditions de l'Atelier, 2001 p. 156

122Louis Aubin et l'association des Horticulteurs de Montreuil-sous-Bois se sont fait connaître pour les « murs à pêches ». Ces murs du plateau de Montreuil étaient une installation unique: 600 m linéaires de murs épaisses, arrangés en clôtures de petits jardins, garantissant une température équilibrée entre la journée et la nuit. La production atteignit jusqu'à 17 million de fruits.

pouvoir dire que le Maréchal approuvera certainement l'initiative.

La Ligue est ensuite invitée par la Société d'agriculture et des arts de la Seine-et-Oise pour une conférence le 5 mai 1944 « dans la magnifique salle de l'hôtel de la Chambre du commerce de Versailles » qui « a obtenu un plein succès ». M Maynard, le président de la plus ancienne société agricole du département fait l'éloge de la Ligue et souhaite « son complet succès dans l'intérêt de tout le pays ». Suit l'exposé de Braibant. Après lui Maurice Tourneur, sélectionneur de plantes de grande culture affirme qu'un gros effort pouvait et devait se faire dans presque toutes les régions à blés pour l'augmentation de la production. Il établit en détail les possibilités techniques dans toute la chaîne de production des semences à la récolte. À la fin, M. Fauh, directeur de l'École nationale d'horticulture explique « les énormes possibilités de développement de notre production fruitière ».

M. Marcel Braibant exposa ensuite, avec simplicité et ardeur, le programme de la Ligue pour le développement, l'intensification et l'orientation de la production agricole. Comme président de cette ligue, il fit justice des arguments opposés à tort à ceux qui prétendent qu'il est nécessaire, pour la prospérité générale, que l'agriculture soit intensifiée. Nous ne devons pas, dit-il, redouter l'abondance et nous abandonner à nouveau à la psychose des excédents, car il faudra, après la guerre, des quantités énormes de produits agricoles et l'exportation de ces produits sera indispensable d'une façon permanente, même lorsque la période de reconstitution sera terminée, pour la prospérité du pays.

Le président de la nouvelle ligue reprend son activité de propagande dans cinq contributions à la presse, réunies dans des coupures sur lesquelles sont marquées la date et le nom de la publication. La *Pariser Zeitung*. l'édition française de ce quotidien, dont le tirage a baissé à 5000 exemplaires à la différence de l'hebdomadaire dont le tirage est vingt fois plus élevé. Ce journal est donc beaucoup moins lu que d'autres, notamment *Le Matin*, mais il semble avoir l'attention de la résistance qui pense y trouver l'expression des intentions de l'ennemi. Le rédacteur en chef du quotidien, dont la rédaction semble avoir joui d'une indépendance relative, est, depuis 1941 Walter Trautmann (1906-1983) ; membre du Parti nazi depuis 1932 et rédacteur en chef d'un quotidien à Magdeburg, il avait, son épouse étant considérée « non-aryenne », sollicité et obtenu un poste à l'étranger, paraît-il. Économiste et politologue diplômé après la guerre, il sera rédacteur dans la presse économique, à partir de 1974 à Bâle auprès des *Basler Nachrichten*.

Ne s'agit-il pas, comme l'indiquera un rapport des Renseignements généraux du 29 mai 1945, d'abord d'articles écrits pour *Germinal*, cet hebdomadaire « collaborationniste » fondé en avril 1944 par des anciens ultra-pacifistes de la SFIO ? Ces articles ont-ils été repris par la *Pariser Zeitung* ? *Germinal* est financé par Hibbelen. Son rédacteur en chef est un antisémite notoire, André Chaumet. Y contribuent les membres de la Ligue de pensée française et du RNP, donc des amis politiques de Marcel Braibant, des anciens dreyfusards, l'anti-militariste et féministe Marcelle Capy (1891-1961), Gérard de Lacaze-Duthiers (1876-1958), prix de l'Académie en 1946, Félicien Challaye (1875-1967), Ludovic Zoretti (1880-1948) à qui Marcel Déat, le nouveau ministre du travail (depuis avril 1944), confie la création d'une université ouvrière. Le rédacteur politique est Paul Rives (1895-1967), un des fondateurs du Parti socialiste démocratique d'après-guerre. Le dernier numéro de *Germinal* paraît le 11 août 1944.

le travail à entreprendre. On lit notamment :

« Nous ne pouvons plus nous payer le luxe, après guerre, de produire des animaux médiocres, sans aptitudes et sans rendement. Un effort considérable d'amélioration est à faire dans le domaine de l'élevage, des moyens et des conditions de production du bétail et des viandes, d'expansion des grandes races. De même en matière d'équipement national, en vue du traitement, de l'acheminement et de l'utilisation rationnelle des viandes et sous-produits.

« Cet effort ne peut être poursuivi que sur un programme d'action et d'organisation bien établi, tant en ce qui concerne les problèmes techniques po-

Le 29 avril y est publié « *Le paysan français et la production, un problème du présent et de l'avenir* ». Les terres consacrées aux oléagineux ont augmenté ces dernières années de 40 à 500 hectares. Il faudrait convaincre le paysan, au delà de la nécessité actuelle de la production d'oléagineux, de celle de maintenir cette culture après la guerre. Il y a une distance à surmonter entre la culture extensive largement pratiquée dans le passé et la culture intensive nécessaire pour l'avenir. Le 18 mai, nouvel article de Marcel Braibant dans la

rubrique « *La vie économique* » : « *L'avenir de l'élevage français* » L'orientation de la politique de l'élevage et de la production de viande dans l'après guerre est le sujet d'une enquête du groupe spécialisé de l'élevage de la Corporation paysanne. Un circulaire a été envoyé aux unions régionales corporatives et Braibant s'en réjouit : c'est ce qu'il n'a cessé de dire et cela rejoint les intentions de la DIPA...

Le 10 juin, toujours dans la rubrique « *La vie économique* » : « *L'élevage français et ces débouchés extérieurs* ». L'essor de l'élevage dépendra, après la guerre, des possibilités de consommation intérieure et du rétablissement des exportations. L'aspect européen de la problématique apparaît. En 1938 un Comité européen des éleveurs de moutons de 14 nations s'était réuni à Paris. Un ans plus tard ce Comité avait siégé à Bruxelles. Quand la guerre sera terminée il faudra reprendre les travaux de cette organisation. « *Mais pourquoi attendre la fin de la guerre ?* » ajoute le collaborateur-diplomate (our ceux qui rêvent toujours, quatre jours après « Le jour J ») : « *c'est dès maintenant qu'il faudrait s'organiser entre Européens.* »

Mercredi le 12 juillet, dans la rubrique « *La vie économique* » : « *Une province riche* ». « *La Normandie, si cruellement ravagée à la*

La défense contre les éleveurs extra-européens serait d'autant plus nécessaire que par suite des difficultés d'exportation en Europe, le cheptel s'est considérablement accru, en Amérique, dans les Dominions britanniques, aussi bien pour le gros bétail que pour les moutons. La défense devra être d'autant plus énergique.
Il faudra, d'autre part, assurer aux éleveurs de notre continent, par une organisation méthodique et le progrès de vastes débouchés européens.
Mais pourquoi attendre la fin de la guerre ? C'est dès maintenant qu'il faudrait s'organiser entre Européens.
Marcel Braibant.

La production du lin n'avait pas été aussi délaissée que dans les autres départements français, puisque la Seine-Inférieure en cultivait 13.800 hectares, l'Eure 4.230 et le Calvados 2.438 hectares, soit, avec 20.468 hectares, la moitié de la superficie cultivée en France, qui ne dépassait pas 40.000 hectares.

Enfin, on trouvait encore du colza dans l'Eure avec 140 hectares, dans la Seine-Inférieure sur 52 hectares et le Calvados 23 hectares.

La Normandie était, en raison de sa proximité, un des gros pourvoyeurs du ravitaillement de la région parisienne. Le Calvados était de beaucoup le plus gros approvisionneur en bovins du marché de la Villette, et les crémiers parisiens recevaient, matin et soir, de grandes quantités de lait riche et crémeux de Normandie.

Les dévastations de l'effroyable bataille coûteront donc cher à la France et à l'immense agglomération parisienne !

Marcel Braibant.

suite de l'invasion, est une des plus belles provinces par ses sites, par ses merveilles d'art ; et c'est une des plus riches provinces agricoles de France ». Suivent des chiffres à l'appui de ce constat. Un pays d'élevage et de fruits et une plaine de céréales et de plantes sarclées, des haras de trotteurs, de chevaux de selle et de trait léger, des bovins, des moutons de grand taille des races Cotentine et Avranchines des porcs de Bayeux, ville aujourd'hui martyre. Que va devenir l'immense agglomération parisienne ?

Enfin le 29 juillet 1944 : « *Le socialisme de notre temps et le paysan.* » Jadis, le doctorant Marcel Braibant avait écrit sur le socialisme. Son dernier article de la collaboration porte sur le même sujet. Si le socialisme semblait alors une impasse économique pour le jeune juriste, fils d'un député radical, l'expérience du presque sexagénaire l'amène à exprimer

ses idées politiques, son utopie sociale, sous cette notion, dont n'ont jamais cessé de s'en servir les collaborateurs de Marcel Déat et de René Château. La coopération agricole, coopération d'achat, de production, de transformation et de vente lui semble un instrument principal de l'affranchissement économique des masses paysannes. Pour attacher la main d'oeuvre à la terre - l'agriculture en a besoin même quand elle emploie largement des machines - , il faut une politique de logement, d'hygiène, d'adduction d'eau, d'électricité, de chemins ruraux et pour diffuser le progrès, il faut l'instruction scolaire et post-scolaire. Il faut des véritables caisses d'épargne rurales qui deviendront des banques paysannes alimentées par les économies des paysans. Il aura un grand nombre d'artisans du bâtiment, du machinisme agricole, des améliorations techniques etc.. Conclusion: « *Ainsi le socialisme de notre temps, tout en conservant et fortifiant le régime de la propriété, de l'initiative et de l'intérêt individuels dans le cadre de l'intérêt général et social, assurera à la paysannerie une sécurité et une prospérité qu'elle n'a jamais connues.* »

Le 9 juin 1944 la Propagandaabteilung du MBF, dirigée par Eduard Wintermayer, a interdit la distribution du livre de René Château *À la recherche du temps futur* qui vient de paraître chez Denoël : le texte est déclaré « *indésirable* »¹²³.

123 Voir Thyssens.com, Denoël, op. cit. Le texte, une collection d'écrits et de discours de l'auteur est, certes, une

Karl-Heinz Gerstner a été révoqué en mai, Abetz et son équipe quittent la ville début août. Marcel Déat et Jacques de Lesdain font partie de ceux qui se retrouvent à Sigmaringen, où de Lesdain travaille pour « Radio France » avec Jean Luchaire. Fritz Reinhardt a dû quitter Paris avec l'armée. De la Ligue de pensée française, personne ne semble avoir pris la fuite. L'épuration frappe parfois dans l'immédiat - c'est le cas pour René Château, pour Francis Delaisi, pour René Gérin qui dirigeait la rubrique littéraire de *L'Oeuvre* - parfois plus tard. Château est libre après 76 jours d'arrestation, Delaisi est inculpé en 1945 après un non-lieu l'année précédente et meurt en 1947 avant la fin de son affaire. Gérin est lourdement condamné mais libéré en 1946. Marcel Braibant, nous le verrons, passe devant un juge en octobre 1944, mais n'est pas inculpé. Il est considéré en fuite, jusqu'à son arrestation en novembre 1945 suite à une dénonciation par lettre anonyme. Il reste en prison, malade, pendant sept mois, l'instruction se poursuit jusqu'en février 1947. Inculpé de haute trahison, il est traduit devant la Cour de la Seine en juillet 1947. Le jury le juge non-coupable dans les quatre points de l'accusation mais il lui inflige la dégradation nationale à vie pour crime d'indignité. Une première demande en grâce fin 1948 est refusée. Il obtient la réduction de la peine à 15 ans, fin 1949 et une remise fin 1950 à la condition d'abandonner le barreau. Il a 65 ans.

En ce qui concerne la politique agricole après la Libération : en octobre 1944 dans son cahier no 25 « La France intérieure », périodique de la résistance gaulliste lancé dans la clandestinité par George Oudard (1889-1971) publie un article signé Paul Vanance : « *Pour un Ministère d'Agriculture majeur* ». Nous y lisons :

« ... Les prélèvements de l'ennemi ne suffisent pas à justifier l'actuelle pénurie; il faut y ajouter que notre agriculture est entraînée vers la décadence par un courant que les mesures prises avant et pendant les hostilités n'ont pas réussi à renverser: un simple regard sur le territoire de notre pays suffit à édifier :... » Suivent des chiffres à l'appui grosso modo les mêmes qu'avait donné Braibant. L'auteur de continuer :

« Non seulement l'exploitation du sol a régressé dans d'immenses proportions. Mais l'aménagement de „l'Atelier rural“ a lui aussi souffert d'abandon. Les chemins ruraux sont mal distribués et mal entretenus: les bâtiments agricoles d'habitation et d'exploitation sont souvent dans un état de vétusté qui surprend les étrangers. Depuis 1919, on n'a pas construit autant de bâtiments qu'il en a été démolis ou désertés. Et que dire du réseau d'aménagement des eaux (fosses d'écouement, drainages, irrigations) qui s'engorge et se ruine un peu partout en France faute d'être entretenu par un effort **collectif et coordonné** ». Suit un constat sur le niveau d'éducation : « Un petit paysan sur 1000 fréquente l'école d'agriculture. » Après une remarque sur la « gangrène de la guerre » et « l'appétit général du gain » qui ont « perverti les conditions des échanges : les épithètes „loyal“ et „marchande“ qu'on accouplait naguère, ont divorcé », Vanance vient à son propos :

« *Politique agricole et politique agraire doivent être animés d'un esprit vigoureusement exhaustif. D'un esprit „colonial“ dirions-nous, propre à accomplir dans l'agriculture une*

tentative d'auto-justification - « la collaboration n'est pas un mariage d'amour » - ; il est aussi un plaidoyer pour un futur socialisme « pragmatique », européen, au-delà des théories, des infertiles disputes entre Blum et Déat, entre Vandervelde et de Man, au-delà de la résignation de Marquet et de Monzie, plus durable que la courte tentative du Front populaire, qui reste quand même chère à Château. Voici un extrait : « *Et tout de même, c'était trop facile d'être républicain quand une espèce de république il y avait. C'était trop facile d'être socialiste quand un commencement de socialisme était au pouvoir. C'était trop facile d'être pacifiste quand les canon étaient muets. C'est maintenant qu'on va voir les hommes. Car ne sera vraiment républicain que celui qui voudra la République maintenant au moment où on brise ses effigies. Ne sera vraiment socialiste que celui que de toute sa foi, revendiquera le socialisme dans sa vertu et dans sa vérité au moment où on le caricature par d'hypocrites contrefaçons. Ne sera vraiment pour la paix qui osera la penser et la préparer en ce moment même où la guerre tente de haine tous les esprits* »

(Discours prononcé le 16 mai 1943 devant le public de la Fête du Travail organisé par le Groupe du Travail de la Ligue de pensée française). Mieux aurait valu se taire, quand, en ce mois de mai 1943 l'effroi causés par le sort des déportés ne peut être dite ? C'est la question qui s'est éventuellement posée, qui se cache derrière la discussion élaborée des idéaux de liberté, de citoyenneté, de paix, de l'Europe.

révolution comparable à la révolution industrielle qui a bouleversé le XIXe siècle: les possibilités existent. Mais en même temps qu'une volonté suffisante, c'est l'instrument convenable qui, semble-t-il a jusqu'ici manqué. » Suit la description de la structure du Ministère proposé.

Bernard Bruneteau¹²⁴ a commenté les textes de Marcel Braibant : « C'est **l'économiste Marcel Braibant** qui a inlassablement traduit en termes simples cette division si commode de travail productif en constituant l'Europe en « espace vital de l'agriculture française » - simple changement d'échelle de son credo protectionniste de l'avant-guerre -, étant entendu que, par ce choix, « la France pourrait reconstituer toute son économie sur une base agricole, conformément à ses dispositions naturelles et à son destin séculaire » ... Cette instrumentalisation de l'Europe n'est pourtant pas celle de tout le monde, loin de là. »

Le même auteur de poursuivre : « Avec les concepteurs de l'exposition « La France européenne », nous sommes au carrefour de trois visions : la vision nazi, ... assignant à l'agriculture française un rôle stratégique dans l'accession de l'Europe à l'indépendance alimentaire ; la vision agrarienne française traditionnelle dont Marcel Braibant a été un zélé propagandiste avant guerre et que réactive l'idéologie de la Révolution nationale avec la théorie des « monopoles économiques » nationaux de Louis Salleron ; enfin une vision productiviste naissante, qui entend réserver à une agriculture promise à l'intensification de ses rendements le « grand marché » en devenir. On notera que cette dernière vision n'est pas la moins déterminante dans la diffusion de ces discours. L'organisation préférentielle de la Caravane du progrès agricole de l'été 1942 dans les régions d'économie céréalière mécanisée en est un signe qui ne se sépare pas de la naissance des premiers centres techniques agricoles, sous l'impulsion du syndicaliste Bernard Poulain, et de l'apparition des thèses de René Dumont sur les vertus du productivisme dans l'avènement d'une authentique « prospérité paysanne » (Misère ou prospérité paysanne Paris Fustier 1942) On signalera enfin que cette structuration économique du « couple » franco-allemand échappe aux circonstances immédiates de la guerre et se trouve présente dès avant celle-ci dans les visions économiques les plus aiguës. L'Europe nouvelle publiait ainsi en 1935 sous la signature de Pierre Mendès France, une étude tendant déjà à montrer les « bases d'une politique d'avenir » en matière de relations commerciales franco-allemandes et dans laquelle le jeune député de l'Eure faisait de cette spécialisation différentielle « la seule collaboration économique entre les deux pays qui soit saine et profitable. »

124 Bernard Bruneteau, « L'Europe nouvelle de Hitler » Une illusion des intellectuels de la France de Vichy Editions du Rocher 2003